

BUDGET RECTIFICATIF N°2-2022

**Conseil d'administration du
09 Décembre 2022**



Table des matières

NOTE DE PRÉSENTATION : BUDGET RECTIFICATIF N°2-2022	3
I. Les autorisations du plafond d'emplois.....	4
II. Comptabilité Budgétaire (Tableaux 2 et 3).....	5
A. Les Recettes (globalisées et fléchées).....	5
B. Les dépenses.....	7
C. Le solde budgétaire.....	9
III. Comptabilité générale.....	10
A. Le résultat patrimonial.....	10
B. La capacité d'autofinancement.....	10
C. La trésorerie.....	10
D. Le fonds de roulement et besoin en fonds de roulement.....	10
IV. Les ratios d'analyse financière.....	11
Tableaux budgétaires GBCP.....	12
• Tableaux soumis au vote de l'organe délibérant.....	12
• Tableaux présentés pour information à l'organe délibérant.....	12

NOTE DE PRÉSENTATION : BUDGET RECTIFICATIF N°2-2022

Les éléments marquants

Le budget initial 2022 a été voté par le Conseil d'Administration (CA) le 17 décembre 2021.

L'année 2022 innove avec une nouvelle architecture budgétaire permettant d'obtenir des données plus précises des dépenses au sein de l'établissement et des services.

Ainsi, pour rappel, le budget est composé de cinq unités budgétaires :

- **L'UB 400 Financier**
- **L'UB 410 Formation initiale et continue** qui regroupe les centres de responsabilités (CR) suivants : la Formation Continue, les Admissions, les Études, le Sport et les Chaires.
- **L'UB 420 Recherche** qui regroupe les Unités Mixtes de Recherche CED et LAM et la valorisation de la recherche.
- **L'UB 430 Fonctions Soutien** qui regroupe les CR suivants : Communication, Partenariats et carrières, Documentation, Vie étudiante, Relations Internationales et Aquimob.
- **L'UB 440 Fonctions Support** qui regroupe les CR suivants : Administration générale, Ressources humaines, Informatique (DSIN) et le Patrimoine (PLSE).

Le budget rectificatif 1 a été voté par le Conseil d'Administration (CA) le 24 juin 2022. Il s'agissait d'un budget de reprogrammation par rapport aux consommations réelles de l'année 2021, ainsi que de nouvelles programmations. Pour rappel, entre autres : augmentation de l'enveloppe des personnels dans le cadre du protocole de revalorisation des agents contractuels de l'établissement, augmentation de la subvention pour charges de services public avec l'attribution d'une enveloppe complémentaire pour 3 projets retenus dans le cadre du dialogue stratégique de gestion, ajout d'un nouveau partenariat avec l'IRA de Bastia.

Depuis 2021, nous avons fait le choix d'instaurer 2 budgets rectificatifs. Ainsi nous vous présentons aujourd'hui, le second budget rectificatif de l'année, en même temps que le budget initial 2023. Il permet d'ajuster au plus près nos réalisations en recettes et en dépenses, il s'agit d'un budget de déprogrammation, en concordance avec le budget initial de l'année suivante.

NB. Le versement complémentaire au titre de la Subvention pour Charges de Services Public d'un montant de 36 163€ pour compensation des surcoûts énergétiques notifié par la lettre circulaire *DGESIP-D2022-011124 préparation des budgets initiaux 2023 du 10/11/2022*, n'a pu être intégré à ce budget, en raison de sa notification tardive.

Par ailleurs, par courrier, en date du 23 octobre 2022, notre Ministère de tutelle a répondu favorablement à notre demande de réhausse de plafond d'emplois établissement, passant ainsi de 48 à 55 ETPT, au 1^{er} septembre 2022. Cette réhausse nous redonnera quelques marges de manœuvres pour l'avenir.

La régularisation des trois enveloppes budgétaires optimisera l'exécution des dépenses et des recettes budgétaires 2022.

À cette occasion, il est important de remercier l'ensemble des acteurs pour leur mobilisation et leur implication dans ce long travail d'analyse de crédits à reporter ou à déprogrammer. Un travail d'analyse est mené notamment par les unités de recherche avec chaque porteur de projet pour permettre d'ajuster

au plus juste les crédits nécessaires. Ce travail est également mené par la Direction des affaires financières avec chaque chef de service, depuis le mois d'octobre.

Le travail initié se poursuit et nous permet d'affiner nos prévisions de recettes et de dépenses. Ainsi, dans le cadre des échanges avec les services, il a été procédé aux principaux ajustements suivants :

- **Recettes** : **Baisse de 2 % soit – 218 724 €**
- **Dépenses de personnel** : **Baisse de 5 % soit – 230 952 € (AE=CP)**
- **Dépenses de fonctionnement** : **Baisse de 29 % en AE : - 1 112 521 €**
Baisse de 27 % en CP : - 1 364 909 €
- **Dépenses d'investissement** : **Baisse de 22% en AE : - 279 850 €**
Baisse de 35 % en CP : - 655 472 €

I. Les autorisations du plafond d'emplois

Comme indiqué en introduction, le plafond d'emplois passe de 48 à 50.33 ETPT.

▪ **BR2 2022 : 50 ETPT sous plafond et 21 ETPT hors plafond**

Après rectification des différentes masses salariales entre les différents plafonds, les montants des autorisations d'emplois se répartissent de la manière suivante :

	<u>BR1 2022</u>	<u>BR2 2022</u>
> Emplois sous plafond :	1 931 670 €	Rectification sous plafond : 1 931 670 €
> Emplois hors plafond :	1 461 381 €	Rectification hors plafond : 1 205 429 €
> <u>Emplois hors champ</u> :	<u>1 062 800 €</u>	<u>Rectification hors champ</u> : <u>1 087 800 €</u>
Total	4 455 851 €	Total 4 224 899 €

Emplois sous plafond :

Suite aux recrutements lancés, nous planifions une augmentation de 2 emplois, sans incidence financière, en raison du décalage de recrutements prévus.

Emplois hors plafond :

La diminution des emplois hors-plafond est le résultat d'un décalage dans la mise en place des projets de Recherche.

Emplois hors champ :

L'augmentation de cette enveloppe est liée à un besoin de la formation continue pour ces vacations d'enseignements.

II. Comptabilité Budgétaire

A. Les Recettes (globalisées et fléchées)

Nature Recettes	BR 1 2022	BR 2 2022	Variation BR1/BR2	Variation BR/BR (en %)
Subvention pour charges de service public	2 160 053 €	2 215 053 €	55 000 €	3%
Autres financements de l'Etat	352 500 €	22 500 €	- 330 000 €	-94%
Fiscalité affectée	75 390 €	120 962 €	45 572 €	60%
Autres financements publics	275 428 €	433 427 €	157 999 €	57%
Recettes propres	4 676 649 €	4 514 323 €	- 162 327 €	-3%
Total Recettes globalisées	7 540 020 €	7 306 265 €	- 233 755 €	-3%
Financements de l'Etat fléchés	115 000 €	277 000 €	162 000 €	141%
Autres financements publics fléchés	1 648 131 €	1 488 017 €	- 160 113 €	-10%
Recettes propres fléchées	131 465 €	144 610 €	13 145 €	10%
Total Recettes fléchées	1 894 596 €	1 909 627 €	15 032 €	1%
Total Recettes	9 434 616 €	9 215 892 €	- 218 724 €	-2%

a) Les recettes globalisées

Au titre de ce second budget rectificatif 2022, les recettes globalisées inscrites sont de 7 306 265 € contre 7 540 020 € prévues au budget rectificatif 1 2022, ce qui représente une baisse de 233 755 € (- 3 %). Les principaux événements budgétaires à noter sont les suivants :

➤ Autres financements de l'État : - 330 000 €

Il s'agit d'un report de versement du financement des dépenses liées à l'opération REACT EU, inscrites au budget initial 2023. En effet, le versement se fera sur présentation des justificatifs de dépenses à la fin du projet, soit en 2023.

➤ Subvention pour charges de services publics : + 55 000 €

La notification intermédiaire, dernière notification reçue, faisait état d'une diminution de 6 593€ des crédits alloués, en raison de la diminution de l'enveloppe de dotation au démarrage pour les enseignants chercheurs, cependant, nous procédons à un réajustement d'un montant de 55 000€ versés en fin d'année 2021 pour l'année 2022, dans le cadre de la LPR et non inscrit au budget à ce jour. A noter, le versement à venir de la somme de 36 163 € qui sera régularisée au prochain budget rectificatif.

➤ Fiscalité affectée : + 45 572 €

L'augmentation prévue, fait suite à la notification du droit final à percevoir la CVEC émanant du Crous de Bordeaux Aquitaine en date du 20/07/2022, nous indiquant un droit final d'un montant de 120 962.42€.

Nous en profitons, pour rappeler que la CVEC (Contribution de vie étudiante et de campus) instituée par l'article 12 de la Loi n°2018-166 du 08/03/2018 relative à l'orientation et la réussite des étudiants, ne constitue pas un budget distinct de celui de notre établissement mais est intégré dans le budget global et

unique de l'IEP. En revanche, son utilisation doit poursuivre les objectifs spécifiques portés par la loi ORE (santé-prévention, culture, sport, accompagnement des étudiants...) et fait donc l'objet d'une programmation particulière au sein de la commission CVEC, et d'un suivi annuel au sein du budget global de l'établissement, pour garantir l'utilisation conforme de ces ressources.

➤ Autres financements publics : + 157 999 €

- Sur UB 410 Formation : + 37 112 €
- Sur UB 420 Recherche : + 118 460 €

La hausse de recette sur l'UB Formation correspond principalement à un réajustement des recettes versées par la Fondation Bordeaux Universités dans le cadre de la Chaire Défense et Aérospatiale.

La hausse des recettes sur l'UB Recherche provient principalement de la prise en compte d'un versement unique du Préciput concernant l'année 2022, d'un montant de 114 039.64 €, versé par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR).

➤ Recettes Propres – 162 327 €

- Sur UB 400 Financier : - 123 480 €
- Sur UB 410 Formation : - 65 060 €
- Sur UB 420 Recherche : + 10 033 €
- Sur UB 440 Fonctions Support : + 17 274 €

La principale diminution des recettes porte sur l'UB 400 Financier, cela concerne une diminution de recettes des droits modulés selon un ajustement sur le réel des encaissements réalisés. Une diminution des recettes est également apportée sur l'UB 410 Formation :

- 30 000€ de recettes pour les formations diplômantes de la formation continue
- 35 000€ de recettes CPAG temps complet, en raison d'un grand nombre d'étudiants boursiers.

Deux augmentations de recettes viennent faiblement compenser ces baisses, la Recherche avec les projets de Recherche du CED et les Ressources humaines, avec le versement d'une compensation par le CNRS, en raison d'une délégation de l'un de nos enseignants.

b) Recettes fléchées : + 15 032 €

- Sur UB 410 Formation : + 121 175 €
- Sur UB 420 Recherche : - 82 637.67 €
- Sur UB 430 Fonctions Soutien : - 23 505.80 €

Les recettes fléchées connaissent, pour leur part, une augmentation de 1 % avec un montant d'encaissement prévisionnel de 1 909 627 € contre 1 894 596 € au budget rectificatif 1.

L'augmentation de 121 000€ de recettes sur l'UB 410 Formation, s'explique par une recette de 110 500€ pour le projet « Prépa Talents » selon le nombre d'inscrits et un réajustement des recettes provenant de la Chaire Terress, pour un montant de 10 675€.

Cependant, cette augmentation est presque annulée, en raison d'une diminution des recettes en Recherche, d'un montant de 82 000€. Il s'agit pour certains projets de report à l'année prochaine et pour d'autres d'abandons. De plus, le report du projet de développement d'une nouvelle plateforme Aquimob, nous contraint de reporter les dépenses et les recettes attendues.

B. Les dépenses

a) Les Autorisations d'Engagement (AE)

Les autorisations d'engagement représentent les capacités d'engagement de dépenses de Sciences Po Bordeaux sur l'année en cours. Elles s'élèvent à 9 050 557 € soit une baisse de – 1 623 322 € par rapport au BR1 2022 et se répartissent selon les trois enveloppes de dépenses suivantes :

- Personnel : 4 224 899 € (- 230 952 €)
- Fonctionnement : 3 824 391 € (- 1 112 521 €)
- Investissement : 1 001 267 € (- 279 850 €)

b) Les Crédits de Paiement (CP)

Les crédits de paiement s'élèvent à **9 062 898 €** soit une baisse de – 2 251 332 € par rapport au BR1 2022 et se répartissent selon les trois enveloppes de dépenses suivantes :

- Personnel : 4 224 899 € (- 230 952 €)
- Fonctionnement : 3 623 845 € (- 1 364 909 €)
- Investissement : 1 214 154 € (- 655 472 €)
- **Enveloppe de personnel : Baisse de 5 % soit – 230 952 € (AE=CP)**

L'enveloppe budgétaire Personnel est arrêtée à 4 224 899 € au BR2 contre 4 455 851 € au BR1 2022, soit une baisse de 230 952 € répartie par :

- UB 410 Formation : - 15 638 € soit 7% de la baisse totale
- UB 420 Recherche : - 201 414 € soit 87% de la baisse totale
- UB 430 Fonctions Soutien : - 2 000 € soit 1% de la baisse totale
- UB 440 Fonctions Support : - 11 900 € soit 5% de la baisse totale

La baisse des crédits en personnel provient principalement d'un décalage dans le temps entre la date de recrutement prévisionnelle et la date réelle, sur les projets suivis en opération, en grande partie sur les projets liés à la Recherche (- 200 000€).

- **Enveloppe de fonctionnement : Baisse de 29 % en AE : - 1 112 521 €
Baisse de 27 % en CP : - 1 364 909 €**
- UB 410 Formation : - 89 542 € en AE / - 109 542 € en CP soit 8% de la baisse totale en CP
- UB 420 Recherche : - 553 237 € en AE / - 571 976 € en CP soit 42% de la baisse totale en CP
- UB 430 Fonctions Soutien : - 225 246 € en AE / - 238 496 € en CP soit 17% de la baisse totale en CP
- UB 440 Fonctions Support : - 244 495 € en AE / - 444 895 € en CP soit 33% de la baisse totale en CP

c) Ventilation par Centre de Responsabilités (CR)

UB	CR	SOUS-CR	Fonctionnement		Investissement		Personnel	Total Somme de Montant AE	Total Somme de Montant CP	
			AE	CP	AE	CP	AE = CP			
UB 400 FINANCIER					- 44 498,17 €	- 70 152,87 €		- 44 498,17 €	- 70 152,87 €	
Total UB 400			- €	- €	- 44 498,17 €	- 70 152,87 €	- €	- 44 498,17 €	- 70 152,87 €	
UB 410 FORMATION INITIALE ET CONTINUE	411 CONTI	411 1 FORMATION CONTINUE	- 20 000,00 €	- 20 000,00 €			25 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	
		411 2 APPRENTISSAGE UFA						- €	- €	
	412 ETUDES ET PREPA CONCOURS	412 1 ETUDES	- 10 300,00 €	- 10 300,00 €				- 38 530,00 €	- 54 530,00 €	- 54 530,00 €
		412 2 PREPA CONCOURS	- 16 000,00 €	- 16 000,00 €				- 3 000,00 €	- 3 000,00 €	- 3 000,00 €
		412 3 I CONCOURS							- 7 900,00 €	- 7 900,00 €
		412 4 ECOLE DOCTORALE	- 7 900,00 €	- 7 900,00 €						
	413 ADMISSIONS			- 20 000,00 €				- €	20 000,00 €	
	414 SPORT			- 11 342,00 €	- 11 342,00 €			- 11 342,00 €	- 11 342,00 €	
	415 CHAIRES	415 1 CHAIRE TRENT					892,13 €	892,13 €	892,13 €	892,13 €
		415 2 CHAIRE DAS						- €	- €	- €
415 3 CHAIRE TERRESS		- 24 000,00 €	- 24 000,00 €				- 24 000,00 €	- 24 000,00 €	- 24 000,00 €	
Total UB 410			- 89 542,00 €	- 109 542,00 €	- €	- €	- 15 637,87 €	- 105 179,87 €	- 125 179,87 €	
UB 420 RECHERCHE	421 CENTRE E-DURKHEIM	421 1 OPERATIONS	- 264 952,23 €	- 271 876,87 €	- 23 059,09 €	- 23 059,09 €	- 77 333,41 €	- 365 344,73 €	- 372 269,37 €	
		421 2 QUINQUENNAL						- €	- €	
		421 3 PROJETS	- 38 779,08 €	- 41 010,33 €	- 34 984,89 €	- 34 984,89 €	- 44 057,46 €	- 117 821,43 €	- 120 052,68 €	
		421 4 DOCTOR					4 420,08 €	4 420,08 €	4 420,08 €	
	422 LES AFRIQUES DS LE MONDE	422 1 OPERATIONS	- 179 051,67 €	- 175 294,20 €	- 845,26 €	- 845,26 €	- 50 493,17 €	- 230 390,10 €	- 226 632,63 €	
		422 2 QUINQUENNAL			- 580,86 €	- 580,86 €	- 500,00 €	- 1 080,86 €	- 1 080,86 €	
		422 3 PROJETS			- 4 400,00 €	- 4 400,00 €	- 18 950,00 €	- 23 350,00 €	- 23 350,00 €	
	423 VALORISATION DE LA RECHERCHE	423 1 VAREC	- 55 287,88 €	- 55 287,88 €	- 23 000,00 €	- 23 000,00 €	- 14 500,00 €	- 92 787,88 €	- 92 787,88 €	
		423 2 QUINQUENNAL	- 15 166,57 €	- 28 506,57 €	- 1,75 €	- 1,75 €		- 15 168,32 €	- 28 508,32 €	
	Total UB 420			- 553 237,43 €	- 571 975,85 €	- 86 871,85 €	- 86 871,85 €	- 201 413,96 €	- 841 523,24 €	- 860 261,66 €
UB 430 FONCTIONS SOUTIEN	431 COMMUNICATION		- 5 780,00 €	- 10 780,00 €				- 5 780,00 €	- 10 780,00 €	
	432 PARTENARIATS ET CARRIERE			- 3 000,00 €				- €	- 3 000,00 €	
	433 BIBLIOTHEQUE		- 10 892,00 €	- 10 892,00 €				- 10 892,00 €	- 10 892,00 €	
	434 RINTE	434 1 COOP INTER	- 31 334,20 €	- 31 398,55 €			- 2 000,00 €	- 33 334,20 €	- 33 398,55 €	
		434 2 AIDES MOB INTER	- 10,00 €	- 1 057,28 €				- 10,00 €	- 1 057,28 €	
	435 VIE ETUDIANTE	435 1 ASSOCIATIONS	- 14 800,00 €	- 23 938,00 €				- 14 800,00 €	- 23 938,00 €	
		435 2 FDST	- 7 000,00 €	- 2 000,00 €				- 7 000,00 €	- 2 000,00 €	
	436 AQUIMOB		- 155 430,00 €	- 155 430,00 €				- 155 430,00 €	- 155 430,00 €	
	Total UB 430			- 225 246,20 €	- 238 495,83 €	- €	- €	2 000,00 €	- 227 246,20 €	- 240 495,83 €
	UB 440 FONCTIONS SUPPORT	441 ADMINISTRATION GENERALE							- €	- €
442 RESSOURCES HUMAINES		442 1 FORM PERS ET ACTION SOC						- €	- €	
		442 2 H COMP PRIME ENS						- €	- €	
		442 3 PERS NON ENS RP						- €	- €	
443 DSIN		443 1 LICENCES ANNUELLES	- 36 000,00 €	- 36 000,00 €				- 36 000,00 €	- 36 000,00 €	
		443 2 SUPPORTS ANNUELS						- €	- €	
		443 3 PRESTATIONS DE DEV						- €	- €	
		443 4 MATERIEL						- €	- €	
		443 5 TELECOM						- €	- €	
		443 6 VIDEO	- 2 000,00 €	- 2 000,00 €	- 23 155,92 €	- 23 155,92 €		- 25 155,92 €	- 25 155,92 €	
		443 7 PROJETS	- 13 100,00 €	- 102 100,00 €	- 133 347,18 €	- 140 997,18 €		- 146 447,18 €	- 243 097,18 €	
443 8 INNOVATION PEDA NUMERIQUE		- 19 295,00 €	- 19 295,00 €	- 9 300,00 €	- 224 300,00 €	- 11 900,00 €	- 40 495,00 €	- 255 495,00 €		
444 PLSE		444 1 ENTRETIEN COURANT FLUIDES	- 10 800,00 €					- 10 800,00 €	- €	
		444 2 LOGISTIQUE		- 31 500,00 €				- €	- 31 500,00 €	
		444 3 TRAVAUX MAINTENANCE	- 27 300,00 €	- 30 000,00 €				- 27 300,00 €	- 30 000,00 €	
		444 4 GROS ENTETIEN OPE TRAVAUX	- 30 000,00 €	- 30 000,00 €	52 323,40 €	- 74 993,68 €		22 323,40 €	- 104 993,68 €	
	444 5 SANTE ET SECURITE	- 20 000,00 €	- 20 000,00 €				- 20 000,00 €	- 20 000,00 €		
	444 6 EQUIPEMENTS	- 24 000,00 €	- 24 000,00 €	- 35 000,00 €	- 35 000,00 €		- 59 000,00 €	- 59 000,00 €		
	444 7 ENVIRONNEMENT	- 62 000,00 €	- 150 000,00 €				- 62 000,00 €	- 150 000,00 €		
Total UB 440			- 244 495,00 €	- 444 895,00 €	- 148 479,70 €	- 498 446,78 €	11 900,00 €	- 404 874,70 €	- 955 241,78 €	
TOTAL GENERAL			- 1 112 520,63 €	- 1 364 908,68 €	- 279 849,72 €	- 655 471,50 €	- 230 951,83 €	- 1 623 322,18 €	- 2 251 332,01 €	

C. Le solde budgétaire

Le solde budgétaire se calcule par différence entre les encaissements (recettes) et les décaissements (crédits de paiement) prévus sur l'année, soit un solde budgétaire excédentaire de + 152 995 €.

III. Comptabilité générale

A. Le résultat patrimonial

- BR1 2022 = 501 099 €
- BR2 2022 = 1 010 049 €

Le résultat comptable s'obtient par la différence entre les produits (comptes de classe 7) et les charges (comptes de classe 6), soit un résultat excédentaire de 1 010 049 €. Soit un écart de 508 950 € par rapport au BR1 2022.

Les charges s'élèvent à 8 542 144 € répartis entre les charges de personnel 4 158 899 € et de fonctionnement 4 383 245 €. Les produits s'élèvent à 9 552 193 €.

B. La capacité d'autofinancement

- BR1 2022 = 863 099 €
- BR2 2022 = 1 405 575 €

La capacité d'autofinancement représente le résultat de l'exercice des seules opérations susceptibles d'avoir un impact sur la trésorerie. Elle mesure les ressources financières internes générées par l'IEP. Elle traduit la capacité de l'IEP à financer les besoins pérennes liés à son existence et constitue une ressource stable.

C. La trésorerie

Le plan de trésorerie prévisionnel retrace tous les encaissements et décaissements budgétaires ou non budgétaires de l'exercice 2022. Comme au compte financier 2021, la variation de trésorerie est positive ce qui conduit à un abondement sur le solde de la trésorerie du 31/12/2021 de 62 994 €. Ainsi, le solde prévisionnel de la trésorerie au 31/12/2022 s'élève à 9 787 641 €.

Le tableau « équilibre financier » (Tab.4) retrace à partir du solde budgétaire les opérations non budgétaires impactant la trésorerie de l'établissement.

Ce prélèvement s'explique par :

- Un prélèvement de la trésorerie non fléchée à hauteur de 11 810 €
- Un abondement de la trésorerie fléchée de 74 803 €.

D. Le fonds de roulement et besoin en fonds de roulement

Le fonds de roulement après BR2, s'élève à 8 637 125 € avec un besoin en fonds de roulement négatif de - 1 150 516 € financé par la trésorerie. Par conséquent, il n'y a pas de risque d'insolvabilité à court terme de l'établissement.

	COMPTE FINANCIER 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022
Niveau du fonds de roulement	8 443 614,03	6 774 888	7 439 178	8 637 125
Niveau du besoin en fonds de roulement	- 1 281 033,64	- 347 650	- 384 807	- 1 150 516
Niveau de la trésorerie	9 724 647,67	7 122 538	7 823 985	9 787 641

La variation du fonds de roulement est positive au BR2 2022 pour un montant de 193 511 €.

- BR1 2022 = - 1 004 436 €
- BR2 2022 = 193 511 €

IV. Les ratios d'analyse financière

- Poids relatif des dépenses de personnel

Montant des dépenses de personnel / Montant des dépenses (hors investissement) =
4 224 899 € / 7 848 744 € = **54%**

- Coût moyen chargé d'un ETPT

Cet indicateur permet de calculer le coût chargé d'un ETPT :
Montant des dépenses de personnel / Nombre d'ETPT du tableau 1 =
4 224 899 € / 71 = **59 506 €**

- Poids relatif des recettes propres

Ce calcul mesure le degré de dépendance de l'organisme vis-à-vis des financements publics :
Montant des recettes propres / Montant total des recettes (hors SCSP) =
4 658 993 € / 7 000 839 € = **66%**

- Poids des Crédits de Paiement issus d'engagement pris antérieurs

Montant des CP relatif à des AE consommées sur exercices antérieurs (niveau initial de reste à payer (Tab. 10 – Données COFI) / Montant total des CP de l'année =
1 338 129 € / 9 062 898 € = **14%**

- Poids relatif des restes à payer

Montant prévisionnel des restes à payer en fin d'exercice / Montant total des CP de l'année =
1 325 788 € / 9 062 898 € = **14%**

Le niveau des restes à payer après BR2, provenant de la différence entre les AE ouvertes en 2022 et les années antérieures et les CP ouverts, est positive : + 1 325 788 € (Tab.10). Ce montant génère automatiquement des décaissements sur les exercices postérieurs à 2022.

Tableaux budgétaires GBCP

- Tableaux soumis au vote de l'organe délibérant
 - Tableau des autorisations d'emplois : Tableau n°1
 - Tableau des autorisations budgétaires : Tableau n°2
 - Tableau d'équilibre financier : Tableau n°4
 - Tableaux relatifs à la situation patrimoniale : Tableau n°6
 - Tableaux agrégé des opérations pluriannuelles : Tableau n°9

- Tableaux présentés pour information à l'organe délibérant
 - Tableau des dépenses par destination : Tableau n°3
 - Tableau des recettes par origine : Tableau n°3
 - Tableau des opérations au nom et pour le compte de tiers : Tableau n°5
 - Plan de trésorerie : Tableau n°7
 - Tableau des opérations sur recettes fléchées : Tableau n°8
 - Tableau de synthèse budgétaire et comptable : Tableau n°10

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	50	21	71
Rappel du plafond d'emplois notifié par le responsable de programme en ETPT (c) :	55		

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI (a) doit être inférieure ou égale au plafond notifié par le responsable du programme chef de file du budget général de l'Etat (c).

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Pour information : [tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme \(décomptant dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme\) et des autres dépenses de personnel](#)

	EMPLOIS SOUS PLAFOND LFI		EMPLOIS HORS PLAFOND LFI		PLAFOND ORGANISME	
	ETPT	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *
TOTAL DES EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DES AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (1 + 2 + 3 + 4)	50	1 931 670 €	21	1 205 429 €	71	4 224 899 €
1 - TITULAIRES	0	- €			0	- €
* Titulaires État	0	- €			0	- €
* Titulaires organisme (corps propre)	0	- €			0	- €
2 - CONTRACTUELS	50	1 931 670 €	21	1 205 429 €	71	3 137 099 €
* Contractuels de droit public	50	1 931 670 €	21	1 205 429 €	71	3 137 099 €
o CDI	15	516 986 €			15	516 986 €
o CDD	35	1 414 684 €	21	1 205 429 €	56	2 620 113 €
. Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0	- €	0	- €	0	- €
* Contractuels de droit privé	0	- €	0	- €	0	- €
o CDI	0	- €			0	- €
o CDD	0	- €	0	- €	0	- €
3 - CONTRATS AIDES			0	- €	0	- €
4 - AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associés...)						1 087 800 €

* Dépenses de personnel relevant de l'enveloppe de dépenses de personnel du budget de l'organisme (en AE=CP). Le total des dépenses de personnel mentionné dans le tableau ci-dessus doit être égal au montant total des dépenses de personnel figurant dans le tableau des autorisations budgétaires. Par ailleurs, le total des emplois doit être égal au plafond d'autorisation d'emplois voté par l'organe délibérant (figurant ci-dessus pour vote).

Pour information : [tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme et décomptant le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme mais en fonction dans une autre entité \(Mises à disposition sortantes - ETPT et dépenses de personnel inclus dans le précédent tableau\)](#)

	EMPLOIS EN FONCTION DANS UNE AUTRE ENTITE, REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DECOMPTEES DANS SON PLAFOND	
	ETPT **	Dépenses de personnel **
EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME (5 + 6)	0	0
5 - EMPLOIS REMBOURSES A L'ORGANISME	0	0
6 - EMPLOIS NON REMBOURSES A L'ORGANISME	0	0

** Nombre d'emplois en ETPT décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de personnel du budget de l'organisme.

Pour information : [tableau détaillé des emplois rémunérés par d'autres personnes morales et ne décomptant pas dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme \(Mise à disposition entrantes\)](#)

	EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME NON REMUNERES PAR LUI ET NON DECOMPTEES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS	
	ETPT ***	Dépenses de fonctionnement ***
EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (7 + 8)	0	0
7 - EMPLOIS REMBOURSES PAR L'ORGANISME	0	0
8 - EMPLOIS NON REMBOURSES PAR L'ORGANISME	0	0

*** Nombre d'emplois en ETPT non décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de fonctionnement du budget de l'organisme.

Tableau 2 - Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Dépenses									Recettes				
	AE				CP				Recettes				
	CF 2021 <i>Soumis au CA le 11/03/21</i>	BR 1 - 2022 <i>Soumis au CA le 24/06/22</i>	BR 2 - 2022 <i>Proposition soumise au CA du 09/12/22</i>	Ecart entre le BR 2 et le BR 1	CF 2021 <i>Soumis au CA le 11/03/21</i>	BR 1 - 2022 <i>Soumis au CA le 24/06/22</i>	BR 2 - 2022 <i>Proposition soumise au CA du 09/12/22</i>	Ecart entre le BR 2 et le BR 1	CF 2021 <i>Soumis au CA le 11/03/21</i>	BR 1 - 2022 <i>Soumis au CA le 24/06/22</i>	BR 2 - 2022 <i>Proposition soumise au CA du 09/12/22</i>	Ecart entre le BR 2 et le BR 1	
Personnel	3 539 932,06	4 455 851	4 224 899	-230 952	3 539 932,06	4 455 851	4 224 898,83	-230 952	7 357 807,33	7 540 020	7 306 265	- 233 755	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>		0	0			0	0		1 862 267,00	2 160 053	2 215 053	55 000	Subvention pour charges de service public
									26 204,00	352 500	22 500	- 330 000	Autres financements de l'Etat
Fonctionnement	2 933 799,77	4 936 911	3 824 391	-1 112 521	2 532 154,80	4 988 754	3 623 844,99	-1 364 909	115 405,82	75 390	120 962	45 572	Fiscalité affectée
<i>Dont AE = CP</i>		3 130 991	2 730 937	-400 054		3 130 991	2 730 937	-400 054	328 083,54	275 428	433 427	157 999	Autres financements publics
<i>Dont AE <> CP</i>		1 805 921	1 093 454	-712 467		1 857 763	892 908	-964 855	5 025 846,97	4 676 649	4 514 323	- 162 327	Recettes propres
									1 345 255,98	1 894 596	1 909 627	15 032	Recettes fléchées **
Investissement	2 786 237,50	1 281 117	1 001 267	-279 850	2 224 533,15	1 869 625	1 214 154	-655 472	189 500,00	115 000	277 000	162 000	Financements de l'Etat fléchés
<i>Dont AE = CP</i>		554 012	415 889	-138 123		554 012	415 889	-138 123	1 049 967,98	1 648 131	1 488 017	- 160 113	Autres financements publics fléchés
<i>Dont AE <> CP</i>		727 105	585 379	-141 726		1 315 613	798 265	-517 348	105 788,00	131 465	144 610	13 145	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DÉPENSES	9 259 969,33	10 673 879	9 050 557	-1 623 322	8 296 620,01	11 314 230	9 062 898	- 2 251 332	8 703 063	9 434 616	9 215 892	- 218 724	TOTAL DES RECETTES
Solde budgétaire - Excédent					406 443,30		152 995			1 879 614		-2 032 608	Déficit - Solde budgétaire

* Chaque enveloppe peut être détaillée en fonction des besoins des organismes.

** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	2 994 901	2 994 901	1 009 261	1 023 506	113 235	111 960	4 117 397	4 130 367
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	-	-	-	-	-	-	-	-
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	2 976 901	2 976 901	1 009 261	1 023 506	113 235	111 960	4 099 397	4 112 367
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	18 000	18 000	-	-	-	-	18 000	18 000
D105 - Bibliothèques et documentation	60 500	60 500	200 408	200 408	775	775	261 683	261 683
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	-	-	-	-	-	-	-	-
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	-	-	-	-	-	-	-	-
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	-	-	-	-	-	-	-	-
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	-	-	-	-	-	-
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	-
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	788 197	788 197	673 408	702 577	29 666	29 666	1 491 271	1 520 441
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	-	-	-	-	-	-	-	-
D113 - Diffusion des savoirs et musées	-	-	-	-	-	-	-	-
D114 - Immobilier	194 700	194 700	767 930	710 381	270 629	620 545	1 233 260	1 525 626
D115 - Pilotage et support	186 600	186 600	598 088	456 544	586 962	451 208	1 371 650	1 094 352
Étudiants	-	-	575 296	530 430	-	-	575 296	530 430
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-	373 956	322 508	-	-	373 956	322 508
D202 - Aides indirectes	-	-	-	-	-	-	-	-
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	-	-	201 340	207 922	-	-	201 340	207 922
Total	4 115 740	4 115 740	3 962 444	3 937 664	3 165 229	3 213 173	9 050 557	9 062 898

SOLDE BUDGETAIRE (excédent)	-
------------------------------------	----------

RECETTES PAR ORIGINES
POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Budget	Recettes de l'organisme									
	Subvention pour charges de service public	Recettes globalisées				Recettes fléchées				Total
		Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées		
Subvention pour charges de service public	2 215 053,00	-	-	-	-	-	-	-	2 215 053,00	
Droits d'inscription	-	-	-	-	3 505 254,00	-	-	-	3 505 254,00	
Formation continue, diplômes propres et VAE	-	-	-	-	398 740,00	-	-	-	398 740,00	
Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	54 941,00	-	-	1 000,00	55 941,00	
Contrats et prestations de recherche hors ANR	-	-	-	-	12 500,00	-	-	-	12 500,00	
Valorisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
ANR investissements d'avenir	-	-	-	2 416,85	-	-	14 000,00	-	16 416,85	
ANR hors investissements d'avenir	-	-	-	148 842,64	-	-	453 937,88	-	602 780,52	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	-	-	-	11 707,05	-	-	436 087,50	-	447 794,55	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	-	-	-	4 000,00	-	-	67 169,20	-	71 169,20	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	-	22 500,00	-	266 460,43	-	277 000,00	516 822,60	-	1 082 783,03	
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	-	-	-	-	6 150,00	-	-	62 000,00	68 150,00	
Autres recettes	-	-	120 962,42	-	536 737,57	-	-	81 610,24	739 310,23	
Total	2 215 053	22 500	120 962	433 427	4 514 323	277 000	1 488 017	144 610	9 215 892	

SOLDE BUDGETAIRE (déficit)	-	152 995
-----------------------------------	----------	----------------

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Besoins (utilisation des financements)					Financements (couverture des besoins)				
Besoins (utilisation des financements)	CF 2021	BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	CF 2021	BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	Financements (couverture des besoins)
Solde budgétaire (déficit) *		1 752 220	1 879 614	0	406 443,30			152 995	Solde budgétaire (excédent) *
Remboursements d'emprunts (capital) ;									Nouveaux emprunts (capital)
Nouveaux prêts (capital) ;									Remboursements de prêts (capital)
Dépôts et cautionnements									Dépôts et cautionnements
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)	609 644,43	290 864,33	449 577	442 500	329 946,63	309 778	436 341	382 585	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	215 506,99	32 607,29	32 352	52 297	319 958,64	29 695	24 540	22 211	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)	825 151,42	2 075 692	2 361 543	494 797	1 056 348,57	339 473	460 880	557 790	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)
Variation de trésorerie	231 197,15	0	0	62 994	0,00	1 736 219	1 900 663	0	Variation de trésorerie
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée ***</i>	<i>104 659</i>			<i>74 803</i>		<i>-430 621</i>	<i>-438 606</i>		<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***</i>
<i>dont Abondement sur la trésorerie non fléchée</i>	<i>126 538</i>					<i>-1 305 598</i>	<i>-1 462 057</i>	<i>-11 810</i>	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée</i>
TOTAL DES BESOINS	1 056 348,57	2 075 692	2 361 543	557 790	1 056 348,57	2 075 692	2 361 543	557 790	TOTAL DES FINANCEMENTS

Opérations budgétaires

Opérations non budgétaires

La variation de trésorerie :
- se détermine par différence entre (1) et (2),

= différence entre variation
de trésorerie (I ou II) et (a)

Décomposition de la
variation de trésorerie

* solde budgétaire à détailler pour chaque composante du budget de l'établissement

Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires" (tableau 2)

** Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers" (tableau 5)

*** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

TABLEAU 5 - OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS
POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	CF 2021		BI - 2022		BR - 1 - 2022		BR - 2 - 2022		Ecart entre le BR2 et le BR1	
			Décaissements	Encaissements	Décaissements C/467	Encaissements C/443	Décaissements C/467	Encaissements C/443	Décaissements C/467	Encaissements C/443	Décaissements C/467	Encaissements C/443
Bourses de mobilité	443420 et 46710	Bourses Euro Région	42 900	54 000	0	4 200	0	4 200	9 480	4 200	0	0
	443421 et 46711	Aides à la mobilité internationale - AMI	18 000	18 400	14 000	14 000	24 720	18 400	24 720	18 400	0	0
	443422 et 46712	Bourses ERASMUS - EUROPE	133 558	39 703	0	76 354	131 338	186 653	40 717	88 186	98 467	98 467
	443423 et 46713	Bourses UFA	73 500		0	0	39 300	1 800	69 300	31 800	-30 000	-30 000
	443425 et 46715	Bourse L'oréal	11 250		7 000	0	10 500	10 000	10 500	18 000	-8 000	-8 000
	443426 et 46716	Bourses ERASMUS ISRAEL - KA107 2019-1-FR01-KA107 -062056	152 975		24 694	18 288	21 867	18 288	21 867	18 288	0	0
	443427 et 46717	Bourses ERASMUS - 2021-1-FR01-KA131-HED-000004418	173 382	213 764	91 170	0	67 788		71 853	0	0	0
	443428 et 46718	Bourses ERASMUS - 2022-1-FR01-KA131-HED-000054754			150 000	192 936	150 000	192 936	190 000	199 648	-6 712	-6 712
	46761	Reversement de la RAFP (part salariale) par le personnel	4 079	4 079	4 000	4 000	4 063	4 063	4 063	4 063	0	0
		Autres comptes (4718, 4664...)	190 420	273 614							0	0
S/Total bourses de mobilité			800 065	603 561	290 864	309 778	449 577	436 341	442 500	382 585	53 756	53 756
TVA encaissée		TVA encaissée	0	46 345		29 695		24 540		22 211	0	5 155
TVA décaissée		TVA décaissée	25 087	0	32 607		32 352		52 297		255	0
TOTAL			825 151	649 905	323 472	339 473	481 929	460 880	494 797	404 796	54 011	58 911

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT
Compte de résultat

CHARGES	CF 2021	BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	Ecart entre le BR 2 et le BR 1	PRODUITS	CF 2021	BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	Ecart entre le BR 2 et le BR 1
Personnel	2 665 891,16	4 301 983	4 405 851	4 158 899	- 246 952	Subventions de l'Etat	2 065 162,34	2 399 339	2 739 442	2 576 768	- 162 674
<i>dont charges de pensions civiles*</i>						Fiscalité affectée	154 507,82	75 390	75 390	120 962	45 572
Fonctionnement autre que les charges de personnel	4 037 929,58	5 231 160	5 668 754	4 383 245	- 1 285 509	Autres subventions	1 507 587,77	2 460 927	2 532 045	1 843 172	- 688 873
Charges d' intervention	208 701,65					Autres produits	5 199 601,04	5 199 615	5 228 826	5 011 290	- 217 536
TOTAL DES CHARGES (1)	6 912 522,39	9 533 143	10 074 604	8 542 144	- 1 532 461	TOTAL DES PRODUITS (2)	8 926 858,97	10 135 271	10 575 703	9 552 193	- 1 023 510
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	2 014 337	602 128	501 099	1 010 049		Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)					- 508 950
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	8 926 858,97	10 135 271	10 575 703	9 552 193	- 1 532 461	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	8 926 858,97	10 135 271	10 575 703	9 552 193	- 1 532 461

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	CF 2021	BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	Ecart entre le BR 2
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	2 014 336,58	602 128	501 099	1 010 049	508 950
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	693 872,52	630 000	630 000	693 400	63 400
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	29 041,40			14 874	14 874
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés				-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs				-	-
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	283 616,39	268 000	268 000	283 000	15 000
= CAF ou IAF*	2 395 551,31	964 128	863 099	1 405 575	542 476

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	CF 2021	BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	Ecart entre le BR 2 et le BR 1	RESSOURCES	CF 2021	BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	Ecart entre le BR 2 et le BR 1
Insuffisance d'autofinancement*						Capacité d'autofinancement*	2 395 551,31	964 128	863 099	1 405 575	- 542 476
Investissements	2 245 227,05	1 601 160	1 869 625	1 214 154	- 655 472	Financement de l'actif par l'État					-
Diminution des capitaux propres (Régul. Report à nouveau)	9 268,20					Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat			2 090	2 090	-
Remboursement des dettes financières						Autres ressources					-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	2 254 495,25	1 601 160	1 869 625	1 214 154	- 655 472	Augmentation des dettes financières					-
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	141 056,06	-	-	193 511		TOTAL DES RESSOURCES (6)	2 395 551,31	964 128	865 189	1 407 665	- 542 476
						PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)		637 031	1 004 436		- 1 004 436

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	CF 2021	BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	141 056,06	- 637 031	- 1 004 436	193 511
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	- 90 141,09	1 099 188	896 226	130 518
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT ou PRELEVEMENT *	231 197,15	- 1 736 219	- 1 900 663	62 994
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	8 443 614,03	6 774 888	7 439 178	8 637 125
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 1 281 033,64	- 347 650	- 384 807	- 1 150 516
Niveau de la TRESORERIE	9 724 647,67	7 122 538	7 823 985	9 787 641

Calculé par rapport au BR2/2021

Calculé par rapport au CF/2021

Calculé par rapport au CF/2021

* : montant issu du tableau "équilibre financier"

TABLEAU 7 - PLAN DE TRESORERIE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

(€ TTC)	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
(1) Solde Initial (début de mois)	9 724 648	10 152 849	9 574 624	9 261 826	9 603 497	9 144 378	9 151 279	10 582 629	11 286 570	11 213 595	10 225 308	9 965 628	9 724 648
ENCAISSEMENTS													
A1. Recettes budgétaires globalisées	0	66 553	823 488	700 630	63 083	81 300	885 449	5 670	3 514 660	260 802	335 029	569 600	7 306 265
Subvention pour charges de service public	0,00	0,00	616 750,00	657 746,00	0,00	0	0	0	654 122	-2 319	0	288 754	2 215 053
Autres financements de l'Etat	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0	0	0	0	0	19 500	0	22 500
Fiscalité affectée	0,00	0,00	39 102,00	0,00	0,00	0	81 860	0	0	0	0	0	120 962
Autres financements publics	0,00	8 750,00	73 060,68	19 500,00	22 843,24	12 750	126 790	0	32 413	11 750	53 126	72 444	433 427
Recettes propres	0,00	57 803,20	91 575,38	23 383,91	40 239,96	68 550	676 799	5 670	2 828 125	251 371	262 403	208 402	4 514 323
A2. Recettes budgétaires fléchées	0	5 000	207 629	131 530	316 997	122 092	378 051	0	97 941	37 002	391 410	221 975	1 909 627
Financements de l'Etat fléchés	0,00	0,00	55 000,00	-55 000,00	65 000,00	0	65 000	0	0	0	147 000	0	277 000
Autres financements publics fléchés	0,00	0,00	144 409,20	186 530,23	251 997,33	116 092	310 451	0	88 201	15 002	194 410	180 925	1 488 017
Recettes propres fléchées	0,00	5 000,00	8 220,00	0,00	0,00	6 000	2 600	0	9 740	22 000	50 000	41 050	144 610
A3. Opérations non budgétaires	617 654	147 673	-328 341	257 218	-167 721	801 107	1 125 672	1 013 973	-2 930 093	-115 454	-144 028	127 136	404 796
Emprunts : encaissements en capital													0
Prêts : encaissements en capital													0
Dépôts et cautionnements													0
Opérations gérées en compte de tiers	617 654	147 673	-328 341	257 218	-167 721	801 107	1 125 672	1 013 973	-2 930 093	-115 454	-144 028	127 136	404 796
TVA encaissée	0,00	3 722,00	5 457,32	1 515,69	3 547,95	1 150	1 306	0	2 245	570	1 500	1 197	22 211
Dispositif d'intervention pour comptes de tiers : encaissements	0,00	0,00	0,00	0,00	954,00	1 733	360	0	0	199 648	0	179 890	382 585
Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	617 654,28	143 950,89	-333 798,05	255 702,70	-172 223,34	798 224	1 124 006	1 013 973	-2 932 338	-315 673	-145 528	-53 951	0
A. TOTAL	617 654	219 226	702 777	1 089 379	212 359	1 004 499	2 389 172	1 019 643	682 507	182 350	582 411	918 711	9 620 688
DECAISSEMENTS													
B1. Enveloppes hors recettes fléchées	143 804	357 239	636 936	830 643	566 490	978 645	228 935	0	1 376 989	256 277	854 628	997 488	7 228 074
Personnel	0,00	189 489,35	253 907,89	413 637,08	206 567,35	628 080	-5 564	0	965 090	-10 963	255 582	475 437	3 371 264
Fonctionnement	143 804,36	153 423,97	344 062,28	194 516,80	267 132,51	172 932	222 553	0	208 965	144 613	410 000	392 698	2 654 702
Intervention	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement	0,00	14 325,25	38 965,92	222 489,16	92 790,14	177 633	11 946	0	202 934	122 627	189 046	129 352	1 202 108
B2. Dépenses sur recettes fléchées	23 663	101 839	124 413	134 456	119 673	167 231	156 413	1 000	271 324	118 756	290 948	325 109	1 834 824
Personnel	0,00	61 358,57	71 039,94	93 971,35	65 256,59	127 593,10	6 072,32	0,00	186 923,40	10 963,28	100 152,00	130 304,26	853 635
Fonctionnement	22 598,07	39 960,70	53 373,30	39 791,06	54 415,94	39 118	148 613	1 000	83 463	104 395	189 220	193 195	969 143
Intervention	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement	1 065,31	519,33	0,00	693,62	0,00	519	1 727	0	937	3 397	1 576	1 610	12 046
B3. Opérations non budgétaires	21 986	338 373	254 225	-217 392	-14 684	-148 279	572 475	314 701	-892 830	795 605	-303 485	-225 899	494 797
Emprunts : remboursement en capital													0
Prêts : décaissements en capital													0
Dépôts et cautionnements													0
Opérations gérées en compte de tiers	21 986	338 373	254 225	-217 392	-14 684	-148 279	572 475	314 701	-892 830	795 605	-303 485	-225 899	494 797
TVA décaissée	587,20	529,94	1 684,47	2 692,45	1 935,18	2 658	1 711	0	2 469	21 757	8 530	7 742	52 297
Dispositif d'intervention pour comptes de tiers : décaissements	5 796,00	4 560,00	3 760,00	0,00	0,00	12 078	19 651	0	9 050	179 927	107 000	100 679	442 500
Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	15 602,50	333 283,51	248 780,66	-220 084,16	-16 619,14	-163 015	551 113	314 701	-904 350	593 922	-419 016	-334 319	0
B. TOTAL	189 453	797 451	1 015 574	747 707	671 479	997 598	957 823	315 701	755 483	1 170 637	842 091	1 096 698	9 557 695
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	428 201	-578 225	-312 798	341 671	-459 119	6 902	1 431 349	703 942	-72 975	-988 287	-259 680	-177 987	62 994
dont niveau de la trésorerie fléchée	-23 663	-96 839	83 216	-2 926	197 325	-45 139	221 638	-1 000	-173 383	-81 754	100 462	-103 134	74 803
dont niveau de la trésorerie non fléchée	451 864	-481 386	-396 014	344 597	-656 444	52 041	1 209 711	704 942	100 408	-906 534	-360 142	-74 853	-11 810
SOLDE CUMULE (1) + (2)	10 152 849	9 574 624	9 261 826	9 603 497	9 144 378	9 151 279	10 582 629	11 286 570	11 213 595	10 225 308	9 965 628	9 787 641	

dont trésorerie fléchée = A2 - B2 74 803
dont trésorerie sur op. non budgétaires = A3-B3 -90 001
Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier (I) ou (II)

* Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier (tableau 4)

TABLEAU 8 - OPERATIONS LIEES AUX RECETTES FLECHEES

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	<2022	2022	2023	2024	>=2025	TOTAL
	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3 et suivantes	
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		1 352 271	1 427 075	1 012 089	760 666	
Recettes fléchées (b)	2 903 175	1 909 627	1 489 018	373 183	150 666	6 825 669
Financements de l'Etat fléchés	245 750	277 000	13 500	33 500	0	569 750
Autres financements publics fléchés	2 389 815	1 488 017	1 466 298	339 683	150 666	5 834 478
Recettes propres fléchées	267 611	144 610	9 220	0	0	421 441
Dépenses sur recettes fléchées (c)	1 550 904	1 834 824	1 904 003	624 606	130 868	6 045 205
Personnel						
AE=CP	773 838	853 635	924 900	365 499	77 171	2 995 043
Fonctionnement et intervention						
AE	694 587	924 967	935 983	258 216	53 696	2 867 450
CP	737 800	969 143	946 976	258 216	53 696	2 965 831
Investissement						
AE	59 180	12 046	32 128	891	0	104 245
CP	39 266	12 046	32 128	891	0	84 331
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	1 352 271	74 803	-414 985	-251 423	19 798	780 464

X repris au tableau "Équilibre financier" en (a) (tableau 4)

Attention le prélèvement sur la trésorerie fléchée devra être rectifié dès intégration des encaissements intérieurs dans l'applicatif par la prise en compte des autofinancements sur les opérations fléchées.

POUR VOTE DE L'ORGANE DELIBERANT

A - Dépenses

Nature Opérations	Montant de l'opération (1)	AUTORISATION D'ENGAGEMENT			CREDITS DE PAIEMENTS			PREVISIONS						RESTES			
		AE ouvertes au titre des années antérieures < N	AE consommées au titre des années antérieures < N (2)	TOTAL des AE ouvertes en N (3)	CP ouverts < N	CP consommés < N (4)	TOTAL des CP ouverts en N (5)	AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2	Reste à engager en fin d'année N (AE) (1-2-3)	Reste à payer sur AE consommées en fin d'année N (CP) (2+3)-(4+5)		
CONV-2015-0011	506 884,59	654 886,15	506 738,99	0,00	654 886,15	506 884,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145,60	-145,60
OPE-2018-0029	25 737,70	28 943,55	24 756,45	981,25	29 511,80	12 563,20	4 462,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 712,00
OPE-2018-0033	58 917,00	82 218,24	58 917,00	0,00	78 506,00	55 204,72	2 655,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 057,28
OPE-2018-0037	23 674,68	14 357,87	14 319,63	9 355,05	14 357,87	14 319,63	9 355,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2019-0003	10 000,00	14 500,00	6 832,45	1 500,00	14 500,00	6 832,45	1 500,00	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 667,55	0,00
OPE-2019-0011	133 509,22	60 720,88	60 535,35	39 321,17	60 720,88	60 535,35	39 321,17	33 652,70	33 652,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 652,70	0,00
OPE-2019-0024	53 411,00	62 451,00	23 423,52	29 987,48	62 451,00	22 838,52	29 987,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	585,00
OPE-2019-0025	37 464,00	13 180,00	12 765,60	24 698,40	13 180,00	12 829,95	24 634,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2020-0016	5 000,00	8 407,48	1 842,52	0,00	8 407,48	1 842,52	0,00	3 157,48	3 157,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 157,48	0,00
OPE-2020-0020	150 736,75	51 984,80	51 941,67	25 573,34	51 984,80	51 465,68	26 049,33	36 500,00	36 500,00	36 721,74	36 721,74	0,00	0,00	0,00	0,00	73 221,74	0,00
OPE-2020-0021	317 452,01	117 434,77	91 735,19	95 289,58	117 434,77	76 015,19	101 817,58	83 100,00	83 100,00	47 327,24	56 465,24	0,00	0,00	0,00	0,00	130 427,24	9 192,00
OPE-2020-0022	182 803,10	106 303,10	101 053,10	52 000,00	72 553,10	71 084,88	57 000,00	29 750,00	34 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 750,00	24 968,22
OPE-2021-0003	5 800,00	0,00	0,00	5 800,00	0,00	0,00	5 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0005	29 500,00	10 000,00	9 195,03	6 804,97	10 000,00	9 195,03	6 804,97	13 500,00	13 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 500,00	0,00
OPE-2021-0006	30 021,00	5 499,99	5 259,99	12 761,01	5 499,99	5 259,98	12 761,02	12 000,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00
OPE-2021-0007	204 700,00	32 750,00	32 166,00	172 534,00	32 750,00	31 628,08	173 071,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0008	9 704,00	0,00	0,00	9 704,00	0,00	0,00	9 704,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0011	254 930,00	42 650,00	18 064,91	47 250,00	42 650,00	18 064,91	47 250,00	129 350,00	129 350,00	60 265,09	60 265,09	0,00	0,00	0,00	0,00	189 615,09	0,00
OPE-2021-0026	26 035,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	6 035,00	6 035,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 035,00	0,00
OPE-2022-0001	192 500,00	0,00	0,00	28 212,00	0,00	0,00	28 212,00	164 288,00	164 288,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	164 288,00	0,00
Autres opérations avec impact financier	2 258 780,05	1 306 287,83	1 019 547,40	581 772,25	1 269 393,84	956 564,68	600 386,07	512 833,18	517 083,18	144 314,07	153 452,07	0,00	0,00	657 460,40	44 368,90		
OPE-2017-0015	117 840,00	127 881,89	111 994,99	0,00	140 181,89	111 994,99	0,00	5 845,01	5 845,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 845,01	0,00
OPE-2018-0001	78 780,53	83 014,88	73 884,79	4 895,74	109 562,14	73 884,79	4 895,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2018-0026	75 000,00	80 888,58	74 857,59	0,00	81 022,19	74 815,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2018-0035	163 881,20	79 470,00	77 842,32	86 038,88	82 937,77	75 042,32	88 838,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2018-0039	13 363,38	11 000,00	8 356,70	5 006,68	11 000,00	8 356,69	5 006,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2018-0048	90 326,00	72 525,60	64 669,14	22 261,86	72 525,60	64 669,14	22 261,86	3 395,00	3 395,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 395,00	0,00
OPE-2019-0004	107 045,66	97 418,00	96 309,41	10 736,25	97 418,00	96 309,41	10 736,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2019-0005	94 800,00	16 562,21	13 008,55	36 526,79	16 562,21	13 008,55	36 526,79	45 264,66	45 264,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 264,66	0,00
OPE-2019-0006	8 790,00	6 888,20	3 664,84	5 125,16	6 888,20	3 664,84	5 125,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2019-0017	100 000,00	96 795,03	74 193,92	8 691,08	128 095,04	59 743,77	23 141,23	17 115,00	17 115,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 115,00	0,00
OPE-2019-0026	107 500,00	47 662,00	45 765,29	34 295,41	50 662,00	45 765,29	34 295,41	27 439,30	27 439,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 439,30	0,00
OPE-2019-0027	181 017,40	84 721,01	67 625,03	63 369,93	84 721,01	67 625,03	63 369,93	50 022,44	50 022,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 022,44	0,00
OPE-2019-0032	139 086,00	10 600,00	6 232,75	8 625,00	8 600,00	6 232,75	8 625,00	86 600,00	86 600,00	37 628,25	37 628,25	0,00	0,00	0,00	0,00	124 228,25	0,00
OPE-2020-0002	72 322,00	9 307,05	9 307,05	27 149,94	9 307,05	9 307,05	27 149,94	35 865,01	35 865,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 865,01	0,00
OPE-2020-0003	242 500,00	134 211,00	126 550,09	31 691,48	134 211,00	124 750,09	33 491,48	66 063,00	66 063,00	18 195,43	18 195,43	0,00	0,00	0,00	0,00	84 258,43	0,00
OPE-2020-0004	34 678,00	0,00	0,00	8 173,00	0,00	0,00	8 173,00	26 505,00	26 505,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 505,00	0,00
OPE-2020-0006	255 308,00	75 631,92	71 926,06	113 473,00	70 591,92	66 886,06	118 513,00	69 908,94	69 908,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 908,94	0,00
OPE-2020-0007	288 500,00	138 716,55	136 710,47	82 135,53	130 716,55	128 710,47	90 135,53	69 654,00	69 654,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 654,00	0,00
OPE-2020-0013	182 870,00	100 025,42	64 836,02	59 771,00	106 825,42	58 136,02	66 728,47	58 262,98	58 005,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 262,98	-257,47
OPE-2020-0014	125 100,00	95 740,17	94 367,12	30 732,88	95 771,31	94 327,12	30 772,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2020-0015	90 000,00	68 321,30	63 493,64	17 020,71	68 321,30	63 493,64	17 020,71	9 485,65	9 485,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 485,65	0,00
OPE-2020-0017	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2020-0019	151 099,20	30 522,90	26 866,15	58 411,00	30 522,90	26 866,15	58 411,00	65 822,05	65 822,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 822,05	0,00
OPE-2020-0023	22 590,00	8 153,09	8 153,09	1 495,98	8 153,09	8 153,09	1 495,98	12 940,93	12 940,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 940,93	0,00
OPE-2020-0024	12 116,44	5 143,15	5 115,20	7 001,24	5 143,15	5 115,20	7 001,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0001	188 405,20	18 389,00	14 566,80	52 367,20	18 389,00	14 563,80	52 370,20	64 168,40	64 168,40	57 302,80	57 302,80	0,00	0,00	0,00	0,00	121 471,20	0,00
OPE-2021-0004	111 250,00	40 884,00	40 849,17	33 999,83	40 884,00	40 849,17	33 999,83	36 401,00	36 401,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 401,00	0,00
OPE-2021-0009	14 000,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0010	159 658,70	15 400,00	15 351,50	80 896,00	15 400,00	15 351,50	73 896,00	63 411,20	70 411,20	0,00	0,00	0,00	0,0				

Nature Opérations	Montant de l'opération (1)	AUTORISATION D'ENGAGEMENT			CREDITS DE PAIEMENTS			PREVISIONS						RESTES		
		AE ouvertes au titre des années antérieures < N	AE consommées au titre des années antérieures < N (2)	TOTAL des AE ouvertes en N (3)	CP ouverts < N	CP consommés < N (4)	TOTAL des CP ouverts en N (5)	AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2	Reste à engager en fin d'année N (AE) (1-2-3)	Reste à payer sur AE consommées en fin d'année N (CP) (2+3)-(4+5)	
CONV-2015-0011	506 884,59	654 886,15	506 738,99	0,00	654 886,15	506 884,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145,60	-145,60
OPE-2018-0029	25 737,70	28 943,55	24 756,45	981,25	29 511,80	12 563,20	4 462,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 712,00
OPE-2018-0033	58 917,00	82 218,24	58 917,00	0,00	78 506,00	55 204,72	2 655,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 057,28
OPE-2018-0037	23 674,68	14 357,87	14 319,63	9 355,05	14 357,87	14 319,63	9 355,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2019-0003	10 000,00	14 500,00	6 832,45	1 500,00	14 500,00	6 832,45	1 500,00	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 667,55	0,00
OPE-2019-0011	133 509,22	60 720,88	60 535,35	39 321,17	60 720,88	60 535,35	39 321,17	33 652,70	33 652,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 652,70	0,00
OPE-2019-0024	53 411,00	62 451,00	23 423,52	29 987,48	62 451,00	22 838,52	29 987,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	585,00
OPE-2019-0025	37 464,00	13 180,00	12 765,60	24 698,40	13 180,00	12 829,95	24 634,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2020-0016	5 000,00	8 407,48	1 842,52	0,00	8 407,48	1 842,52	0,00	3 157,48	3 157,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 157,48	0,00
OPE-2020-0020	150 736,75	51 984,80	51 941,67	25 573,34	51 984,80	51 465,68	26 049,33	36 500,00	36 500,00	36 721,74	36 721,74	0,00	0,00	0,00	73 221,74	0,00
OPE-2020-0021	317 452,01	117 434,77	91 735,19	95 289,58	117 434,77	76 015,19	101 817,58	83 100,00	83 100,00	47 327,24	56 465,24	0,00	0,00	0,00	130 427,24	9 192,00
OPE-2020-0022	182 803,10	106 303,10	101 053,10	52 000,00	72 553,10	71 084,88	57 000,00	29 750,00	34 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 750,00	24 968,22
OPE-2021-0003	5 800,00	0,00	0,00	5 800,00	0,00	0,00	5 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0005	29 500,00	10 000,00	9 195,03	6 804,97	10 000,00	9 195,03	6 804,97	13 500,00	13 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 500,00	0,00
OPE-2021-0006	30 021,00	5 499,99	5 259,99	12 761,01	5 499,99	5 259,98	12 761,02	12 000,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00
OPE-2021-0007	204 700,00	32 750,00	32 166,00	172 534,00	32 750,00	31 628,08	173 071,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0008	9 704,00	0,00	0,00	9 704,00	0,00	0,00	9 704,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0011	254 930,00	42 650,00	18 064,91	47 250,00	42 650,00	18 064,91	47 250,00	129 350,00	129 350,00	60 265,09	60 265,09	0,00	0,00	0,00	189 615,09	0,00
OPE-2021-0026	26 035,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	6 035,00	6 035,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 035,00	0,00
OPE-2022-0001	192 500,00	0,00	0,00	28 212,00	0,00	0,00	28 212,00	164 288,00	164 288,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	164 288,00	0,00
Autres opérations avec impact financier	2 258 780,05	1 306 287,83	1 019 547,40	581 772,25	1 269 393,84	956 564,68	600 386,07	512 833,18	517 083,18	144 314,07	153 452,07	0,00	0,00	657 460,40	44 368,90	
OPE-2017-0015	117 840,00	127 881,89	111 994,99	0,00	140 181,89	111 994,99	0,00	5 845,01	5 845,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 845,01	0,00
Contrat de recherche	4 973 539,82	1 601 972,95	1 429 252,91	1 209 517,38	1 670 512,74	1 390 378,10	1 241 608,00	1 503 572,68	1 510 315,21	650 850,66	650 850,66	130 867,78	130 867,78	2 334 627,12	6 742,53	
OPE-2022-0002	40 550,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00	38 050,00	38 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 050,00	0,00
Contrat d'enseignement	40 550,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00	38 050,00	38 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 050,00	0,00	
OPE-2018-0044	600 305,78	645 041,42	590 492,24	9 813,54	434 062,92	365 275,03	235 030,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2018-0046	75 000,00	0,00	0,00	8 551,40	0,00	0,00	0,00	66 448,60	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 448,60	8 551,40
OPE-2018-0047	1 800 196,05	1 818 915,45	1 716 348,09	83 847,96	1 535 702,03	1 410 329,25	364 212,10	0,00	25 654,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 654,70
OPE-2019-0016	57 617,97	58 364,14	57 611,64	0,01	62 144,14	53 911,85	3 706,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2019-0019	130 000,00	5 000,00	0,00	10 000,00	5 000,00	0,00	0,00	120 000,00	100 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00	10 000,00
OPE-2020-0008	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00
OPE-2020-0010	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00	0,00	0,00	850 000,00	850 000,00	0,00	900 000,00	0,00
OPE-2021-0018	435 200,00	0,00	0,00	384 700,00	0,00	0,00	169 700,00	50 500,00	265 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 500,00	215 000,00
OPE-2022-0003	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	30 000,00	30 000,00	150 000,00	150 000,00	0,00	200 000,00	0,00
OPE-2022-0004	500 000,00	0,00	0,00	8 772,00	0,00	0,00	0,00	491 228,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	491 228,00	8 772,00
Opération d'investissement	4 718 319,80	2 527 321,01	2 364 451,97	505 684,91	2 036 909,09	1 829 516,13	772 648,96	818 176,60	1 056 154,70	30 000,00	60 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 848 176,60	267 978,10	
Total général	11 991 189,67	5 435 581,79	4 813 252,28	2 299 474,54	4 976 815,67	4 176 458,91	2 617 143,03	2 872 632,46	3 121 603,09	825 164,73	864 302,73	1 130 867,78	1 130 867,78	4 878 314,12	319 089,53	

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT
B - Recettes

Nature des Opérations	Opérations	Montant de l'opération	Montant de l'auto-financement	Réalisation	Prévisions N	Prévisions N+1 et suivantes		
				Encaissements réalisés < N	Encaissements prévus en N	Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus en > N+2
Autres opérations avec impact financier	CONV-2015-0011	509 186,70	0,00	509 186,70	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2018-0029	25 737,70	737,70	13 002,62	0,00	11 997,38	0,00	0,00
	OPE-2018-0033	58 917,00	0,00	58 917,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2018-0037	24 000,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2019-0003	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2019-0011	133 509,22	0,00	45 699,22	42 810,00	30 000,00	15 000,00	0,00
	OPE-2019-0024	53 411,00	0,00	53 411,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2019-0025	37 464,00	0,00	37 464,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0016	5 000,00	0,00	3 500,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0020	150 736,75	0,00	51 984,80	11 970,20	86 781,75	0,00	0,00
	OPE-2020-0021	317 452,01	2 879,77	115 405,82	120 962,42	77 353,18	0,00	0,00
	OPE-2020-0022	182 803,10	137 803,10	15 000,00	15 000,00	15 000,00	0,00	0,00
	OPE-2021-0003	5 800,00	0,00	0,00	5 800,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2021-0005	29 500,00	0,00	20 000,00	0,00	9 500,00	0,00	0,00
	OPE-2021-0006	30 021,00	0,00	18 021,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00
	OPE-2021-0007	204 700,00	60 700,00	10 000,00	126 000,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2021-0008	9 704,00	0,00	6 704,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2021-0011	254 930,00	0,00	110 500,00	144 430,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2021-0026	26 035,00	0,00	20 828,00	0,00	5 207,00	0,00	0,00
	OPE-2022-0001	192 500,00	46 500,00		20 000,00	126 000,00	0,00	0,00
Total Autres opérations avec impact financier		2 261 407,48	248 620,57	1 123 624,16	491 472,62	373 839,31	15 000,00	0,00
Contrat de recherche	OPE-2017-0015	117 840,00	0,00	117 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2017-0016	83 089,51	0,00	72 882,46	10 207,05	0,00	0,00	0,00
	OPE-2018-0001	102 053,36	0,00	74 803,36	0,00	27 250,00	0,00	0,00
	OPE-2018-0026	75 000,00	0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2018-0035	163 881,20	2 536,20	45 172,50	65 000,00	45 172,50	0,00	0,00
	OPE-2018-0039	31 165,50	0,00	21 803,86	9 361,64	0,00	0,00	0,00
	OPE-2018-0048	96 066,00	0,00	79 626,00	8 220,00	8 220,00	0,00	0,00
	OPE-2019-0004	107 046,00	0,00	49 000,00	0,00	58 046,00	0,00	0,00
	OPE-2019-0005	94 800,00	0,00	47 400,00	0,00	47 400,00	0,00	0,00
	OPE-2019-0006	8 790,00	0,00	8 790,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2019-0017	100 000,00	0,00	66 000,00	34 000,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2019-0026	116 100,00	0,00	81 270,00	23 220,00	11 610,00	0,00	0,00
	OPE-2019-0027	195 498,79	0,00	175 949,79	0,00	19 549,00	0,00	0,00
	OPE-2019-0032	150 212,88	0,00	105 147,00	30 044,88	15 021,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0002	72 322,00	0,00	29 090,24	28 571,55	14 660,21	0,00	0,00
	OPE-2020-0003	249 000,00	0,00	91 500,00	53 000,00	84 000,00	20 500,00	0,00
	OPE-2020-0004	40 013,60	0,00	10 000,00	30 013,60	0,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0006	255 308,00	0,00	121 000,00	134 308,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0007	288 500,00	0,00	74 950,00	97 700,00	115 850,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0013	192 870,00	20 000,00	37 435,00	49 000,00	86 435,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0014	125 100,00	0,00	62 550,00	0,00	62 550,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0015	90 000,00	0,00	45 000,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0017	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0019	163 187,14	0,00	81 593,00	32 637,00	48 957,14	0,00	0,00
	OPE-2020-0023	23 494,00	0,00	23 494,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0024	12 500,00	0,00	3 750,00	8 750,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2021-0001	203 477,62	0,00	101 738,00	40 695,00	40 697,62	20 347,00	0,00
	OPE-2021-0004	113 750,00	0,00	57 750,00	31 500,00	0,00	24 500,00	0,00
	OPE-2021-0009	14 000,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2021-0010	168 569,28	0,00	6 000,00	105 541,56	57 027,72	0,00	0,00
	OPE-2021-0013	131 035,00	2 500,00	0,00	67 017,50	61 517,50	0,00	0,00
	OPE-2021-0014	135 180,00	2 500,00	3 000,00	54 000,00	75 680,00	0,00	0,00
OPE-2021-0015	91 520,00	0,00	91 520,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-2021-0016	230 897,64	0,00	71 844,00	148 842,64	10 211,00	0,00	0,00	
OPE-2021-0017	228 664,80	0,00	45 732,00	68 599,00	68 601,80	45 732,00	0,00	
OPE-2021-0019	96 096,27	0,00	0,00	88 917,71	0,00	0,00	7 178,56	
OPE-2021-0020	75 864,00	0,00	30 346,00	22 759,00	22 759,00	0,00	0,00	
OPE-2021-0021	227 071,04	0,00	0,00	90 828,00	45 414,00	45 415,04	45 414,00	
OPE-2021-0022	349 209,28	0,00	0,00	139 682,00	69 841,00	69 845,28	69 841,00	
OPE-2021-0023	82 094,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	42 094,00	0,00	
OPE-2021-0024	92 448,00	0,00	0,00	46 000,00	46 448,00	0,00	0,00	
OPE-2021-0025	141 160,00	0,00	28 232,00	28 232,00	28 232,00	28 232,00	28 232,00	
Total Contrat de recherche		5 339 874,91	27 536,20	2 042 209,21	1 560 648,13	1 256 150,49	296 665,32	150 665,56
Contrat d'enseignement	OPE-2022-0002	40 550,00	0,00	0,00	32 440,00	8 110,00	0,00	0,00
Total Contrat d'enseignement		40 550,00	0,00	0,00	32 440,00	8 110,00	0,00	0,00
Opération d'investissement	OPE-2018-0044	610 000,00	610 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2018-0046	75 000,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2018-0047	1 800 196,05	1 800 196,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2019-0010	5 304,42	0,00	2 652,21	2 652,21	0,00	0,00	0,00
	OPE-2019-0016	57 617,97	57 617,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2019-0019	130 000,00	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0008	20 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0010	900 000,00	350 000,00	0,00	0,00	120 000,00	330 000,00	100 000,00
	OPE-2021-0018	435 200,00	0,00	0,00	0,00	435 200,00	0,00	0,00
	OPE-2022-0003	200 000,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2022-0004	500 000,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Total Opération d'investissement		3 598 118,44	3 042 814,02	2 652,21	2 652,21	120 000,00	330 000,00	100 000,00
Total général		11 239 950,83	3 318 970,79	3 168 485,58	2 087 212,96	1 758 099,80	641 665,32	250 665,56

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		BR2 2021	COMPTE FINANCIER 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	
Niveaux initiaux	1 Niveau initial de restes à payer	422 368	422 367,68	1 026 558	1 338 129	1 338 129	
	Régularisation sur restes à payer initiaux (Apurements d'EJ)		-47 587,62				
	2 Niveau initial du fonds de roulement	8 302 558	8 302 557,97	8 302 558	8 443 614	8 443 614	
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-1 190 893	-1 190 892,55	-1 190 893	-1 281 034	-1 281 034	
	4 Niveau initial de la trésorerie	9 493 451	9 493 451	9 493 451	9 724 648	9 724 648	
	4a <i>dont niveau initial de la trésorerie fléchée</i>	225 590	225 590,35	225 590	330 249	330 249	
4b <i>dont niveau initial de la trésorerie non fléchée</i>	9 267 860	9 267 860,17	9 267 860	9 394 399	9 394 399		
Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement	9 932 921	9 259 969,33	9 758 612	10 673 879	9 050 557	
	6 Résultat patrimonial	1 272 060	2 014 336,58	602 128	501 099	1 010 049	
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)	1 612 060	2 395 551,31	964 128	863 099	1 405 575	
	8 Variation du fonds de roulement	-890 639	141 056,06	-637 031	-1 004 436	193 511	
	9 Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire	0	-9 268,20		0	0	
	10 Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF	SENS	0	-3 649,86	0	0	
	Variation des stocks	+/-					
	Charges sur créances irrécouvrables & remises gracieuses	-		-6 685,86			
	Produits divers de gestion courante	+		3 036,00			
	11 Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie	SENS	-479 566	-252 469,18	1 115 189	875 177	40 517
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+/-	860 217	-700 016,07	-176 396	-644 256	-1 803 152
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+/-	-1 339 783	617 839,80	1 291 585	1 519 433	1 843 669
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+/-	0	361 259,65	0	0	0
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+/-	0	-531 552,56	0	0	0
	12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11		-411 073	406 443,30	-1 752 220	-1 879 614	152 995
	12.a Recettes budgétaires N		8 917 659	8 703 063,31	8 752 082	9 434 616	9 215 892
	12.b Crédits de paiement ouverts en N		9 328 732	8 296 620,01	10 504 303	11 314 230	9 062 898
	13 Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires		223 620,47	175 246,15	-16 001	21 049	90 001
	14 Variation de la trésorerie = 12 - 13		-634 693	231 197,15	-1 736 219	-1 900 663	62 994
	14a <i>dont variation de la trésorerie fléchée</i>		425 099	104 658,81	-430 621	-438 606	74 803
14b <i>dont variation de la trésorerie non fléchée</i>		-1 059 793	126 538,34	-1 305 598	-1 462 057	-11 810	
15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13		-255 945	-90 141,09	1 099 188	896 226	130 518	
16 Variation des restes à payer		604 190	963 349,32	-745 690	-640 351	-12 341	
Niveaux initiaux	17 Niveau final de restes à payer	1 026 558	1 338 129,38	280 867	697 779	1 325 788	
	18 Niveau final du fonds de roulement	7 411 919	8 443 614,03	6 774 888	7 439 178	8 637 125	
	19 Niveau final du besoin en fonds de roulement	-1 446 838	-1 281 033,64	-347 650	-384 807	-1 150 516	
	20 Niveau final de la trésorerie	8 858 757	9 724 647,67	7 122 538	7 823 985	9 787 641	
	20a <i>dont niveau final de la trésorerie fléchée</i>	650 690	330 249,16	220 069	-108 357	405 053	
	20b <i>dont niveau final de la trésorerie non fléchée</i>	8 208 067	9 394 398,51	6 902 469	7 932 342	9 382 589	
	Comptabilité budgétaire						
	Comptabilité générale						

TABLEAU 1 - AUTORISATIONS D'EMPLOIS

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	50	30	80

Le plafond d'emploi notifié est de 56, mais notre besoin estimé à date sur l'année 2023 est de 50. Cette demande de réhausse a été également réalisée dans une optique de plus long terme.

Rappel du plafond d'emplois notifié par le responsable de programme en ETPT (c) :

56

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI (a) doit être inférieure ou égale au plafond notifié par le responsable du programme chef de file du budget

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Pour information : [tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme \(décomptant dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme\) et des autres dépenses de personnel](#)

	EMPLOIS SOUS PLAFOND LFI		EMPLOIS HORS PLAFOND LFI		PLAFOND ORGANISME	
	ETPT	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *
TOTAL DES EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DES AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (1 + 2 + 3 + 4)	50	2 108 838 €	30	1 288 466 €	80	4 546 988 €
1 - TITULAIRES	0	- €			0	- €
* Titulaires État	0	- €			0	- €
* Titulaires organisme (corps propre)	0	- €			0	- €
2 - CONTRACTUELS	50	2 108 838 €	30	1 288 466 €	80	3 397 304 €
* Contractuels de droit public	50	2 108 838 €	30	1 288 466 €	80	3 397 304 €
o CDI	16	682 873 €			16	682 873 €
o CDD	34	1 425 965 €	30	1 288 466 €	64	2 714 431 €
. Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0	- €	0	- €	0	- €
* Contractuels de droit privé	0	- €	0	- €	0	- €
o CDI	0	- €			0	- €
o CDD	0	- €	0	- €	0	- €
3 - CONTRATS AIDES			0	- €	0	- €
4 - AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associés...)						1 149 684 €

* Dépenses de personnel relevant de l'enveloppe de dépenses de personnel du budget de l'organisme (en AE=CP). Le total des dépenses de personnel mentionné dans le tableau ci-dessus doit être égal

Pour information : [tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme et décomptant le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme mais en fonction dans une autre entité \(Mises à disposition sortantes - ETPT et dépenses de personnel inclus dans le précédent tableau\)](#)

	EMPLOIS EN FONCTION DANS UNE AUTRE	
	ETPT **	Dépenses de personnel **
EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME (5 + 6)	0	0
5 - EMPLOIS REMBOURSES A L'ORGANISME	0	0
6 - EMPLOIS NON REMBOURSES A L'ORGANISME	0	0

** Nombre d'emplois en ETPT décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de personnel du

Pour information : [tableau détaillé des emplois rémunérés par d'autres personnes morales et ne décomptant pas dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme \(Mise à disposition entrantes\)](#)

	EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME NON	
	ETPT ***	Dépenses de fonctionnement ***
EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (7 + 8)	0	0
7 - EMPLOIS REMBOURSES PAR L'ORGANISME	0	0
8 - EMPLOIS NON REMBOURSES PAR L'ORGANISME	0	0

*** Nombre d'emplois en ETPT non décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de

Tableau 2 - Autorisations budgétaires
POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Dépenses								Recettes				
	AE				CP			Recettes				
	BI - 2022 <i>Soumis au CA le 17/12/21</i>	BR 1 - 2022 <i>Soumis au CA le 24/06/22</i>	BR 2 - 2022 <i>Proposition soumise au CA du 09/12/22</i>	BI - 2023 <i>Proposition soumise au CA du 09/12/22</i>	BI - 2022 <i>Soumis au CA le 17/12/21</i>	BR 2 - 2022 <i>Proposition soumise au CA du 09/12/22</i>	BI - 2023 <i>Proposition soumise au CA du 09/12/22</i>	BI - 2022 <i>Soumis au CA le 17/12/21</i>	BR 1 - 2022 <i>Soumis au CA le 24/06/22</i>	BR 2 - 2022 <i>Proposition soumise au CA du 09/12/22</i>	BI - 2023 <i>Proposition soumise au CA du 09/12/22</i>	
Personnel	4 351 983	4 455 851	4 224 899	4 546 988	4 351 983	4 224 899	4 546 988	7 385 088	7 540 020	7 306 265	7 547 397	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	-	0	-	-	-	-	-	1 938 118	2 160 053	2 215 053	2 064 271	Subvention pour charges de service public
								349 500	352 500	22 500	-	Autres financements de l'Etat
Fonctionnement	4 452 463	4 936 911	3 824 391	3 614 803	4 551 160	3 623 845	3 737 575	75 390	75 390	120 962	79 758	Fiscalité affectée
<i>Dont AE = CP</i>	2 972 597	3 130 991	2 730 937	2 149 214	2 972 597	2 730 937	2 149 214	390 230	275 428	433 427	1 055 873	Autres financements publics
<i>Dont AE <> CP</i>	1 479 866	1 805 921	1 093 454	1 465 589	1 578 563	892 908	1 588 361	4 631 851	4 676 649	4 514 323	4 347 495	Recettes propres
Investissement	954 167	1 281 117	1 001 267	1 418 605	1 601 160	1 214 154	1 791 196	1 366 994	1 894 596	1 909 627	1 785 003	Recettes fléchées **
<i>Dont AE = CP</i>	487 200	554 012	415 889	589 300	487 200	415 889	589 300	-	115 000	277 000	33 000	Financements de l'Etat fléchés
<i>Dont AE <> CP</i>	466 967	727 105	585 379	829 305	1 113 960	798 265	1 201 896	1 209 329	1 648 131	1 488 017	1 742 783	Autres financements publics fléchés
								157 665	131 465	144 610	9 220	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DÉPENSES	9 758 612	10 673 879	9 050 557	9 580 396	10 504 303	9 062 898	10 075 759	8 752 082	9 434 616	9 215 892	9 332 400	TOTAL DES RECETTES
Solde budgétaire - Excédent						152 995		1 752 220	1 879 614		743 359	Déficit - Solde budgétaire

* Chaque enveloppe peut être détaillée en fonction des besoins des organismes.

** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

TABLEAU 3 - DEPENSES PAR DESTINATIONS

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	2 672 279	2 672 279	816 285	832 885	47 700	55 350	3 536 264	3 560 514
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	-	-	-	-	-	-	-	-
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	2 672 279	2 672 279	816 285	832 885	47 700	55 350	3 536 264	3 560 514
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	-	-	-	-	-	-	-	-
D105 - Bibliothèques et documentation	103 700	103 700	168 346	168 346	700	700	272 746	272 746
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	-	-	-	-	-	-	-	-
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	-	-	-	-	-	-	-	-
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	-	-	-	-	-	-	-	-
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	-	-	-	-	-	-
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	-
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	959 984	959 984	932 912	954 176	72 128	72 128	1 965 025	1 986 289
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	-	-	-	-	-	-	-	-
D113 - Diffusion des savoirs et musées	-	-	-	-	-	-	-	-
D114 - Immobilier	228 800	228 800	819 520	838 720	819 677	942 655	1 867 997	2 010 175
D115 - Pilotage et support	493 925	493 925	452 470	544 408	478 400	720 363	1 424 795	1 758 696
Étudiants	88 300	88 300	425 270	399 040	-	-	513 570	487 340
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-	248 270	222 040	-	-	248 270	222 040
D202 - Aides indirectes	-	-	-	-	-	-	-	-
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	88 300	88 300	177 000	177 000	-	-	265 300	265 300
Total	4 115 740	4 115 740	3 962 444	3 937 664	3 165 229	3 213 173	9 580 396	10 075 759

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) -

RECETTES PAR ORIGINES

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Budget	Recettes de l'organisme								
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Recettes globalisées			Recettes fléchées			Total
			Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	2 064 271,00	-	-	-	-	-	-	-	2 064 271,00
Droits d'inscription	-	-	-	-	3 493 800,00	-	-	-	3 493 800,00
Formation continue, diplômes propres et VAE	-	-	-	-	413 200,00	-	-	-	413 200,00
Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	55 000,00	-	-	1 000,00	56 000,00
Contrats et prestations de recherche hors ANR	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Valorisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ANR investissements d'avenir	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ANR hors investissements d'avenir	-	-	-	10 211,00	-	-	347 923,56	-	358 134,56
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	-	-	-	-	-	-	982 618,50	-	982 618,50
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	-	-	-	684 000,00	-	-	122 857,75	-	806 857,75
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	-	-	-	361 662,18	-	33 000,00	277 385,93	-	672 048,11
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	-	-	-	-	6 300,00	-	-	-	6 300,00
Autres recettes	-	-	79 758,00	-	379 194,99	-	11 997,38	8 220,00	479 170,37
Total	2 064 271	-	79 758	1 055 873	4 347 495	33 000	1 742 783	9 220	9 332 400

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) 743 359

TABLEAU 4 - EQUILIBRE FINANCIER

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Besoins (utilisation des financements)					Financements (couverture des besoins)				
Besoins (utilisation des financements)	BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	BI - 2023	BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	BI - 2023	Financements (couverture des besoins)
Solde budgétaire (déficit) *	1 752 220	1 879 614	0	743 359			152 995		Solde budgétaire (excédent) *
Remboursements d'emprunts (capital) ;									Nouveaux emprunts (capital)
Nouveaux prêts (capital) ;									Remboursements de prêts (capital)
Dépôts et cautionnements									Dépôts et cautionnements
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)	290 864,33	449 577	442 500	326 393	309 778	436 341	382 585	398 163	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	32 607,29	32 352	52 297	59 711	29 695	24 540	22 211	20 912	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)	2 075 692	2 361 543	494 797	1 129 462	339 473	460 880	557 790	419 075	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)
Variation de trésorerie	0	0	62 994	0	1 736 219	1 900 663	0	710 387	Variation de trésorerie
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée ***</i>			74 803		-430 621	-438 606		-195 600	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***</i>
<i>dont Abondement sur la trésorerie non fléchée</i>					-1 305 598	-1 462 057	-11 810	-514 787	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée</i>
TOTAL DES BESOINS	2 075 692	2 361 543	557 790	1 129 462	2 075 692	2 361 543	557 790	1 129 462	TOTAL DES FINANCEMENTS

Opérations budgétaires

Opérations non budgétaires

La variation de trésorerie :
- se détermine par différence entre (1) et (2),

= différence entre variation de trésorerie (I ou II) et (a)

Décomposition de la variation de trésorerie

* solde budgétaire à détailler pour chaque composante du budget
Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires" (tableau 2)

** Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers" (tableau 5)

*** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

TABLEAU 5 - OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS
POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	BI - 2022		BR - 1 - 2022		BR - 2 - 2022		BI 2023	
			Décaissements C/467	Encaissements C/443	Décaissements C/467	Encaissements C/443	Décaissements C/467	Encaissements C/443	Décaissements C/467	Encaissements C/443
Bourses de mobilité	443420 et 46710	Bourses Euro Région	0	4 200	0	4 200	9 480	4 200		
	443421 et 46711	Aides à la mobilité internationale - AMI	14 000	14 000	24 720	18 400	24 720	18 400	14 000	14 000
	443422 et 46712	Bourses ERASMUS - EUROPE	0	76 354	131 338	186 653	40 717	88 186	81 243	100 829
	443423 et 46713	Bourses UFA	0	0	39 300	1 800	69 300	31 800	31 800	31 800
	443425 et 46715	Bourse L'oréal	7 000	0	10 500	10 000	10 500	18 000	5 250	
	443426 et 46716	Bourses ERASMUS ISRAEL - KA107 2019-1-FR01-KA107 -062056	24 694	18 288	21 867	18 288	21 867	18 288		
	443427 et 46717	Bourses ERASMUS - 2021-1-FR01-KA131-HED-000004418	91 170	0	67 788		71 853	0		48 234
	443428 et 46718	Bourses ERASMUS - 2022-1-FR01-KA131-HED-000054754	150 000	192 936	150 000	192 936	190 000	199 648		
	46761	Reversement de la RAFP (part salariale) par le personnel	4 000	4 000	4 063	4 063	4 063	4 063	4 100	4 100
		Bourses ERASMUS - 2023 - Nouveau contrat							190 000	199 200
	Autres comptes (4718, 4664...)									
	S/Total bourses de mobilité		290 864	309 778	449 577	436 341	442 500	382 585	326 393	398 163
TVA encaissée		TVA encaissée		29 695		24 540		22 211		20 912
TVA décaissée		TVA décaissée	32 607		32 352		52 297		59 711	
	TOTAL		323 472	339 473	481 929	460 880	494 797	404 796	386 104	419 075

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT
Compte de résultat

CHARGES	BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	BI - 2023	PRODUITS	BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	BI - 2023
Personnel	4 301 983	4 405 851	4 158 899	4 480 988	Subventions de l'Etat	2 399 339	2 739 442	2 576 768	2 259 421
<i>dont charges de pensions civiles*</i>		-			Fiscalité affectée	75 390	75 390	120 962	79 758
Fonctionnement autre que les charges de personnel	5 231 160	5 668 754	4 383 245	4 496 975	Autres subventions	2 460 927	2 532 045	1 843 172	2 494 018
Charges d' intervention					Autres produits	5 199 615	5 228 826	5 011 290	4 811 604
TOTAL DES CHARGES (1)	9 533 143	10 074 604	8 542 144	8 977 963	TOTAL DES PRODUITS (2)	10 135 271	10 575 703	9 552 193	9 644 801
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	602 128	501 099	1 010 049	666 839	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)				
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	10 135 271	10 575 703	9 552 193	9 644 801	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	10 135 271	10 575 703	9 552 193	9 644 801

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	BI - 2023
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	602 128	501 099	1 010 049	666 839
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	630 000	630 000	693 400	693 400
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions			14 874	13 400
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs			-	-
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	268 000	268 000	283 000	283 000
= CAF ou IAF*	964 128	863 099	1 405 575	1 063 839

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	BI - 2023	RESSOURCES	BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	BI - 2023
Insuffisance d'autofinancement*					Capacité d'autofinancement*	964 128	863 099	1 405 575	1 063 839
Investissements	1 601 160	1 869 625	1 214 154	1 791 196	Financement de l'actif par l'État				
Diminution des capitaux propres (Régul. Report à nouveau)					Financement de l'actif par des tiers autres que l'État		2 090	2 090	219 385
Remboursement des dettes financières					Autres ressources				
TOTAL DES EMPLOIS (5)	1 601 160	1 869 625	1 214 154	1 791 196	TOTAL DES RESSOURCES (6)	964 128	865 189	1 407 665	1 283 224
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	-	-	193 511	-	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	637 031	1 004 436	-	507 973

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	BI - 2023
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 637 031	- 1 004 436	193 511	- 507 973
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	1 099 188	896 226	130 518	202 415
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT ou PRELEVEMENT *	- 1 736 219	- 1 900 663	62 994	- 710 387
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	6 774 888	7 439 178	8 637 125	8 129 153
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 347 650	- 384 807	- 1 150 516	- 948 101
Niveau de la TRESORERIE	7 122 538	7 823 985	9 787 641	9 077 254

Calculé par rapport au BR2/2021 Calculé par rapport au CF/2021 Calculé par rapport au CF/2021 Calculé par rapport au BR2/2022

* : montant issu du tableau "équilibre financier"

TABLEAU 7 - PLAN DE TRESORERIE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

(€ TTC)	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
(1) Solde Initial (début de mois)	9 787 641	9 819 900	9 179 338	8 604 210	8 664 803	8 122 903	7 575 269	8 484 153	7 938 078	10 524 749	10 361 968	9 715 901	9 787 641
ENCAISSEMENTS													
A1. Recettes budgétaires globalisées	688 090	66 553	203 738	730 974	63 083	81 300	1 459 905	5 670	3 346 795	298 128	315 529	287 633	7 547 397
Subvention pour charges de service public	688 090	0	0	688 090	0	0	0	0	688 091	0	0	0	2 064 271
Autres financements de l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fiscalité affectée	0	0	39 102	0	0	0	40 656	0	0	0	0	0	79 758
Autres financements publics	0	8 750	73 061	19 500	22 843	12 750	742 449	0	32 413	11 750	53 126	79 231	1 055 873
Recettes propres	0	57 803	91 575	23 384	40 240	68 550	676 799	5 670	2 626 291	286 378	262 403	208 402	4 347 495
A2. Recettes budgétaires fléchées	0	0	144 409	186 530	251 997	122 092	346 671	0	88 201	139 548	294 410	211 145	1 785 003
Financements de l'Etat fléchés	0	0	0	0	0	0	33 000	0	0	0	0	0	33 000
Autres financements publics fléchés	0	0	144 409	186 530	251 997	116 092	310 451	0	88 201	139 548	294 410	211 145	1 742 783
Recettes propres fléchées	0	0	0	0	0	6 000	3 220	0	0	0	0	0	9 220
A3. Opérations non budgétaires	0	277	440	112	14 193	32 158	5 264	1 027	13 706	349 638	1 260	1 000	419 075
Emprunts : encaissements en capital													0
Prêts : encaissements en capital													0
Dépôts et cautionnements													0
Opérations gérées en compte de tiers	0	277	440	112	14 193	32 158	5 264	1 027	13 706	349 638	1 260	1 000	419 075
TVA encaissée	0	277	440	112	193	358	3 264	27	12 606	1 375	1 260	1 000	20 912
Dispositif d'intervention pour comptes de tiers : encaissements	0	0	0	0	14 000	31 800	2 000	1 000	1 100	348 263	0	0	398 163
Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers													0
A. TOTAL	688 090	66 831	348 587	917 616	329 274	235 550	1 811 840	6 697	3 448 702	787 313	611 199	499 778	9 751 476
DECAISSEMENTS													
B1. Enveloppes hors recettes fléchées	540 840	579 840	775 840	719 840	718 840	634 840	633 840	435 840	675 840	571 840	955 340	852 416	8 095 156
Personnel	301 840	301 840	301 840	301 840	301 840	301 840	301 840	301 840	301 840	301 840	301 840	301 849	3 622 089
Fonctionnement	144 000	153 000	344 000	195 000	267 000	173 000	222 000	39 000	209 000	145 000	488 500	391 599	2 771 099
Intervention	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement	95 000	125 000	130 000	223 000	150 000	160 000	110 000	95 000	165 000	125 000	165 000	158 968	1 701 968
B2. Dépenses sur recettes fléchées	108 075	121 075	140 075	132 075	147 075	132 075	244 075	115 075	172 075	194 075	243 075	231 778	1 980 603
Personnel	77 075	77 075	77 075	77 075	77 075	77 075	77 075	77 075	77 075	77 075	77 075	77 075	924 900
Fonctionnement	30 000	40 000	53 000	40 000	60 000	50 000	160 000	30 000	86 000	110 000	160 000	147 476	966 476
Intervention	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement	1 000	4 000	10 000	15 000	10 000	5 000	7 000	8 000	9 000	7 000	6 000	7 228	89 228
B3. Opérations non budgétaires	6 916	6 478	7 800	5 108	5 260	16 268	25 040	1 858	14 115	184 180	58 851	54 231	386 104
Emprunts : remboursement en capital													0
Prêts : décaissements en capital													0
Dépôts et cautionnements													0
Opérations gérées en compte de tiers	6 916	6 478	7 800	5 108	5 260	16 268	25 040	1 858	14 115	184 180	58 851	54 231	386 104
TVA décaissée	2 916	3 478	5 800	5 108	5 260	4 190	5 389	1 858	5 065	4 180	8 851	7 617	59 711
Dispositif d'intervention pour comptes de tiers : décaissements	4 000	3 000	2 000	0	0	12 078	19 651	0	9 050	180 000	50 000	46 614	326 393
Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers													0
B. TOTAL	655 831	707 393	923 715	857 023	871 175	783 183	902 955	552 773	862 030	950 095	1 257 266	1 138 425	10 461 863
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	32 259	-640 562	-575 128	60 593	-541 901	-547 634	908 884	-546 075	2 586 672	-162 781	-646 067	-638 647	-710 387
<i>dont niveau de la trésorerie fléchée</i>	<i>-108 075</i>	<i>-121 075</i>	<i>4 334</i>	<i>54 455</i>	<i>104 922</i>	<i>-9 984</i>	<i>102 596</i>	<i>-115 075</i>	<i>-83 874</i>	<i>-54 527</i>	<i>51 335</i>	<i>-20 634</i>	<i>-195 600</i>
<i>dont niveau de la trésorerie non fléchée</i>	<i>140 334</i>	<i>-519 487</i>	<i>-579 462</i>	<i>6 138</i>	<i>-646 823</i>	<i>-537 650</i>	<i>806 288</i>	<i>-431 000</i>	<i>2 670 546</i>	<i>-108 254</i>	<i>-697 402</i>	<i>-618 014</i>	<i>-514 787</i>
SOLDE CUMULE (1) + (2)	9 819 900	9 179 338	8 604 210	8 664 803	8 122 903	7 575 269	8 484 153	7 938 078	10 524 749	10 361 968	9 715 901	9 077 254	

dont trésorerie fléchée = A2 - B2 -195 600
dont trésorerie sur op. non budgétaires = A3-B3 32 972
Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier (I) ou (II)

* Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier (tableau 4)

TABLEAU 8 - OPERATIONS LIEES AUX RECETTES FLECHEES

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	<2023	2023	2024	2025	>=2026	TOTAL
	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3 et suivantes	
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		1 329 255	1 133 655	882 232	797 064	
Recettes fléchées (b)	3 353 092	1 785 003	373 183	35 411	115 255	5 661 943
Financements de l'Etat fléchés	342 750	33 000	33 500	0	0	409 250
Autres financements publics fléchés	2 653 681	1 742 783	339 683	35 411	115 255	4 886 812
Recettes propres fléchées	356 661	9 220	0	0	0	365 881
Dépenses sur recettes fléchées (c)	2 023 836	1 980 603	624 606	120 578	10 289	4 759 914
Personnel						
AE=CP	969 294	924 900	365 499	75 379	1 792	2 336 864
Fonctionnement et intervention						
AE	842 373	955 483	258 216	45 199	8 497	2 109 769
CP	1 013 666	966 476	258 216	45 199	8 497	2 292 054
Investissement						
AE	59 215	89 228	891	0	0	149 334
CP	40 876	89 228	891	0	0	130 995
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	1 329 255	-195 600	-251 423	-85 168	104 966	902 030

X repris au tableau "Équilibre financier" en (a) (tableau 4)

Attention le prélèvement sur la trésorerie fléchée devra être rectifié dès intégration des encaissements intérieurs dans l'applicatif par la prise en compte des autofinancements sur les opérations fléchées.

POUR VOTE DE L'ORGANE DELIBERANT

A - Dépenses

Nature Opérations	Montant de l'opération (1)	AUTORISATION D'ENGAGEMENT			CREDITS DE PAIEMENTS			PREVISIONS				RESTES			
		AE ouvertes au titre des années antérieures < N	AE consommées au titre des années antérieures < N (2)	TOTAL des AE ouvertes en N (3)	CP ouverts < N	CP consommés < N (4)	TOTAL des CP ouverts en N (5)	AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2	Reste à engager en fin d'année N (AE) (1-2-3)	Reste à payer sur AE consommées en fin d'année N (CP) (2+3)-(4+5)
OPE-2018-0029	25 737,70	32 156,05	25 737,70	0,00	41 948,60	17 025,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 712,00
OPE-2019-0003	10 000,00	17 667,55	8 332,45	1 500,00	17 667,15	8 332,45	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	167,55	0,00
OPE-2019-0011	133 509,22	99 149,92	99 856,52	33 652,70	99 149,92	99 856,52	33 652,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2020-0016	5 000,00	11 564,96	1 842,52	3 157,48	11 564,96	1 842,52	3 157,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2020-0020	150 736,75	77 558,14	77 515,01	36 500,00	78 034,13	77 515,01	36 500,00	36 721,74	36 721,74	0,00	0,00	0,00	0,00	36 721,74	0,00
OPE-2020-0021	317 452,01	218 524,35	187 024,77	83 100,00	234 244,35	177 886,77	83 100,00	47 327,24	56 465,24	0,00	0,00	0,00	0,00	47 327,24	9 138,00
OPE-2020-0022	182 803,10	165 303,10	153 053,10	29 750,00	131 553,10	128 084,88	34 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 718,22
OPE-2021-0005	29 500,00	20 804,97	16 000,00	13 500,00	20 804,97	16 000,00	13 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0006	30 021,00	18 261,00	18 021,00	12 000,00	18 261,01	18 021,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0011	254 930,00	144 430,00	65 314,91	129 350,00	144 430,00	65 314,91	129 350,00	60 265,09	65 265,09	0,00	0,00	0,00	0,00	60 265,09	0,00
OPE-2021-0026	26 035,00	26 035,00	20 000,00	6 035,00	26 035,00	20 000,00	6 035,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2022-0001	192 500,00	33 212,00	28 212,00	164 288,00	33 212,00	28 212,00	164 288,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations avec impact financier	1 358 224,78	864 667,04	700 909,98	512 833,18	856 905,19	658 091,76	517 083,18	144 314,07	158 452,07	0,00	0,00	0,00	0,00	144 481,62	38 568,22
OPE-2017-0015	117 840,00	133 726,90	111 994,99	5 845,01	146 026,90	111 994,99	5 845,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 845,01	0,00
OPE-2018-0001	78 780,53	106 843,50	78 780,53	0,00	133 390,76	78 780,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2018-0035	163 881,20	165 508,88	163 881,20	0,00	171 776,65	163 881,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2018-0048	90 326,00	98 182,46	86 931,00	3 395,00	98 182,46	86 931,00	3 395,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2019-0004	107 045,66	108 154,59	107 045,66	0,00	108 154,59	107 045,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2019-0005	94 800,00	98 353,56	49 535,34	45 264,66	98 353,56	49 535,34	45 264,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2019-0017	100 000,00	122 601,11	82 885,00	17 115,00	168 351,27	82 885,00	17 115,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2019-0026	107 500,00	83 906,11	80 060,70	27 439,30	86 906,11	80 060,70	27 439,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2019-0027	181 017,40	175 348,63	130 994,96	50 022,44	175 348,63	130 994,96	50 022,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2019-0032	139 086,00	39 000,00	14 857,75	86 600,00	37 000,00	14 857,75	86 600,00	37 628,25	37 628,25	0,00	0,00	0,00	0,00	37 628,25	0,00
OPE-2020-0002	72 322,00	46 626,00	36 456,99	35 865,01	46 626,00	36 456,99	35 865,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2020-0003	242 500,00	185 408,00	158 241,57	66 063,00	187 208,00	158 241,57	66 063,00	18 195,43	18 195,43	0,00	0,00	0,00	0,00	18 195,43	0,00
OPE-2020-0004	34 678,00	34 678,00	8 173,00	26 505,00	34 678,00	8 173,00	26 505,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2020-0006	255 308,00	213 104,92	185 399,06	69 908,94	213 104,92	185 399,06	69 908,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2020-0007	288 500,00	234 780,08	198 334,24	69 654,00	237 780,08	175 226,78	69 654,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 511,76	23 107,46
OPE-2020-0013	192 870,00	165 689,42	124 607,02	58 262,98	177 689,42	124 864,49	58 005,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
OPE-2020-0014	125 100,00	126 473,05	125 100,00	0,00	126 544,19	125 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2020-0015	90 000,00	94 827,66	80 514,35	9 485,65	94 827,66	80 514,35	9 485,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2020-0019	151 099,20	98 596,65	85 277,15	65 822,05	98 596,65	85 277,15	65 822,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2020-0023	22 590,00	23 494,00	9 649,07	12 940,93	23 494,00	9 649,07	12 940,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0001	188 405,20	81 526,20	66 934,00	64 168,40	81 529,20	66 934,00	64 168,40	57 302,80	57 302,80	0,00	0,00	0,00	0,00	57 302,80	0,00
OPE-2021-0004	111 250,00	78 218,83	74 849,00	36 401,00	78 218,83	74 849,00	36 401,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0010	159 658,70	109 100,50	96 247,50	63 411,20	102 100,50	89 247,50	70 411,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0013	131 035,00	54 808,00	46 100,60	42 823,00	54 808,00	46 100,60	42 823,00	42 111,40	42 111,40	0,00	0,00	0,00	0,00	42 111,40	0,00
OPE-2021-0014	132 860,00	49 245,00	42 814,20	42 636,00	49 245,00	42 814,20	42 636,00	47 229,80	47 229,80	0,00	0,00	0,00	0,00	47 409,80	0,00
OPE-2021-0015	86 340,00	89 012,71	25 927,29	60 412,71	89 012,71	25 927,29	60 412,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0016	230 897,64	114 858,00	35 166,14	72 500,00	114 858,00	35 166,14	72 500,00	123 231,50	123 231,50	0,00	0,00	0,00	0,00	123 231,50	0,00
OPE-2021-0017	204 165,00	93 125,67	74 956,64	103 541,50	93 125,67	74 956,64	103 541,50	25 666,86	25 666,86	0,00	0,00	0,00	0,00	25 666,86	0,00
OPE-2021-0019	80 080,23	25 472,00	6 392,00	30 605,00	25 472,00	6 392,00	30 605,00	28 980,88	28 980,88	14 102,35	14 102,35	0,00	0,00	43 083,23	0,00
OPE-2021-0020	75 864,00	19 850,00	3 220,00	23 308,00	19 850,00	3 220,00	23 308,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 336,00	0,00
OPE-2021-0021	202 742,00	39 733,00	10 753,90	82 712,00	39 733,00	10 753,90	82 712,00	81 133,00	81 133,00	28 143,10	28 143,10	0,00	0,00	109 276,10	0,00
OPE-2021-0022	311 794,00	22 334,67	14 508,97	116 176,70	22 334,76	14 508,97	116 176,70	115 486,00	115 486,00	55 333,00	55 333,00	10 289,33	10 289,33	181 108,33	0,00
OPE-2021-0023	73 298,24	36 649,00	6 399,00	36 649,00	36 649,00	6 399,00	36 649,00	30 250,24	30 250,24	0,00	0,00	0,00	0,00	30 250,24	0,00
OPE-2021-0024	85 600,00	64 524,00	53 200,00	32 400,00	64 524,00	53 200,00	32 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0025	126 036,00	41 492,67	13 762,30	45 639,20	41 493,67	13 762,30	45 639,20	43 634,50	43 634,50	23 000,00	23 000,00	0,00	0,00	66 634,50	0,00
Contrat de recherche	4 855 270,00	3 275 253,77	2 489 951,12	1 503 572,68	3 376 994,19	2 460 101,13	1 510 315,21	650 850,66	650 850,66	120 578,45	120 578,45	10 289,33	10 289,33	867 591,21	23 107,46
OPE-2022-0002	40 550,00	22 000,00	2 500,00	38 050,00	22 000,00	2 500,00	38 050,00							0,00	0,00
Contrat d'enseignement	40 550,00	22 000,00	2 500,00	38 050,00	22 000,00	2 500,00	38 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2018-0046	75 000,00	15 000,00	8 551,40	66 448,60	15 000,00	0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2018-0047	1 800 196,05	1 937 567,36	1 800 196,05	0,00	1 960 372,78	1 774 541,35	25 654,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2019-0019	130 000,00	15 000,00	10 000,00	120 000,00	15 000,00	0,00	100 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
OPE-2020-0008	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2020-0010	900 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	850 000,00	820 000,00	0,00	30 000,00	850 000,00	0,00
OPE-2021-0018	435 200,00	404 000,00	384 700,00	50 500,00	404 000,00	169 700,00	265 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2022-0003	200 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	30 000,00	30 000,00	150 000,00	150 000,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00

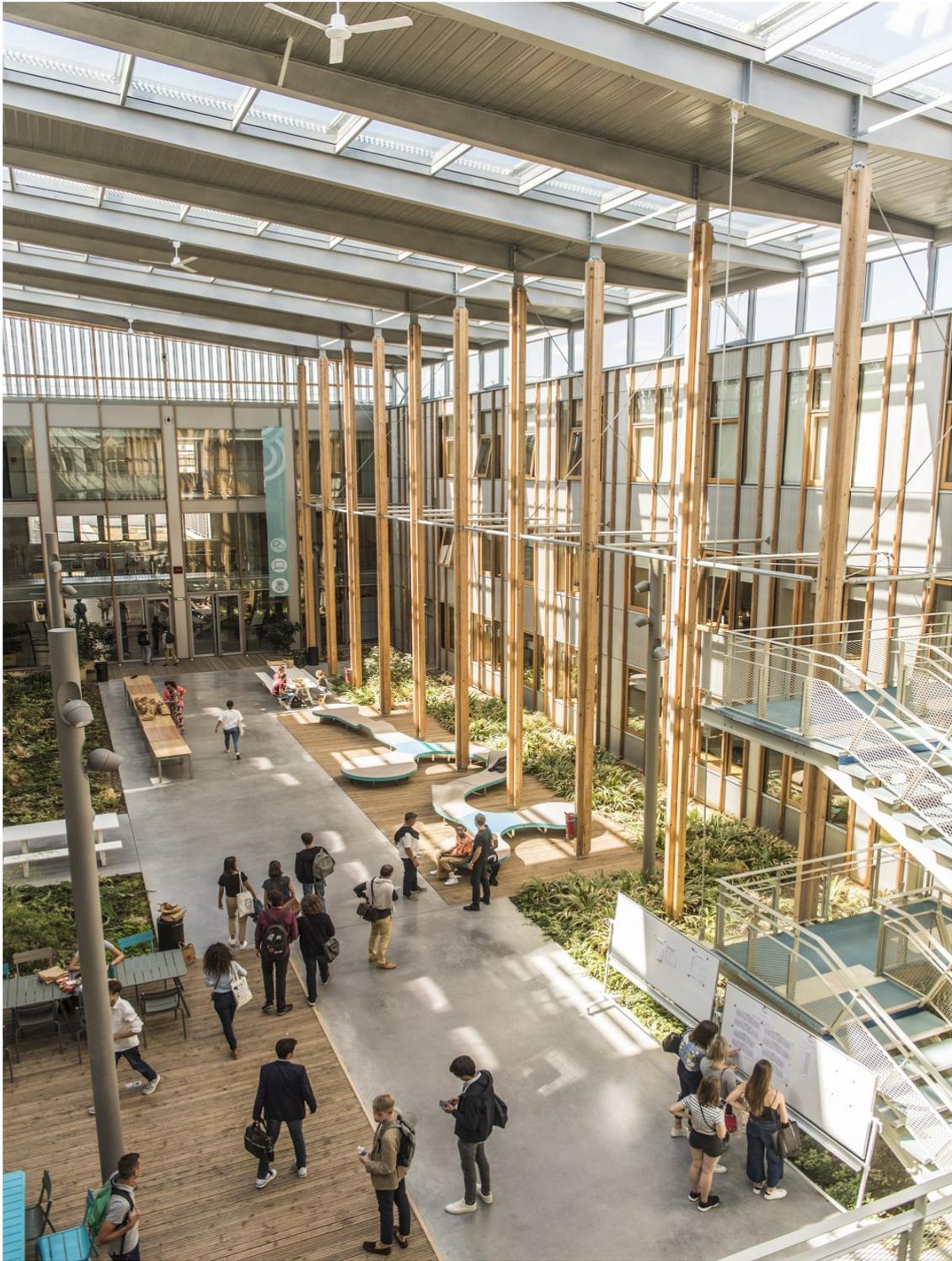
		AUTORISATION D'ENGAGEMENT			CREDITS DE PAIEMENTS			PREVISIONS						RESTES	
Nature Opérations	Montant de l'opération (1)	AE ouvertes au titre des années antérieures < N	AE consommées au titre des années antérieures < N (2)	TOTAL des AE ouvertes en N (3)	CP ouverts < N	CP consommés < N (4)	TOTAL des CP ouverts en N (5)	AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2	Reste à engager en fin d'année N (AE) (1-2-3)	Reste à payer sur AE consommées en fin d'année N (CP) (2+3)-(4+5)
OPE-2018-0029	25 737,70	32 156,05	25 737,70	0,00	41 948,60	17 025,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 712,00
OPE-2019-0003	10 000,00	17 667,55	8 332,45	1 500,00	17 667,15	8 332,45	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	167,55	0,00
OPE-2019-0011	133 509,22	99 149,92	99 856,52	33 652,70	99 149,92	99 856,52	33 652,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2020-0016	5 000,00	11 564,96	1 842,52	3 157,48	11 564,96	1 842,52	3 157,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2020-0020	150 736,75	77 558,14	77 515,01	36 500,00	78 034,13	77 515,01	36 500,00	36 721,74	36 721,74	0,00	0,00	0,00	0,00	36 721,74	0,00
OPE-2020-0021	317 452,01	218 524,35	187 024,77	83 100,00	234 244,35	177 886,77	83 100,00	47 327,24	56 465,24	0,00	0,00	0,00	0,00	47 327,24	9 138,00
OPE-2020-0022	182 803,10	165 303,10	153 053,10	29 750,00	131 553,10	128 084,88	34 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 718,22
OPE-2021-0005	29 500,00	20 804,97	16 000,00	13 500,00	20 804,97	16 000,00	13 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0006	30 021,00	18 261,00	18 021,00	12 000,00	18 261,01	18 021,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0011	254 930,00	144 430,00	65 314,91	129 350,00	144 430,00	65 314,91	129 350,00	60 265,09	65 265,09	0,00	0,00	0,00	0,00	60 265,09	0,00
OPE-2021-0026	26 035,00	26 035,00	20 000,00	6 035,00	26 035,00	20 000,00	6 035,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2022-0001	192 500,00	33 212,00	28 212,00	164 288,00	33 212,00	28 212,00	164 288,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations avec impact financier	1 358 224,78	864 667,04	700 909,98	512 833,18	856 905,19	658 091,76	517 083,18	144 314,07	158 452,07	0,00	0,00	0,00	0,00	144 481,62	38 568,22
OPE-2017-0015	117 840,00	133 726,90	111 994,99	5 845,01	146 026,90	111 994,99	5 845,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 845,01	0,00
OPE-2018-0001	78 780,53	106 843,50	78 780,53	0,00	133 390,76	78 780,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2018-0035	163 881,20	165 508,88	163 881,20	0,00	171 776,65	163 881,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2018-0048	90 326,00	98 182,46	86 931,00	3 395,00	98 182,46	86 931,00	3 395,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2019-0004	107 045,66	108 154,59	107 045,66	0,00	108 154,59	107 045,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2019-0005	94 800,00	98 353,56	49 535,34	45 264,66	98 353,56	49 535,34	45 264,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2019-0017	100 000,00	122 601,11	82 885,00	17 115,00	168 351,27	82 885,00	17 115,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2019-0026	107 500,00	83 906,11	80 060,70	27 439,30	86 906,11	80 060,70	27 439,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2019-0027	181 017,40	175 348,63	130 994,96	50 022,44	175 348,63	130 994,96	50 022,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2022-0004	500 000,00	0,00	8 772,00	491 228,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opération d'investissement	4 060 396,05	2 421 567,36	2 212 219,45	818 176,60	2 444 372,78	1 944 241,35	1 056 154,70	30 000,00	60 000,00	1 000 000,00	970 000,00	0,00	30 000,00	1 030 000,00	30 000,00
Total général	10 314 440,83	6 583 488,17	5 405 580,55	2 872 632,46	6 700 272,16	5 064 934,24	3 121 603,09	825 164,73	869 302,73	1 120 578,45	1 090 578,45	10 289,33	40 289,33	2 042 072,83	91 675,68

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT
B - Recettes

Nature des Opérations	Opérations	Montant de l'opération	Montant de l'auto-financement	Réalisation	Prévisions N	Prévisions N+1 et suivantes		
				Encaissements réalisés < N	Encaissements prévus en N	Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus en > N+2
Autres opérations avec impact financier	OPE-2018-0029	25 737,70	737,70	13 002,62	11 997,38	0,00	0,00	0,00
	OPE-2019-0003	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2019-0011	133 509,22	0,00	96 919,24	30 000,00	15 000,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0016	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0020	150 736,75	0,00	63 955,00	86 781,75	0,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0021	317 452,01	2 879,77	236 368,24	77 353,18	0,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0022	182 803,10	137 803,10	15 000,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2021-0005	29 500,00	0,00	20 000,00	9 500,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2021-0006	30 021,00	0,00	18 021,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2021-0011	254 930,00	0,00	254 930,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2021-0026	26 035,00	0,00	20 828,00	5 207,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2022-0001	192 500,00	46 500,00	20 000,00	126 000,00	0,00	0,00	0,00	
Total Autres opérations avec impact financier		1 358 224,78	187 920,57	774 024,10	373 839,31	15 000,00	0,00	0,00
Contrat de recherche	OPE-2017-0015	117 840,00	0,00	117 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2018-0001	102 053,36	0,00	74 803,36	27 250,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2018-0035	163 881,20	2 536,20	110 172,50	45 172,50	6 000,00	0,00	0,00
	OPE-2018-0048	96 066,00	0,00	87 846,00	8 220,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2019-0004	107 046,00	0,00	49 000,00	58 046,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2019-0005	94 800,00	0,00	47 400,00	47 400,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2019-0017	100 000,00	0,00	66 000,00	34 000,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2019-0026	116 100,00	0,00	104 490,00	11 610,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2019-0027	195 498,79	0,00	175 949,79	19 549,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2019-0032	150 212,88	0,00	135 191,88	15 021,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0002	72 322,00	0,00	57 661,79	14 660,21	0,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0003	249 000,00	0,00	144 500,00	84 000,00	20 500,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0004	40 013,60	0,00	40 013,60	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0006	255 308,00	0,00	255 308,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0007	288 500,00	0,00	172 650,00	115 850,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0013	192 870,00	20 000,00	86 435,00	86 435,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0014	125 100,00	0,00	62 550,00	62 550,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0015	90 000,00	0,00	45 000,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0019	163 187,14	0,00	114 230,00	48 957,14	0,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0023	23 494,00	0,00	23 494,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2021-0001	203 477,62	0,00	142 433,00	40 697,62	20 347,00	0,00	0,00
	OPE-2021-0004	113 750,00	0,00	89 250,00	0,00	24 500,00	0,00	0,00
	OPE-2021-0010	168 569,28	0,00	111 541,56	57 027,72	0,00	0,00	0,00
	OPE-2021-0013	131 035,00	2 500,00	67 017,50	0,00	61 517,50	0,00	0,00
	OPE-2021-0014	135 180,00	2 500,00	69 340,00	75 680,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2021-0015	91 520,00	0,00	91 520,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2021-0016	230 897,64	0,00	220 686,64	10 211,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2021-0017	228 664,80	0,00	114 331,00	68 601,80	45 732,00	0,00	0,00
	OPE-2021-0019	96 096,27	0,00	88 917,71	0,00	7 178,56	0,00	0,00
	OPE-2021-0020	75 864,00	0,00	53 105,00	22 759,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0021	227 071,04	0,00	90 828,00	45 414,00	45 415,04	0,00	45 414,00	
OPE-2021-0022	349 209,28	0,00	139 682,00	69 841,00	69 845,28	0,00	69 841,00	
OPE-2021-0023	82 094,00	0,00	0,00	40 000,00	42 094,00	0,00	0,00	
OPE-2021-0024	92 448,00	0,00	46 000,00	46 448,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-2021-0025	141 160,00	0,00	56 464,00	28 232,00	28 232,00	28 232,00	0,00	
Total Contrat de recherche		5 110 329,90	27 536,20	3 351 652,33	1 228 632,99	371 361,38	28 232,00	115 255,00
Contrat d'enseignement	OPE-2022-0002	40 550,00	0,00	32 440,00	8 110,00	0,00	0,00	0,00
Total Contrat d'enseignement		40 550,00	0,00	32 440,00	8 110,00	0,00	0,00	0,00
Opération d'investissement	OPE-2018-0046	75 000,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2018-0047	1 800 196,05	1 800 196,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2019-0019	130 000,00	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0008	20 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2020-0010	900 000,00	350 000,00	0,00	120 000,00	330 000,00	100 000,00	0,00
	OPE-2021-0018	435 200,00	0,00	435 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	OPE-2022-0003	200 000,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2022-0004	500 000,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Total Opération d'investissement		4 060 396,05	3 075 196,05	435 200,00	120 000,00	330 000,00	100 000,00	0,00
Total général		10 569 500,73	3 290 652,82	4 593 316,43	1 730 582,30	716 361,38	128 232,00	115 255,00

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

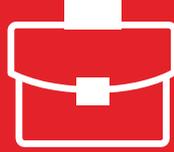
		COMPTE FINANCIER 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	BI 2023
Niveaux initiaux	1	Niveau initial de restes à payer	422 367,68	1 026 558	1 338 129	1 338 129
		Régularisation sur restes à payer initiaux (Apurements d'EJ)	-47 587,62			
	2	Niveau initial du fonds de roulement	8 302 557,97	8 302 558	8 443 614	8 443 614
	3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-1 190 892,55	-1 190 893	-1 281 034	-1 281 034
	4	Niveau initial de la trésorerie	9 493 451	9 493 451	9 724 648	9 724 648
	4a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	225 590,35	225 590	330 249	330 249
4b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	9 267 860,17	9 267 860	9 394 399	9 394 399	
Flux de l'année	5	Autorisations d'engagement	9 259 969,33	9 758 612	10 673 879	9 050 557
	6	Résultat patrimonial	2 014 336,58	602 128	501 099	1 010 049
	7	Capacité d'autofinancement (CAF)	2 395 551,31	964 128	863 099	1 405 575
	8	Variation du fonds de roulement	141 056,06	-637 031	-1 004 436	193 511
	9	Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire	-9 268,20		0	0
	10	Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF	-3 649,86	0	0	0
		Variation des stocks	+/-			
		Charges sur créances irrécouvrables & remises gracieuses	-	-6 685,86		
		Produits divers de gestion courante	+	3 036,00		
	11	Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie	-252 469,18	1 115 189	875 177	40 517
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+/-	-700 016,07	-176 396	-644 256
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+/-	617 839,80	1 291 585	1 519 433
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+/-	361 259,65	0	0
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+/-	-531 552,56	0	0
	12	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	406 443,30	-1 752 220	-1 879 614	152 995
	12.a	Recettes budgétaires N	8 703 063,31	8 752 082	9 434 616	9 215 892
	12.b	Crédits de paiement ouverts en N	8 296 620,01	10 504 303	11 314 230	9 062 898
	13	Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires	175 246,15	32 607	32 352	90 001
	14	Variation de la trésorerie = 12 - 13	231 197,15	-1 784 828	-1 911 966	62 994
	14a	dont variation de la trésorerie fléchée	104 658,81	-430 621	-438 606	74 803
14b	dont variation de la trésorerie non fléchée	126 538,34	-1 305 598	-1 462 057	-11 810	
15	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13	-90 141,09	1 147 796	907 530	130 518	
16	Variation des restes à payer	963 349,32	-745 690	-640 351	-12 341	
Niveaux initiaux	17	Niveau final de restes à payer	1 338 129,38	280 867	697 779	1 325 788
	18	Niveau final du fonds de roulement	8 443 614,03	6 774 888	7 439 178	8 637 125
	19	Niveau final du besoin en fonds de roulement	-1 281 033,64	-347 650	-373 504	-1 150 516
	20	Niveau final de la trésorerie	9 724 647,67	7 122 538	7 823 985	9 787 641
	20a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	330 249,16	220 069	-108 357	405 053
	20b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	9 394 398,51	6 902 469	7 932 342	9 382 589
	Comptabilité budgétaire					
	Comptabilité générale					



BUDGET INITIAL 2023

SOMMAIRE

I.	Historique.....	7
II.	Données générales.....	10
III.	Perspectives des moyens 2023.....	12
IV.	Les conditions de l'équilibre.....	29
V.	Synthèse des éléments du budget initial 2023.....	30
VI.	Tableaux et annexes budgétaires GBCP soumis au vote du CA.....	35
VII.	Tableaux et annexes budgétaires GBCP pour information du CA.....	42
VIII.	Taux d'amortissement des immobilisations.....	51
IX.	Plan pluriannuel d'investissement (PPI).....	54
X.	Budget consolidé 2023.....	58
XI.	Récapitulatif des budgets par EB et par centre de responsabilité.....	62
XII.	Tarifs.....	78



● Synthèse des prévisions
budgétaires et comptables:
budget initial 2023



I. Historique

A. – Données générales du cadre budgétaire

L'Institut d'Études Politiques de Bordeaux (également dénommé Sciences Po Bordeaux) est régi par le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 qui en fait un établissement public d'enseignement supérieur associé (par convention) à l'université de Bordeaux.

Créé en 1948, l'IEP de Bordeaux constitue aujourd'hui, aux termes du décret n°89-902 du 18 décembre 1989 et de l'article D741-9 du code de l'éducation, un établissement public à caractère administratif (EPA). Il est membre de la Conférence des Grandes Écoles (CGE).

En tant qu'EPA, ne relevant pas encore du régime des responsabilités et compétences élargies (RCE), l'établissement est soumis à la comptabilité budgétaire mise en place par le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (dit « GBCP »). Cette réforme, applicable au 1^{er} janvier 2016, s'inscrit dans le cadre des engagements européens de la France en matière de renforcement de la gouvernance des finances publiques et de mise en place de cadres budgétaires homogènes et cohérents pour l'ensemble des administrations publiques. Elle vise aussi à mieux garantir la soutenabilité des budgets des organismes publics.

Le budget initial est présenté selon les règles définies dans l'article 175 du décret précité. Le dossier de présentation du budget comprend notamment les autorisations budgétaires, la situation patrimoniale, le tableau des opérations pluriannuelles, et le tableau de synthèse budgétaire et comptable qui donne une vision pluriannuelle des engagements pris et permet d'analyser la soutenabilité du budget.

B. - Structures financières

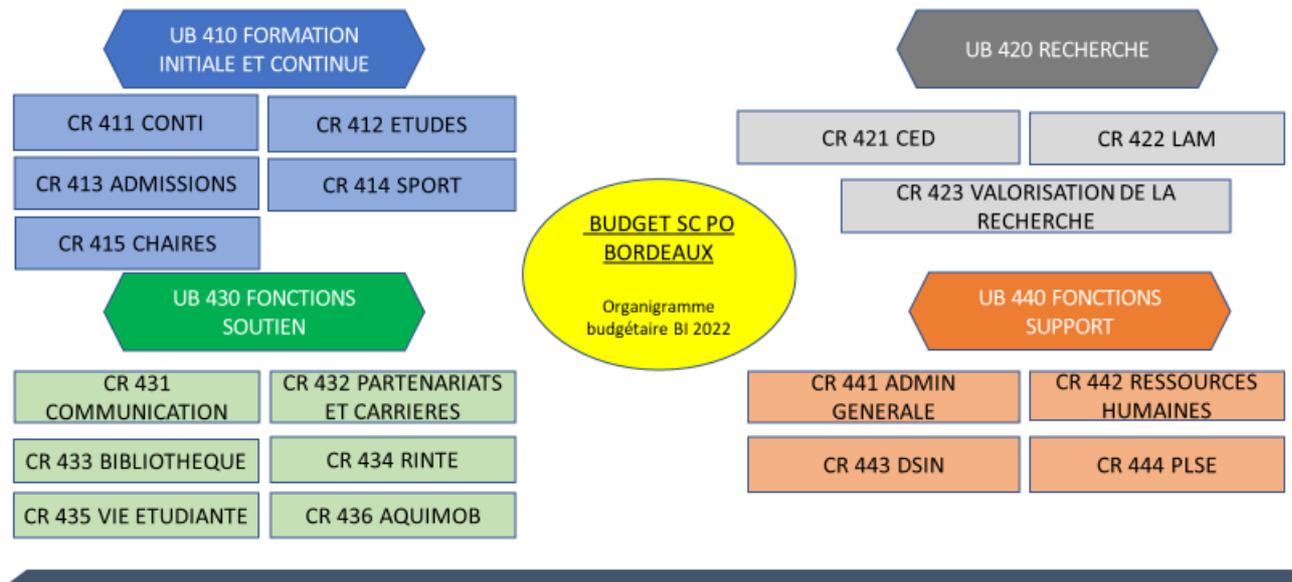
Conformément à la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) et à la délibération du CA du 17 décembre 2021, l'architecture budgétaire de Sciences Po Bordeaux est constituée de cinq unités budgétaires :

- UB 400 Financier
- UB 410 Formation Initiale et Continue
- UB 420 Recherche
- UB 430 Fonctions Soutien
- UB 440 Fonctions Support

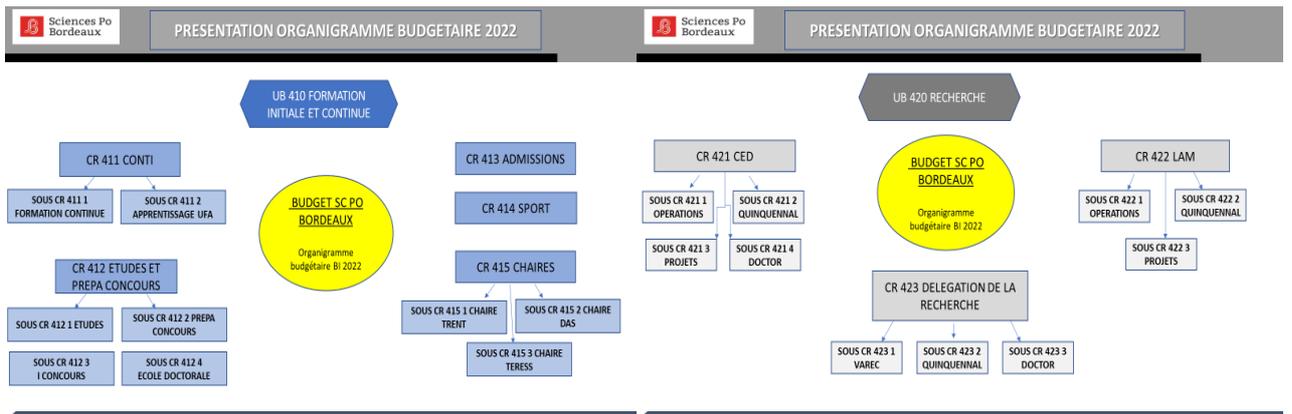
Un second niveau de détail se fait au sein de chaque Unité Budgétaire (UB), avec les centres de responsabilités (CR). Ces CR correspondent aux services de l'établissement.

Chaque CR doit élaborer son budget et est responsable de son exécution.

Sciences Po Bordeaux PRESENTATION ORGANIGRAMME BUDGETAIRE 2022



- Le dernier niveau est le sous-centre de responsabilité (SCR), présent au sein des CR.



Cette nouvelle architecture permet d'obtenir des données plus précises des dépenses au sein de l'établissement et des services. Jusqu'à présent le dernier niveau était l'enveloppe globale dédiée à un service et il n'était pas possible d'en distinguer les grandes lignes.

Cette nouvelle architecture permet d'améliorer l'exploitation analytique du budget et notamment faciliter la construction d'indicateurs de connaissance des coûts des activités en matière de formation et de recherche.

Données générales

En application de la circulaire relative à la GBCP, le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses. Il est élaboré sous l'autorité du président de l'instance délibérante. Cet acte prévisionnel répond au principe de l'annualité budgétaire, il traduit les axes politiques et stratégiques sur lesquels l'établissement a décidé d'orienter ses dépenses. Le budget voté comporte à la fois des états en autorisations budgétaires et des états prévisionnels en droits constatés. Pour rappel, la mise en œuvre du décret GBCP est effective depuis le 1^{er} janvier 2017 à Sciences Po Bordeaux.

Le budget initial 2023 se caractérise par l'augmentation du nombre de projets portés par l'établissement. Il s'élève à **10 075 759 €** en crédits de paiement et à **9 332 400 €** en encaissement soit un solde budgétaire déficitaire de **743 359 €**.

Dans notre volonté de sincérité encore plus forte, l'analyse des crédits ouverts les années précédentes et leur réalisation, nous amène, aujourd'hui, à faire une ouverture de crédits à hauteur de 80 % des besoins exprimés, dans les enveloppes de fonctionnement et d'investissement.

Ainsi, l'ensemble des dépenses sont en légère augmentation par rapport au budget rectificatif 2022, à l'exception des dépenses d'investissement.

Les dépenses de fonctionnement évoluent faiblement, avec une augmentation des dépenses de **3 %** comparées au BR2 2022.

Les dépenses d'investissement sont en nette augmentation, du fait de nouvelles programmations avec une augmentation de **48 %**.

Les dépenses de personnel connaissent également une légère hausse, notamment, en raison des projets de recherche subventionnés soit une augmentation globale de **8 %**.

Dans le cadre du suivi de ces dépenses de personnel, nous souhaitons informer qu'un dialogue de gestion s'est instauré avec notre tutelle, ce qui n'était pas le cas les années précédentes en raison de notre statut d'établissement non-RCE. Une première réunion a eu lieu le 21 novembre 2022, au cours de laquelle nous avons pu échanger sur les masses salariales des titres 2 et 3 ainsi que sur les emplois fixés à notre établissement. Cela nous a également permis de réaffirmer l'absence de création nette de postes d'enseignants depuis de nombreuses années ainsi que l'augmentation du nombre de personnels administratifs recrutés sur ressources propres afin de faire face à l'accroissement du volume d'activité de l'établissement.

En parallèle nous inscrivons une légère augmentation des recettes **116 508 €**, principalement due à une augmentation des recettes globalisées (+3%) par rapport au BR2 2022.

En effet, les recettes globalisées sont en hausse de 3% alors que les recettes fléchées affichent une baisse de 7%.

L'Institut d'Études Politiques de Bordeaux, dans le cadre de l'entretien de son patrimoine immobilier, a programmé la rénovation d'une partie du bâtiment nommée « aile 2003 », en 2020. Si le bâtiment originel de 1967 a fait l'objet de travaux de restructuration et d'extension importants, réceptionnés et livrés en 2016, l'aile de bâtiment construite en 2003 n'avait pu faire l'objet que de travaux limités et partiels lors du chantier d'extension et de rénovation. En 2020 et en 2021, l'Institut a souhaité réhabiliter cette zone, en améliorant le confort d'usage, les fonctionnalités, les performances thermiques et acoustiques, ainsi que la distribution d'air, en adéquation avec l'aspect architectural actuel du bâtiment.

Le montant global de l'opération est **1 800 000€** avec un report de **25 600€ en CP** au budget initial 2023 permettant la clôture comptable de l'opération.

Ce projet s'est concentré autour des salles de cours, des salles numériques et informatiques mais aussi de la salle du Conseil et des espaces de réception, et les locaux sanitaires et techniques. Après les phases d'études obligatoires, les travaux sont réalisés en une tranche ferme car le projet doit être considéré de manière globale, notamment sur les aspects techniques mis en œuvre (confort thermique, ventilation) et ont débuté au printemps 2021. Aucune recette prévisionnelle n'étant attendue, seules les ressources propres de l'établissement ont pu garantir la réalisation de ce projet.

Le second projet immobilier d'importance, terminé en 2022, est la Rénovation de la voirie de l'avenue Léon Duguit d'un montant global de **600 000€**.

Un autre projet d'investissement d'un montant de **435 200 €** a débuté en 2022 et se terminera en 2023 :

- La rénovation numérique des espaces d'apprentissage REACT EU (subventionné de la totalité du projet).

D'autres projets vont débiter, en phase étude, en 2023 :

- Travaux d'extension de la bibliothèque, initialement proposée dans le cadre du projet TEA TIME CPER 2021-2027 pour un montant estimé de **900 000€**. Ce projet n'ayant pas été retenu au CPER 2021-2027, le financement de l'opération pourra nécessiter la sollicitation de subventions complémentaires. La phase étude programmée pour l'année 2023 vise précisément à consolider les éléments techniques et financiers du projet dans une perspective de co-financement.
- La seconde phase des travaux d'aménagement de l'avenue Léon Duguit, pour un montant de **500 000€** sur les crédits de l'IEP.

Les autres projets d'investissement seront concentrés cette année exclusivement sur les actions prioritaires nécessaires au maintien en l'état de notre patrimoine et dans le domaine de l'informatique.

III. Perspectives des moyens 2023

A. Les perspectives en RECETTES

Les autorisations budgétaires en RECETTE du Budget initial 2023 en comparaison du BR2 2022

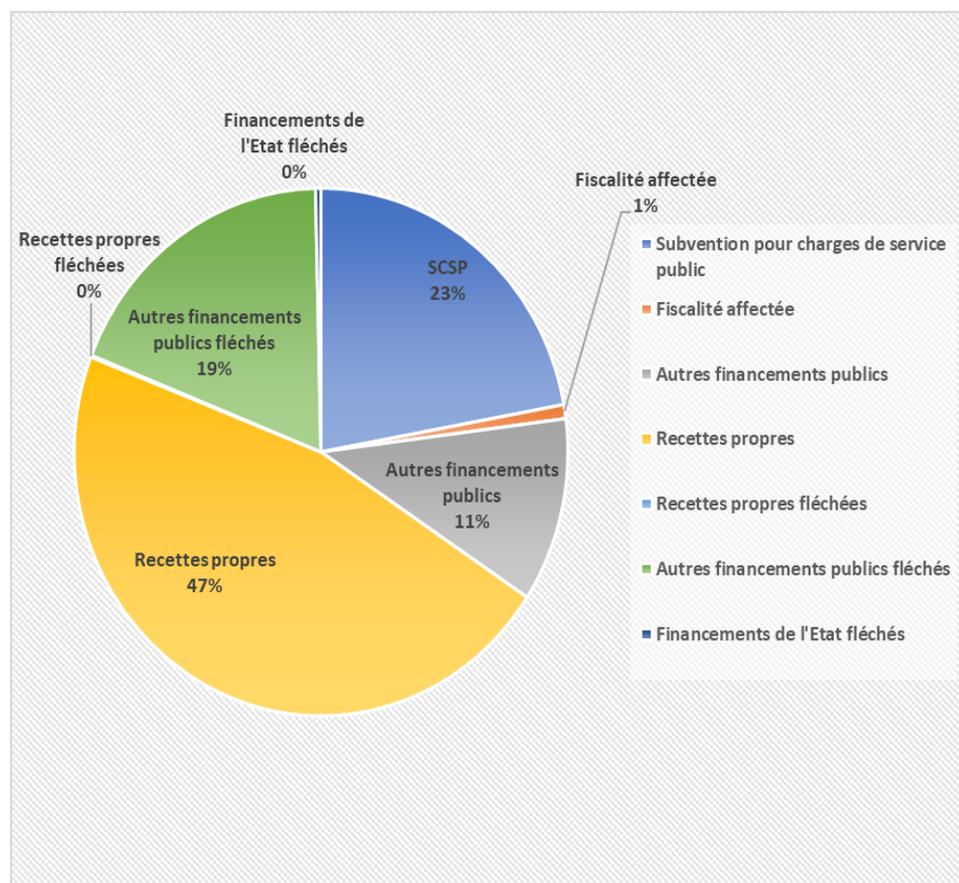
- **Prévisions des recettes : 9 332 400 € contre 9 215 892 € au BR2 2022 (1 %)**

La variation positive des recettes s'élève à 116 508 €.

Il convient de préciser que les autorisations budgétaires en recettes correspondent aux prévisions d'encaissement sur l'exercice et qu'elles sont par nature globalisées. Selon les critères définis par le conseil d'administration du 27 juin 2017 (*délibération 2017-14*), les recettes prévues en recettes fléchées correspondent à des projets de recherche et de formation financés par la Région, l'ANR, l'UE et divers partenaires publics.

- **Recettes globalisées : 7 547 397 € contre 7 306 265 € au BR2 2022 (hausse de +3%).**
- **Recettes fléchées : 1 785 003 € contre 1 909 627 € au BR2 2022 (baisse de -7%).**

Le budget initial est composé de recettes réparties selon leur nature. La répartition en % est la suivante :



La part des recettes propres est en légère diminution puisqu'elle représente 49% au budget rectificatif 2 2022 contre 47% du budget initial 2023.

L'évolution des prévisions de recettes par NATURE entre le BI 2023 et le BR2 2022

Nature Recettes	BR 1 2022	BR 2 2022	BI 2023	Variation BI/BR 2	Variation BI/BR (en %)
Subvention pour charges de service public	2 160 053 €	2 215 053 €	2 064 271 €	- 150 782 €	-7%
Autres financements de l'Etat	352 500 €	22 500 €	- €	- 22 500 €	-100%
Fiscalité affectée	75 390 €	120 962 €	79 758 €	- 41 204 €	-34%
Autres financements publics	275 428 €	433 427 €	1 055 873 €	622 446 €	144%
Recettes propres	4 676 649 €	4 514 323 €	4 347 495 €	- 166 828 €	-4%
Total Recettes globalisées	7 540 020 €	7 306 265 €	7 547 397 €	241 132 €	3%
Financements de l'Etat fléchés	115 000 €	277 000 €	33 000 €	- 244 000 €	-88%
Autres financements publics fléchés	1 648 131 €	1 488 017 €	1 742 783 €	254 766 €	17%
Recettes propres fléchées	131 465 €	144 610 €	9 220 €	- 135 390 €	-94%
Total Recettes fléchées	1 894 596 €	1 909 627 €	1 785 003 €	- 124 624 €	-7%
Total Recettes	9 434 616 €	9 215 892 €	9 332 400 €	116 508 €	1%

L'évolution des prévisions de recettes par ORIGINE entre le BI 2023 et le BR2 2022

Origine libellé	BR2 2022	BI 2023	Variation Recettes	%
Subvention pour charges de service public	2 215 053,00 €	2 064 271,00 €	- 150 782,00 €	-7%
Droits d'inscription	3 505 254,00 €	3 493 800,00 €	- 11 454,00 €	0%
Formation continue, diplômes propres et VAE	398 740,00 €	413 200,00 €	14 460,00 €	4%
Taxe d'apprentissage	55 941,00 €	56 000,00 €	59,00 €	0%
Contrats et prestations de recherche hors ANR	12 500,00 €	- €	- 12 500,00 €	-100%
ANR investissements d'avenir	16 416,85 €	- €	- 16 416,85 €	-100%
ANR hors investissements d'avenir	602 780,52 €	358 134,56 €	- 244 645,96 €	-41%
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	447 794,55 €	982 618,50 €	534 823,95 €	119%
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	71 169,20 €	806 857,75 €	735 688,55 €	1034%
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	1 082 783,03 €	672 048,11 €	- 410 734,92 €	-38%
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	68 150,00 €	6 300,00 €	- 61 850,00 €	-91%
Autres recettes	739 310,23 €	479 170,37 €	- 260 139,86 €	-35%
Total Général		9 332 400 €	116 508 €	1%

Les principales évolutions proviennent essentiellement des recettes suivantes :

a) Subvention pour charges de service public (SCSP) : - 7 %

La dotation de l'État (Subvention pour Charges de Service Public - SCSP) constitue un des éléments importants des recettes de l'établissement. Elle représente 22.12 % des produits de fonctionnement encaissables constatés en 2023. Malgré la transmission tardive de la pré-notification (24/11/2022) de cette dotation nous avons pu l'intégrer au budget. Cependant, nous avons augmenté de 62 134€ qui concerne le renouvellement de la mise à disposition d'une enseignante, non intégrée à la notification.

La somme est diminuée par rapport à l'année 2022, puisque le volet « projet » instauré dans le cadre du dialogue stratégique de gestion en 2022 n'est pas reconduit en 2023. Est annoncé pour

l'avenir le principe de contrats d'objectifs, de moyens et de performances pluriannuels, en cours d'élaboration au niveau du ministère et dont les modalités concrètes de mise en œuvre demeurent floues à ce jour.

b) Autres financements publics : + 14,4%

Dans le cadre des deux projets d'investissements de l'établissement, et notamment, dans le cadre du plan de relance européen (dispositif *Recovery Assistance for Cohésion and the Territories of Europe* (REACT EU)), la rénovation numérique des espaces d'apprentissage REACT EU, nous attendons une subvention d'un montant de 680 000€.

c) Recette de fiscalité affectée : -34%

La contribution de vie étudiante et de campus (dite CVEC) a été instituée par l'article 12 de la Loi n°2018-166 du 08/03/2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants (dite ORE).

Selon les décrets d'application et la dernière notification du CROUS de Bordeaux en date du 16/07/2021, l'IEP en est bénéficiaire à hauteur de 42 € par étudiant inscrit s'étant acquitté de la CVEC.

En 2022, le montant final recalculé s'est élevé à 63.69€ par étudiant inscrit. Ce calcul étant réévalué chaque année en cours d'exercice, notre prévision budgétaire pour l'année 2023, s'est uniquement basée sur les décrets d'application, en considérant le nombre d'étudiants assujettis à 1899.

d) Recettes fléchées : -7%

La diminution des financements de l'État fléchés s'explique par l'absence de recette pour le projet « Prépa talents » : en effet, ce dispositif était prévu pour les années 2021 et 2022, et à ce jour, nous n'avons pas d'information quant à son renouvellement. Cette diminution s'explique aussi par le calendrier de versement de subvention pour un projet de Recherche et pour la Chaire Terress.

À l'inverse, les autres financements publics fléchés augmentent, principalement en raison d'un financement dans le cadre du CPER Région 2021-2023, pour le financement du Wifi, des serveurs et des licences GED.

B. Les perspectives en DÉPENSES

Les autorisations budgétaires en DÉPENSE du Budget initial 2022 en comparaison du BR2 2022

UB	Nature	BR2 2022		BI 2023		VARIATION % DE BR2 2022 A BI 2023	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
UB 400	FCT			- €	- €		
	INV	93 661,50 €	542 686,85 €	- €	25 654,70 €	-100%	-95%
	PRS			- €	- €		
UB 410	FCT	406 704,00 €	391 744,00 €	379 253,46 €	379 253,46 €	-7%	-3%
	INV	- €	- €	- €	- €		
	PRS	539 261,37 €	539 261,37 €	537 509,77 €	537 509,77 €	0%	0%
UB 430	FCT	1 128 920,93 €	1 113 259,50 €	888 513,60 €	866 283,60 €	-21%	-22%
	INV	774,77 €	774,77 €	700,00 €	700,00 €	-10%	-10%
	PRS	98 075,98 €	98 075,98 €	102 635,00 €	102 635,00 €	5%	5%
UB 440	FCT	1 615 358,13 €	1 416 264,77 €	1 414 124,00 €	1 537 861,60 €	-12%	9%
	INV	877 164,72 €	641 026,01 €	1 345 776,60 €	1 692 713,20 €	53%	164%
	PRS	2 855 764,00 €	2 855 764,00 €	3 057 364,00 €	3 057 364,00 €	7%	7%
TOTAL UB 400 - 410 - 430 - 440		7 615 685,40 €	7 598 857,25 €	7 725 876,43 €	8 199 975,33 €	1%	8%
UB 420	FCT	673 407,59 €	702 576,72 €	932 911,93 €	954 176,05 €	39%	36%
	INV	29 666,36 €	29 666,36 €	72 128,17 €	72 128,17 €	143%	143%
	PRS	731 797,48 €	731 797,48 €	849 479,45 €	849 479,45 €	16%	16%
TOTAL UB 420		1 434 871,43 €	1 464 040,56 €	1 854 519,55 €	1 875 783,67 €	29%	28%
Etablissement	FCT	3 824 390,65 €	3 623 844,99 €	3 614 802,99 €	3 737 574,71 €	-5%	3%
	INV	1 001 267,35 €	1 214 153,99 €	1 418 604,77 €	1 791 196,07 €	42%	48%
	PRS	4 224 898,83 €	4 224 898,83 €	4 546 988,22 €	4 546 988,22 €	8%	8%
TOTAL ETABLISSEMENT		9 050 556,83 €	9 062 897,81 €	9 580 395,98 €	10 075 759,00 €	6%	11%

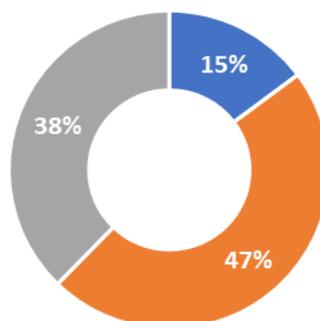
- **Prévisions des dépenses en AE : 9 580 396 € contre 9 050 557 € au BR2 2022 (+6 %)**
- **Prévisions des dépenses en CP : 10 075 759 € contre 9 062 898 € au BR2 2022 (+11%)**

Ces autorisations budgétaires se décomposent de la manière suivante :

- En **Personnel** : 4 546 988 € (AE=CP)
- En **Fonctionnement** : 3 614 803 € en AE et 3 737 575 € en CP
- En **Investissement** : 1 418 605 € en AE et 1 791 196 € en CP

Répartition des dépenses selon les enveloppes (en AE)

■ INVESTISSEMENT ■ PERSONNEL ■ FONCTIONNEMENT



L'évolution des prévisions de dépenses par DESTINATION

Destination libellé		BR2 2022		BI 2023		VARIATION DEPENSES	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
D102	Formation initiale et continue de niveau Master	4 099 397,00 €	4 112 367,00 €	3 536 264,00 €	3 560 514,00 €	-14%	-13%
D103	Formation initiale et continue de niveau Doctorat	18 000,00 €	18 000,00 €	- €	- €	-100%	-100%
D105	Bibliothèques et documentation	261 683,00 €	261 683,00 €	272 746,00 €	272 746,00 €	4%	4%
D111	ANR	331 050,35 €	331 050,35 €	642 121,59 €	642 121,59 €	94%	94%
	Nouv. action	220 533,24 €	236 783,39 €	314 151,02 €	320 457,29 €	42%	35%
	REGION	252 975,25 €	262 772,72 €	198 472,29 €	198 214,82 €	-22%	-25%
	Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	686 712,59 €	689 831,10 €	810 279,65 €	825 494,97 €	18%	20%
D114	Immobilier	1 233 260,00 €	1 525 626,00 €	1 867 997,00 €	2 010 175,00 €	51%	32%
D115	Pilotage et support	1 371 650,00 €	1 094 352,00 €	1 424 795,00 €	1 758 696,00 €	4%	61%
D201	Aides directes aux étudiants	373 956,00 €	322 508,00 €	248 270,00 €	222 040,00 €	-34%	-31%
D203	Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	201 340,00 €	207 922,00 €	265 300,00 €	265 300,00 €	32%	28%
Total général		9 050 557,43 €	9 062 895,56 €	9 580 396,55 €	10 075 759,67 €	6%	11%

L'évolution des prévisions de dépenses par Destination, nous permet de constater que la variation des dépenses est importante sur l'immobilier et le pilotage, qui correspondent aux importants projets d'investissements et les dépenses de fluides (+ 1 106 000€).

Une augmentation de 466 000€ des dépenses de la Recherche.

Et une diminution des prévisions de dépenses sur les autres destinations, en raison du choix d'ouverture de crédits à 80%.

a) Politique d'emplois et autorisations budgétaires : PERSONNEL : 4 546 988 € contre 4224 899 € au BR2 2022 (+ 322 089 €) AE=CP

Le rehaussement de notre plafond d'emploi en 2021 de 43 à 48 ETPT, nous a permis de satisfaire les recrutements indispensables à notre fonctionnement en 2021. La croissance de 23% des effectifs étudiants entre la rentrée 2016 et la rentrée 2021, a impacté tout naturellement la croissance des activités de l'établissement qui se poursuivent et de nouveaux services aux usagers se développant (sans création concomitante de postes de titulaires), le plafond a été atteint en cours d'année 2022. Ainsi, notre Ministère de tutelle a répondu favorablement à notre demande complémentaire de réhausse de plafond en nous notifiant un plafond à 56 ETPT.

Le relèvement de notre plafond d'emplois par le ministère nous permet de procéder à un certain nombre de recrutements sans crainte de dépassement.

- un ETP dédié à la modernisation du système d'information de scolarité (migration vers PEGASE)
- un ETP dédié au renfort de la Documentation (en attente d'une éventuelle compensation d'un agent en décharge syndicale)
- un ETP dédié à la valorisation de la formation et de la recherche en matière de développement durable et d'ESS

- un ½ ETP dédié aux Relations Internationales
- un ETP en renfort auprès de la Direction de la Recherche.

Ces nouveaux postes n'impliquent cependant pas un relèvement immédiat de notre consommation d'emplois au titre du BI 2023.

Dans le courant de l'année plusieurs supports de l'État, provisoirement vacants, seront mobilisés pour rémunérer des agents contractuels. A l'occasion de notre dialogue de gestion avec notre tutelle, la DGESIP nous a en effet fortement incité à consommer la totalité de notre plafond État, ce que nous allons entreprendre systématiquement en 2023.

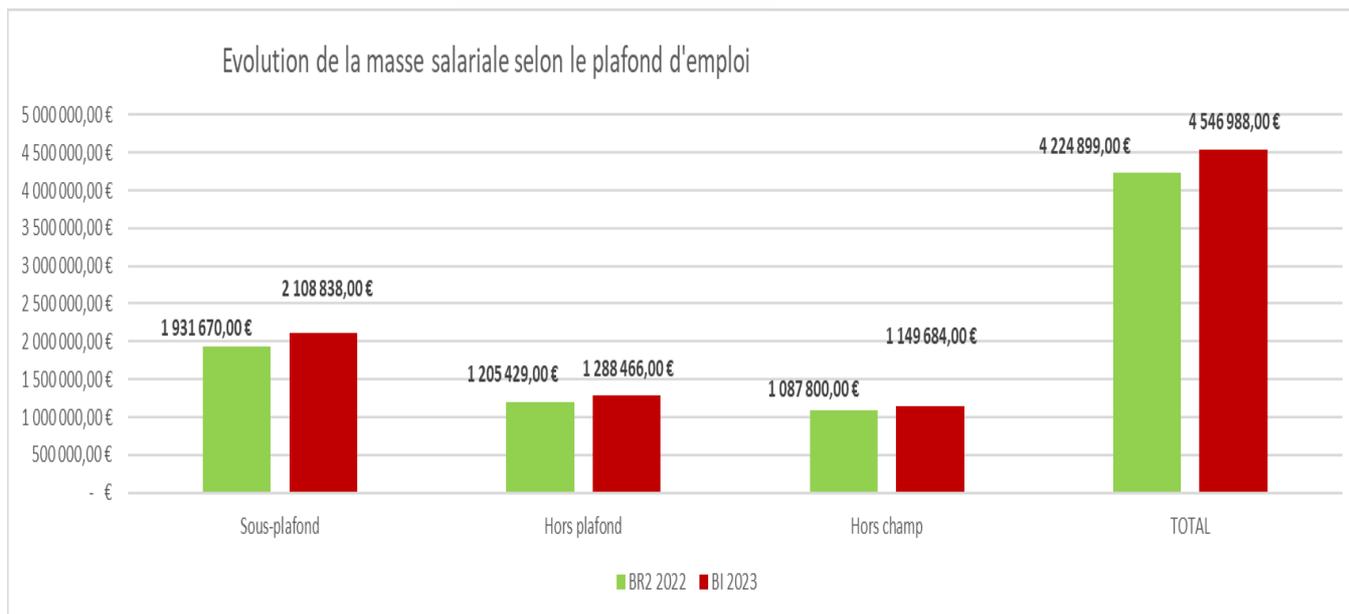
En conséquence, à date, nous envisageons une stabilisation de la consommation de nos emplois sous plafond 'établissement' en 2023 par rapport à 2022.

Dans le cadre du dialogue de gestion qui s'instaure progressivement avec la DGESIP, l'établissement rappelle que la forte augmentation de ses activités ces dernières années, l'accueil d'étudiants en nombre croissant et le renforcement des services aux étudiants notamment, se sont opérés pour l'essentiel, en termes RH, sur les ressources propres de l'institut, induisant une augmentation sensible du nombre d'agents contractuels. De fait, la dernière création nette d'un emploi titulaire de BIATSS au bénéfice de l'IEP remonte à 2017 dans le cadre des emplois dits « Fioraso ». Pour ce qui est des emplois d'enseignants-chercheurs, le « stock » d'emploi n'a pas non plus augmenté ces dernières années, les seules « créations » de postes depuis plus de 10 ans relevant *de facto* de la politique de transformations des postes de chercheurs FNSP en postes d'enseignants-chercheurs MESR, mais pas de créations nettes d'emplois nouveaux de titulaires.

Enfin, la politique d'emploi s'inscrit dans le respect des principes de la Charte SAGE pour l'égalité et la diversité et du plan d'action pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes voté, en 2021, par le Conseil d'Administration de Sciences Po Bordeaux.

- Les dépenses de personnel se décomposent en autorisations d'emplois, selon la répartition ci-dessous :

	BR2 2022	BI 2023	VARIATION	
Sous-plafond	1 931 670,00 €	2 108 838,00 €	177 168,00 €	9,17%
Hors plafond	1 205 429,00 €	1 288 466,00 €	83 037,00 €	6,89%
Hors champ	1 087 800,00 €	1 149 684,00 €	61 884,00 €	5,69%
TOTAL	4 224 899,00 €	4 546 988,00 €	322 089,00 €	7,62%



➤ **SOUS PLAFOND : + 9.17%**

Notre plafond d'emplois autorisé est passé de 48 à 56 ETPT au 01 janvier 2023. En effet, par courrier du 23 octobre 2022, la Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et de l'Insertion Professionnelle nous informait de la prise en compte de la demande de rehaussement de notre plafond d'emploi à 55 ETPT afin d'accompagner le développement de notre établissement au 01 septembre 2022, et la pré-notification de SCSP 2023 qui nous a été adressée le 24/11 porte ce plafond *in fine* à 56 ETPT.

Le rehaussement a fait l'objet d'un vote au BR2 2022, proratisé du 01/09/22 au 31/12/22.

Pour information, en 2020, ce plafond avait été réhaussé de 2 ETPT suite à la dissolution de la COMUE et à l'intégration au sein de notre établissement de deux postes liés à la gestion de la mobilité étudiante (AquiMob).

➤ **HORS PLAFOND : + 6.89%**

La consommation d'emplois sur le hors plafond est passée de 21 ETPT au BR2 2021 à 30 ETPT au BI 2023.

Cette augmentation s'explique par le cycle de vie des projets de Recherche subventionnés nécessitant le recrutement de doctorants et post doctorants.

➤ **HORS CHAMP : + 5.69%**

Le niveau des dépenses en « Hors champ » confirme une reprise totale d'activité puisque son niveau atteint le niveau des dépenses prévues au BI 2020.

Hors Champ	BR2 2022	BI 2023
Cours complémentaires HETD	530 000,00 €	547 275,00 €
Vacataires APS	64 000,00 €	61 582,50 €
Corrections copies concours entrée (tarif/copie)	50 000,00 €	50 000,00 €
Participations aux examens et oraux	103 000,00 €	107 122,50 €
Professeurs invités	45 700,00 €	58 200,00 €
Primes enseignants (RIPEC3)	55 000,00 €	55 000,00 €
Primes enseignants (RIPEC2 /PRP- PCA)		55 000,00 €
RAFP	25 000,00 €	25 000,00 €
Surveillance médicale	10 000,00 €	16 000,00 €
Aide Crous Repas Personnel	1 000,00 €	1 000,00 €
Vacation diverses (jury itrf)	4 500,00 €	500,00 €
Surveillances concours d'entrée + Surveillances d'examens scolarité	60 000,00 €	70 004,00 €
Mobilisation etudiantes concours	20 000,00 €	20 000,00 €
Mobilisation etudiantes entrepreneuriat		1 000,00 €
Diverses vacances sur soutien organisationnel Erasmus+ (FLE)	7 000,00 €	7 000,00 €
Rémunération intervenants	75 000,00 €	75 000,00 €
PEDR + PRES	37 600,00 €	- €
TOTAL	1 087 800,00 €	1 149 684,00 €

- Les dépenses de personnel sont réparties selon les UB, de la manière suivante :

	BR2 2022	BI 2023	Variation
Dépenses de Personnel	AE=CP	AE=CP	AE=CP
UB 400		- €	
UB 410	539 261,37 €	537 509,77 €	0%
UB 430	98 075,98 €	102 635,00 €	5%
UB 440	2 855 764,00 €	3 057 364,00 €	7%
Total UB 400-410-430-440	3 493 101,35 €	3 697 508,77 €	6%
UB 420	731 797,48 €	849 479,45 €	16%
Total Général	4 224 898,83 €	4 546 988,22 €	8%

Nous pouvons constater que la hausse la plus importante, par rapport au BR2, provient de la Recherche, avec une déprogrammation et reprogrammation selon les avancées des projets.

b) En autorisations budgétaires : FONCTIONNEMENT : 3 737 575 € en CP contre 3 623 845 € au BR2 2022 (+ 113 730 €)

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à :

- En AE BR2 2022 : 3 824 391 € | BI 2023 : 3 614 803 € soit - 5%
- En CP BR2 2022 : 3 623 845 € | BI 2023 : 3 737 575 € soit + 3%

Répartis de la façon suivante entre les UB 400, 410, 420, 430 et 440 :

Dépenses de Fonctionnement	BR2 2022		BI 2023		VARIATION	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
UB 400						
UB 410	406 704,00 €	391 744,00 €	379 253,46 €	379 253,46 €	-7%	-3%
UB 430	1 128 920,93 €	1 113 259,50 €	888 513,60 €	866 283,60 €	-21%	-22%
UB 440	1 615 358,13 €	1 416 264,77 €	1 414 124,00 €	1 537 861,60 €	-12%	9%
Total UB 400-410-430-440	3 150 983,06 €	2 921 268,27 €	2 681 891,06 €	2 783 398,66 €	-15%	-5%
UB 420	673 407,59 €	702 576,72 €	932 911,93 €	954 176,05 €	39%	36%
Total Général	3 824 390,65 €	3 623 844,99 €	3 614 802,99 €	3 737 574,71 €	-5%	3%

Les crédits de fonctionnement ouverts enregistrent une faible augmentation (+3%). Cette faible augmentation s'explique par une ouverture des crédits à 80% des besoins exprimés, comme expliqué en préambule.

L'UB 430 enregistre la plus importante diminution, en raison notamment de la baisse des effectifs BALAFON et d'une diminution des crédits CVEC ouverts en 2023, selon le budget validé en commission. Les crédits restants étant positionnés sur l'année 2024.

Les dépenses liées à la Recherche étant majoritairement liées à des opérations, les crédits ont été ouverts et reprogrammés à 100%, ce qui explique la hausse de 36%.

Nous souhaitons préciser que nous avons intégré une prévision de hausse significative (34%) des dépenses de fluides, par rapport au prévisionnel de l'année passée qui avait été déjà augmenté de 50%. Une enveloppe de 130 000€ (électricité et gaz) était prévue au BI 2022, augmentée de 65 000€ au Br1 2022. Pour le Bi 2023, l'enveloppe prévue pour ces mêmes dépenses est de 261 900€.

Un réajustement au réel sera effectué au prochain budget rectificatif 2023, si nécessaire.

La ligne budgétaire ouverte en 2022 pour toutes les questions environnementales est maintenue.

ZOOM SUR LES AIDES A LA VIE ETUDIANTE

L'IEP s'inscrit dans une démarche d'ouverture sociale au sein de son établissement qui porte ses fruits, puisque le taux d'étudiants boursiers en 1^{ère} année en cursus général est passé de 20% à la rentrée 2016 à plus de 34 % à la rentrée 2022.

Avec la réorganisation de l'architecture budgétaire, les dépenses liées au service sport ne sont plus suivies au sein de la vie étudiante mais sur un CR à part, le 414, pour un montant de 71 600 € (ce qui représente 80% des besoins exprimés).

Ainsi le CR (Centre de responsabilité) VIE ETUDIANTE regroupe l'ensemble des aides attribuées (Associations et Fonds pour la diversité sociale et territoriale, les crédits CVEC et les Cordées de la Réussite).

Il est à noter que les bourses Mobilités « reste du monde » du FAIRE étant gérées par le service des relations internationales, sont identifiés dans le sous CR 434 2 Aides Mobilité Internationale.

CR (Centre de Responsabilité) 435 - VIE ÉTUDIANTE :

- En AE : BI 2023 : 400 558 | BR2 2022 : 433 406 €
- En CP : BI 2023 : 404 808 € | BR2 2022 : 445 526 €

Sous- CR 435-1 : SOUTIEN A LA VIE ÉTUDIANTE

La vie associative à Sciences Po Bordeaux est diversifiée et très dynamique. Plus d'une cinquantaine d'associations, animées par des étudiants, rythment la vie sociale et culturelle de l'Institut tout au long de l'année. Après une remise à plat des règles de justifications financières de l'utilisation des subventions allouées, l'établissement souhaite maintenir son soutien et accompagner les initiatives étudiantes.

La dotation prévue au budget initial 2023 pour les subventions aux associations est augmentée à hauteur de 27 800 €, contre 25 892€ en 2022. Elle est répartie de la manière suivante :

- BDE : 4 000 €
- BDA : 4 000 €
- ERASMIX : 2 000 €
- BDM (Bureau des Médias) : 1 000 €

- Autres associations : 26 800 € (Dont 800€ pour Ausone Conseil, 1 500€ pour les JIIEP et 1 500€ pour Mirabeau)

Sous- CR 435-2 : FONDS POUR LA DIVERSITE SOCIALE ET TERRITORIALE

Sciences Po Bordeaux a mis en place depuis 2005 une politique d'ouverture sociale qui est devenue un de ses axes stratégiques. La volonté de renforcer cette politique d'une part et la nécessité de bien accompagner les étudiants concernés tout au long de leur scolarité d'autre part, entraîne des besoins nouveaux de financement.

Une des priorités pour l'année 2023 est de continuer à pourvoir le fonds social (FAIRE) qui permet depuis l'année 2019 d'accompagner tant l'évolution quantitative des effectifs étudiants que la **diversification** de ces derniers (programme JPPJV, programme Balafon, fonds de mobilité internationale, fonds d'aide d'urgence géré par le CROUS...).

C'est ainsi qu'au BI 2023 est inscrite une enveloppe prévisionnelle au titre d'un fonds pour la diversité sociale de **415 428 €** dont 171 900 € de bourses de mobilité étudiante. Ce fonds social sera financé par des contributions émanant de partenaires publics et privés (Rectorats de Bordeaux, Limoges et Poitiers, Ville de Bordeaux, dons...) et des ressources propres de l'établissement.

La prévision de crédits pour ce poste sur les dépenses de fonctionnement – ne sont pas incluses les opérations en compte de tiers – se décomposent essentiellement comme suit :

- Le dispositif « BALAFON » : Les bourses de mobilité en stage cette année s'élèvent à 34 000 € contre 57 000 € au BR2 2022. Pour rappel, ce dispositif a été créé en 2016 par Sciences Po Bordeaux en partenariat avec la Ville de Bordeaux permet d'accueillir des étudiants issus des pays du Sud, notamment africains, par l'intermédiaire d'attribution de bourses. Ce dispositif a été lancé de manière progressive avec l'objectif d'accueillir chaque année entre 2 et 3 étudiants africains, c'est-à-dire entre 10 et 15 étudiants au bout de cinq ans.
En septembre 2022, nous accompagnons 7 élèves : 2 en troisième année, 2 en quatrième année et 3 en cinquième année. Ce nombre passera à 4 en septembre 2023.
- Un fonds de solidarité spécifique à hauteur de 171 900 € au titre de la mobilité étudiante internationale. En raison de la baisse de subvention perçue au travers du programme Erasmus+, et afin de garantir une aide compensatoire aux étudiants, cette enveloppe initialement de 115 000€ a été réhaussée de 56 900€.
- Un Fonds d'Aide à l'Insertion et à la Réussite des Élèves (FAIRE) : 81 000 €. Ce fonds a pour objectif de financer un certain nombre d'aides (aide pour un stage ; aide d'urgence ; aide à l'entrepreneuriat ; aide à l'équipement et l'accompagnement de personnes handicapées ainsi que l'aide de vie aux étudiants de nationalité étrangère) permettant d'offrir une plus grande égalité des chances entre tous les élèves de l'établissement.

La somme allouée au FAIRE est augmentée de 10 000€ en 2023.

- Utilisation annuelle de la plateforme logements/étudiants *Studapart* pour 3 600 €.
- Le programme des cordées de la réussite, réparties et suivies sous trois opérations distinctes : JPPJV (Je le Peux Parce que Je le Veux), les cordées de la réussite pour l'Académie de Limoges et pour l'Académie de Poitiers, pour un montant global de 189 788€.

AUTRES OPÉRATIONS (Financées par la CVEC)

La programmation de l'utilisation de recettes issues de la CVEC pour l'année 2022-2023 a été approuvée lors du conseil d'administration du 10 novembre 2022. Techniquement, la logique de pilotage portée par le décret GBCP induit la mise en place d'une programmation budgétaire et de son actualisation par laquelle sont planifiés les moyens nécessaires à la réalisation de l'activité de l'établissement. Une opération pluriannuelle a donc été mise en place pour suivre l'ensemble des dépenses, s'élevant à 83 100 € pour le budget initial 2023.

BUDGET PREVISIONNEL CVEC 2022-20223	
Intitulé de l'action	Budget 2023
Prévision notification CVEC (1841 étu à 42€)	83 100,00 €
Santé	38 900,00 €
Participation à l'Espace Santé Étudiants	20 000,00 €
Prévention lutte contre les VSS	6 400,00 €
Mise à disposition de protections périodiques	2 000,00 €
Rémunération Étudiants Relais Santé	5 500,00 €
Proposition protection lavable	5 000 €
Sport	10 600,00 €
Formation premiers secours	3 000,00 €
Action inter-campus	600,00 €
Participation licences FFSU	6 000,00 €
Subvention frais sport	1 000,00 €
Culture	17 000,00 €
Artefact	17 000,00 €
Vie étudiante et associative	16 600,00 €
Formation asso	600,00 €
Appel à projets CVEC	16 000,00 €
TOTAL	83 100,00 €

c) En autorisations budgétaires INVESTISSEMENT :

- En AE BR2 2022 : 1 001 267 € | BI 2023 : 1 418 605 € soit +42 %
- En CP BR2 2022 : 1 214 154 € | BI 2023 : 1 791 196 € soit +48 %

En 2023, les dépenses d'investissement inscrites au budget initial sont en augmentation (+ 577 042 € en AE) par rapport au budget rectificatif 2 2022.

Dépenses d'Investissement	BR2 2022		BI 2023		Variation	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
UB 400	93 661,50 €	542 686,85 €	- €	25 654,70 €	-100%	-95%
UB 410	- €	- €	- €	- €		
UB 430	774,77 €	774,77 €	700,00 €	700,00 €	-10%	-10%
UB 440	877 164,72 €	641 026,01 €	1 345 776,60 €	1 692 713,20 €	53%	164%
Total UB 400-410-430-440	971 600,99 €	1 184 487,63 €	1 346 476,60 €	1 719 067,90 €	39%	45%
UB 420	29 666,36 €	29 666,36 €	72 128,17 €	72 128,17 €	143%	143%
Total Général	1 001 267,35 €	1 214 153,99 €	1 418 604,77 €	1 791 196,07 €	42%	48%

Sciences Po Bordeaux a pour objectif de poursuivre sa politique de rénovation des espaces non concernés par les travaux de reconstruction livrés en 2016. Le Programme Pluriannuel d'Investissements (PPI) élaboré en 2019 et régulièrement actualisé permet aujourd'hui d'instruire toutes les opérations pluriannuelles conformément à la réglementation et d'actualiser la programmation de crédits de paiement.

En effet, les travaux de restructuration et de rénovation de l'aile « 2003 », se sont terminés en 2022, des crédits sont repositionnés sur l'UB 400 pour solde comptable.

L'enveloppe inscrite au 440 d'un montant de **1 692 713€** représente les opérations suivantes :

- **917 000€ concernent les opérations du pôle Patrimoine, Logistique, Sécurité, Environnement :**
 - Réparation des portes défectueuses : 100 000€
 - Seconde phase d'aménagement de l'avenue Léon Duguit : 500 000€
 - Travaux d'extension de la bibliothèque dans le cadre du projet TEA TIME CPER pour un montant estimé de 900 000€ et une possible subvention pour partie de l'enveloppe, une enveloppe de 50 000€ a été prévue pour l'amorçage du projet.
 - Gestion des eaux pluviales : 20 000€
 - Aménagement du parking souterrain : 100 000€

Ainsi que d'autres opérations d'investissement listées dans le plan pluriannuel d'investissement de l'établissement.

- **526 100€ concerne des projets liés à la DSIN :**
 - 68 000€ pour les licences serveur
 - 21 200€ pour du matériel informatique
 - 58 400€ pour la vidéo
 - 400 000€ pour les projets : Cluster VPN, Cœur de réseau, GED, Sonde sécurisée, Sonorisation de l'atrium, Stockage Serveur.

Il faut également noter une augmentation de cette enveloppe pour la Recherche, liée à l'activité soutenue de nos deux laboratoires.

ZOOM SUR LA RECHERCHE

LES ACTIVITÉS DE RECHERCHE

BR2 2022 1 423 933.10 € en AE | 1 453 102.23 € en CP
BI 2023 1 854 519.55 € en AE | 1 875 783.67 € en CP

La recherche est conduite à Sciences Po Bordeaux essentiellement au sein des deux laboratoires, le Centre Émile Durkheim – Science politique et sociologie comparatives [UMR 5116 CNRS] et LAM – Les Afriques dans le Monde [UMR 5115 CNRS].

Les activités de la recherche sont financées sur la subvention quinquennale et sur contrats. Sciences Po Bordeaux a mis en place plusieurs instruments budgétaires pour favoriser le développement d'une recherche d'excellence.

- L'institut attribue annuellement une enveloppe à chacun des deux laboratoires (45 K€) que chaque centre mobilise en fonction de ses objectifs propres.
- L'établissement prend également en charge une grande partie des frais de documentation (58 K€) des centres. Ce fonds permet d'aider les chercheur·e·s et enseignant·e·s-chercheur·e·s dans leurs travaux de recherche et d'abonder la bibliothèque de recherche de Sciences Po Bordeaux.
- Enfin, l'IEP s'est dotée d'un système de soutien à la recherche, le « BQR [Bonus Qualité Recherche] » de 45 K€. Cet outil permet de développer le rayonnement scientifique de notre recherche notamment en accompagnant sa diffusion et son internationalisation. Le Conseil Scientifique peut ainsi subventionner les participations aux colloques d'envergure de la discipline, l'organisation de colloques sur place, l'appui aux porteurs de projets de recherche originaux susceptibles de candidater par la suite aux appels à projets nationaux et internationaux (l'aide à la traduction ou à la réécriture de recherches dans les revues internationales ou le soutien à la publication d'ouvrages scientifiques de premier plan).
- Les succès de plusieurs projets ANR en 2020, 2021 et 2022 ont abouti à un préciput particulièrement conséquent (230 897 €). Ce fond permet de contribuer à la mise en place de projets d'envergure tels que l'infrastructure nécessaire à des traitements de données « *Big Data* », la formation de chercheur·e·s et doctorant·e·s à la création de films de recherche et de soutenir des actions ponctuelles telles que la formation à la recherche dans le cadre de l'apprentissage et le soutien en personnel dont le tuilage du poste de responsable communication LAM.
- Le soutien à la recherche passe aussi, par la mise à disposition de locaux et le soutien des services supports de l'IEP. Par ailleurs, l'IEP soutient encore cette année les ATER et/ou docteur·e·s à hauteur de 2 000€ pour leur permettre de participer à des colloques nationaux et internationaux.

À ceci s'ajoute le financement du « quinquennal » CNRS de l'ordre de 55 K€ pour le LAM et de 63 K€ pour le CED (base 2022). Les financements sur subventions quinquennales couvrent le fonctionnement courant des unités, l'organisation des thèses et des missions, dont une part significative est réservée aux doctorant·e·s. LAM est également soutenu par ses autres tutelles,

L'université Bordeaux Montaigne (11 948€), l'IRD (15 000€), et l'Université de Bordeaux (13 682€). La composante Université de Bordeaux du CED recevra par ailleurs 45 123€.

En matière budgétaire, une large part des fonds de la recherche provient de l'obtention de contrats. Cette somme représente en moyenne 1.1 M€ à l'échelle des deux laboratoires. En sciences sociales, certaines recherches nécessitent un soutien budgétaire léger (frais de terrain, de retranscription), mais d'autres s'appuient sur des opérations plus coûteuses, notamment quand il s'agit de commanditer des enquêtes quantitatives ou de mobiliser des équipes d'enquêteurs sur des terrains. Les équipes de recherche de Sciences Po Bordeaux partagent désormais cette culture des appels à projets. On comptait 33 projets en cours en 2011-2015, en 2016-2020 ce ne sont pas moins de 101 projets qui ont été lancés. Quand leurs projets sont retenus les porteurs de projets obtiennent des financements annuels ou pluriannuels. Les financements accordés sont très majoritairement publics (ANR, Conseil régional, UE...). Ces projets confirment la diversité et la richesse des recherches menées dans notre établissement. Cette culture du contrat est favorisée mais ne se fait pas au détriment d'autres manières de faire de la recherche : d'ailleurs les accès au BQR ou au Préciput sont ouverts à tous les membres de communauté scientifique de Sciences Po Bordeaux.

Contrat Région Nouvelle Aquitaine

En 2023, les contrats suivants se poursuivent :

- *INEGAPOL - Inégalités et conception du système politique. Comprendre le décalage entre élus et citoyens* (Camille Bedock)
- *ETPAF [Enquête sur la transmission précoce des appartenances au sein de la famille]* (Sophie Duchesne)
- *La mort comme « problème public » ? fragmentation sectorielle et territoriale de la gestion de la mort en France* (Andy Smith)
- *CITADAF [Citoyennetés actives des diasporas africaines en France]* (Etienne Smith)
- *POSEIDONIS [Positivisation du droit et des normes en contexte islamique]* (Baudouin Dupret)

Plusieurs projets Région ont été acceptés en 2022 et vont débiter :

- *Vigilance citoyenne & intelligence artificielle* (Anthony Amicelle, CED) cofinancé par la Mission justice
- *Expériences et perceptions enfantines de la pandémie de Covid-19* (Gilles Pinson, CED)

Un projet pluriannuel va être soumis par les chercheur.e.s lors de l'A.A.P. 2023 :

- *Les élus en quête de l'opinion publique : L'utilisation et la perception de l'opinion publique par les élus nationaux, régionaux et locaux* ». (Tinette Schnatterer CED)

Agence Nationale de la Recherche

En 2023, les contrats suivants se poursuivent :

- ANR-2021 - *UNEQUALCITIZEN* (Camille Bedock)
- ANR-2021 - *ECOINDUS* (Sébastien Chailleux)
- ANR-2021 - *GLOBALSMOD* (Renaud Hourcade)
- ANR-2020 - *Les Gilets Jaunes* (Magali Della Sudda)
- ANR-2019 – *PolAsie — Participation politique des immigrants d’origine asiatique* (V. Tiberj)
- ANR-2019 – *Ceremoniac — Eco.cérémonielle Asie centrale* (C. Dufy)
- ANR-2019 – *CosPo — Opinion publique sondagière France-All* (T. Schnatterer)
- ANR-2020 - *ELIPS [Equality in Personal Statuses]* (Baudouin Dupret)
- ANR-2021 – *OSMOSE [Vers un réseau d’observation socio-sismologique multi-acteur pour la réduction du risque sismique en Haïti]* (Alice Corbet)

Projets européens, IdEx et Projets divers financés :

Le projet Erasmus + *POWERst – emPOWERing first generation STudents* (Vincent Tiberj) se poursuit.

Parmi les autres projets qui vont commencer ou qui se poursuivront en 2023 :

- *Observatoire de la démocratie permanente* financée par la Ville de Bordeaux sous la responsabilité de Vincent Tiberj
- *SingleMarkets - The Politics of European and American Single-Markets Governance*, une étude dirigée par Andy Smith, financée par the Research Council of Norway et coordonnée par l’Université d’Oslo.
- *PECAPLO - Prioriser l’enjeu climatique dans l’action publique locale : une comparaison inter-régionale de l’appropriation des PCAET [Plan Climat Air-Énergie Territorial]*, financée par l’ADEME et dirigée par Andy Smith.
- *FRACTALES - Fabrication et Territoires. Relocalisation et Ecologisation des activités* financées par l’ADEME et dirigée par Xabier Itçaina.
- *AFICAM (Appui à la formation initiale et continue de l’administration malienne)* projet soutenu par l’Ambassade française au Mali, porté par Céline Thiriot.
- *Normes sociales à l’épreuve des mesures de riposte contre l’épidémie du COVID-19 : étude socio-anthropologique du vécu quotidien des populations de Bobo-Dioulasso, Burkina Faso*, projet financé par l’ANRS Covid, sous la responsabilité de Marc-Eric Gruénais. (Contrat hébergé)
- *De-marginalising frontier communities in West Africa: action research, local knowledge, and resilience against natural disasters and ecological stress*, ESRC co-porté par Elara Bertho.
- *Les micros et petites entreprises de l’informel sénégalais face à la Covid-19 (MPEIS-COV)*, financé par Orange et porté par Jean-Philippe Berrou
- *Le benchmark des indicateurs et outils de suivi des politiques migratoires*, financé par Expertise France et coordonné par Etienne Smith

Par ailleurs, des co-financements sont venus compléter les budgets des projets lauréats A.A.P. Région 2020 et 2022 :

- *Vigilance citoyenne & intelligence artificielle (Anthony Amicelle, CED) cofinancement par la Mission justice (2022)*
- *ETPAF [Enquête sur la transmission précoce des appartenances au sein de la famille], (Sophie Duchesne, CED) financement complémentaire du Ministère de la Culture (2020).*

Enfin, l'IEP a obtenu en 2022 un financement de 22 000 euros pour la mise en œuvre du projet Media SHS visant à dynamiser la médiation scientifique en SHS à Sciences Po Bordeaux ; les actions mises en place (formations à destination des personnels soutien à la recherche, des chercheurs et enseignants chercheurs et doctorants ; achat de matériel audiovisuel pour la captation et diffusion des actions de valorisation de la recherche) s'échelonnent sur le second semestre 2022 et le premier semestre 2023.

IV. Les conditions de l'équilibre

En application du décret GBCP, l'équilibre du budget est apprécié :

- Sur la base du compte de résultat prévisionnel et du tableau de financement (tableau 6);
- Et sur le tableau d'équilibre financier (tableau 4).

La trésorerie devient un critère d'appréciation de la soutenabilité budgétaire.

A. Tableau 4 - le tableau d'équilibre financier

Le tableau d'équilibre financier permet de déterminer la variation de trésorerie sur l'exercice qui résulte, d'une part, du solde budgétaire découlant des prévisions d'encaissements de recettes (recettes globalisées et fléchées) et des dépenses prévisionnelles décaissables (crédits de paiement) et, d'autre part, des opérations de trésorerie qui ne sont pas des opérations budgétaires mais affectent la trésorerie.

Les opérations de trésorerie, non budgétaires, inscrites au tableau d'équilibre financier au budget initial 2023 sont les suivantes :

- Les opérations pour le compte de tiers correspondant aux opérations aux noms et pour le compte de tiers (l'ensemble des bourses versées par l'établissement : aides à la mobilité internationale (AMI), ERASMUS-Europe, Erasmus+, Fifa, l'Oréal) **+71 770 €**;
- Les autres opérations sur compte de tiers tracent les mouvements sur la TVA (déductible et collectée) : **- 38 798 € (crédit de TVA)**.

B. Tableau 6 - les comptes de résultat prévisionnel et les tableaux de financement (droits constatés)

Le compte de résultat prévisionnel dégage un excédent de 666 839 €.

Les investissements prévus au tableau de financement à hauteur de 1 791 196 € sont financés par des ressources propres de l'établissement, par la capacité d'autofinancement dégagée (1 063 839 €) et par un prélèvement sur le fonds de roulement à hauteur de 507 973 €

Au terme de toutes ces opérations, le solde budgétaire de – 743 359 € est couvert par les opérations de l'actuelle trésorerie.

V. Synthèse des éléments du budget initial 2023

Le budget initial 2023 présente un **solde budgétaire déficitaire** de – **743 359 €**. Ce déséquilibre résulte du décalage qui existe entre le moment où les recettes sont encaissées et celui où les dépenses sont réalisées.

Il s'agit dans un premier temps, du décalage entre les encaissements à venir de soldes de projets pluriannuels ainsi que des encaissements effectués les années antérieures, avec la programmation des dépenses, qui conduit à un déficit de **313 644.85 € pour l'UB 420 Recherche** et dans un deuxième temps, les opérations d'investissement, il en résulte également un écart d'un montant de **427 714.15€** (correspondant à la seconde phase des travaux de l'avenue Léon Duguit).

- Le **résultat patrimonial** de l'établissement est excédentaire de **666 839 €**.
- Après intégration de ce résultat et des écritures relatives à la dotation aux amortissements et à la quote-part des subventions d'investissement, apparaît pour l'établissement une **Capacité d'Auto Financement** prévisionnelle de **1 063 839 €**.
- Après prise en compte de cette CAF dans le tableau de financement prévisionnel, les emplois et les ressources en capital font apparaître la nécessité d'opérer un prélèvement sur le **fonds de roulement** de **507 973 €**.
- Le niveau final du FDR à l'issue de ce budget est estimé à **8 129 153 €**.
- Le FDR mobilisable est estimé à **735 127 €**.
- Le Niveau final de la trésorerie après intégration de la variation de trésorerie nécessaire pour couvrir le déficit du solde budgétaire est estimé à : **9 077 254 €**.

Délibération du 09/12/2022 Budget Initial 2023

Vu les articles 175, 176 et 177 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Article 1 :

Le conseil d'administration approuve les autorisations budgétaires suivantes :

- **50 ETPT sous plafond et 30 ETPT hors plafond**
- **9 580 396 € d'autorisations d'engagement dont :**
 - 4 546 988 € en personnel
 - 3 614 803 € en fonctionnement
 - 1 418 605 € en investissement
- **10 075 759 € de crédits de paiement dont :**
 - 4 546 988 € en personnel
 - 3 737 575 € en fonctionnement
 - 1 791 196 € en investissement
- **9 332 400 € en recettes**
- **- 743 359 € de solde budgétaire**

Article 2 :

Le conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

- - 710 387 € de variation de trésorerie
- 666 839 € de résultat patrimonial
- 1 063 839 € de capacité d'autofinancement
- -507 973 € de variation de fonds de roulement

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

Article 3 :

Le conseil d'administration approuve la reprise sur les réserves facultatives (compte 10682) la somme de **507 973 €** correspondant au prélèvement sur fonds de roulement du BI 2023.

Fait à Pessac, le 09 décembre 2022

Le président du conseil d'administration,

Bernard CAZENEUVE



- **Tableaux et annexes budgétaires GBCP soumis au vote du Conseil d'Administration**



VI. Tableaux et annexes budgétaires GBCP soumis au vote du CA

- **Tableau des autorisations d'emplois**
- **Tableau des autorisations budgétaires**
- **Tableau d'équilibre financier**
- **Tableaux relatifs à la situation patrimoniale**

TABLEAU 1 - AUTORISATIONS D'EMPLOIS
POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	50	30	80

Le plafond d'emploi notifié est de 56, mais notre besoin estimé à date sur l'année 2023 est de 50. Cette demande de réhausse a été également réalisée dans une optique de plus long terme.

Rappel du plafond d'emplois notifié par le responsable de programme en ETPT (c) :

56

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI (a) doit être inférieure ou égale au plafond notifié par le responsable du programme chef de file

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme (décomptant dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme) et des autres dépenses

	EMPLOIS SOUS PLAFOND LFI		EMPLOIS HORS PLAFOND LFI		PLAFOND ORGANISME	
	ETPT	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *
TOTAL DES EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DES AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (1 + 2 + 3 + 4)	50	2 108 838 €	30	1 288 466 €	80	4 546 988 €
1 - TITULAIRES	0	- €			0	- €
* Titulaires État	0	- €			0	- €
* Titulaires organisme (corps propre)	0	- €			0	- €
2 - CONTRACTUELS	50	2 108 838 €	30	1 288 466 €	80	3 397 304 €
* Contractuels de droit public	50	2 108 838 €	30	1 288 466 €	80	3 397 304 €
δCDI	16	682 873 €			16	682 873 €
δCDD	34	1 425 965 €	30	1 288 466 €	64	2 714 431 €
Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0	- €	0	- €	0	- €
* Contractuels de droit privé	0	- €	0	- €	0	- €
δCDI	0	- €			0	- €
δCDD	0	- €	0	- €	0	- €
3 - CONTRATS AIDES			0	- €	0	- €
4 - AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associés...)						1 149 684 €

* Dépenses de personnel relevant de l'enveloppe de dépenses de personnel du budget de l'organisme (en AE=CP). Le total des dépenses de personnel mentionné dans le tableau ci-

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme et décomptant le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme mais en fonction dans une au (Mises à disposition sortantes - ETPT et dépenses de personnel inclus dans le précédent tableau)

	EMPLOIS EN FONCTION DANS UNE AUTRE	
	ETPT **	Dépenses de personnel **
EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME (5 + 6)	0	0
5 - EMPLOIS REMBOURSES A L'ORGANISME	0	0
6 - EMPLOIS NON REMBOURSES A L'ORGANISME	0	0

** Nombre d'emplois en ETPT décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par d'autres personnes morales et ne décomptant pas dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme (Mise à disposition entrantes)

	EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME	
	ETPT ***	Dépenses de fonctionnement ***
EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (7 + 8)	0	0
7 - EMPLOIS REMBOURSES PAR L'ORGANISME	0	0
8 - EMPLOIS NON REMBOURSES PAR L'ORGANISME	0	0

*** Nombre d'emplois en ETPT non décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe

Tableau 2 - Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Dépenses								Recettes				
	AE				CP			Recettes				
	BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	BI - 2023	BI - 2022	BR 2 - 2022	BI - 2023	BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	BI - 2023	
	Soumis au CA le 17/12/21	Soumis au CA le 24/06/22	Proposition soumise au CA du 09/12/22	Proposition soumise au CA du 09/12/22	Soumis au CA le 17/12/21	Proposition soumise au CA du 09/12/22	Proposition soumise au CA du 09/12/22	Soumis au CA le 17/12/21	Soumis au CA le 24/06/22	Proposition soumise au CA du 09/12/22	Proposition soumise au CA du 09/12/22	
Personnel	4 351 983	4 455 851	4 224 899	4 546 988	4 351 983	4 224 899	4 546 988	7 385 088	7 540 020	7 306 265	7 547 397	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	-	0	-	-	-	-	-	1 938 118	2 160 053	2 215 053	2 064 271	Subvention pour charges de service public
Fonctionnement	4 452 463	4 936 911	3 824 391	3 614 803	4 551 160	3 623 845	3 737 575	349 500	352 500	22 500	-	Autres financements de l'Etat
<i>Dont AE = CP</i>	2 972 597	3 130 991	2 730 937	2 149 214	2 972 597	2 730 937	2 149 214	75 390	75 390	120 962	79 758	Fiscalité affectée
<i>Dont AE <> CP</i>	1 479 866	1 805 921	1 093 454	1 465 589	1 578 563	892 908	1 588 361	390 230	275 428	433 427	1 055 873	Autres financements publics
								4 631 851	4 676 649	4 514 323	4 347 495	Recettes propres
								1 366 994	1 894 596	1 909 627	1 785 003	Recettes fléchées **
Investissement	954 167	1 281 117	1 001 267	1 418 605	1 601 160	1 214 154	1 791 196	-	115 000	277 000	33 000	Financements de l'Etat fléchés
<i>Dont AE = CP</i>	487 200	554 012	415 889	589 300	487 200	415 889	589 300	1 209 329	1 648 131	1 488 017	1 742 783	Autres financements publics fléchés
<i>Dont AE <> CP</i>	466 967	727 105	585 379	829 305	1 113 960	798 265	1 201 896	157 665	131 465	144 610	9 220	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DÉPENSES	9 758 612	10 673 879	9 050 557	9 580 396	10 504 303	9 062 898	10 075 759	8 752 082	9 434 616	9 215 892	9 332 400	TOTAL DES RECETTES
Solde budgétaire - Excédent						152 995		1 752 220	1 879 614		743 359	Déficit - Solde budgétaire

* Chaque enveloppe peut être détaillée en fonction des besoins des organismes.

** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

TABLEAU 4 - EQUILIBRE FINANCIER

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Besoins (utilisation des financements)					Financements (couverture des besoins)				
Besoins (utilisation des financements)	BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	BI - 2023	BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	BI - 2023	Financements (couverture des besoins)
Solde budgétaire (déficit) *	1 752 220	1 879 614	0	743 359			152 995		Solde budgétaire (excédent) *
Remboursements d'emprunts (capital) ;									Nouveaux emprunts (capital)
Nouveaux prêts (capital) ;									Remboursements de prêts (capital)
Dépôts et cautionnements									Dépôts et cautionnements
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)	290 864,33	449 577	442 500	326 393	309 778	436 341	382 585	398 163	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	32 607,29	32 352	52 297	59 711	29 695	24 540	22 211	20 912	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)	2 075 692	2 361 543	494 797	1 129 462	339 473	460 880	557 790	419 075	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)
Variation de trésorerie	0	0	62 994	0	1 736 219	1 900 663	0	710 387	Variation de trésorerie
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée ***</i>			74 803		-430 621	-438 606		-195 600	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***</i>
<i>dont Abondement sur la trésorerie non fléchée</i>					-1 305 598	-1 462 057	-11 810	-514 787	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée</i>
TOTAL DES BESOINS	2 075 692	2 361 543	557 790	1 129 462	2 075 692	2 361 543	557 790	1 129 462	TOTAL DES FINANCEMENTS

* solde budgétaire à détailler pour chaque composante du
Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires" (tableau

** Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers" (tableau 5)

*** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT
Compte de résultat

CHARGES					PRODUITS				
	BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	BI - 2023		BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	BI - 2023
Personnel	4 301 983	4 405 851	4 158 899	4 480 988	Subventions de l'Etat	2 399 339	2 739 442	2 576 768	2 259 421
<i>dont charges de pensions civiles*</i>					Fiscalité affectée	75 390	75 390	120 962	79 758
Fonctionnement autre que les charges de personnel	5 231 160	5 668 754	4 383 245	4 496 975	Autres subventions	2 460 927	2 532 045	1 843 172	2 494 018
Charges d'intervention					Autres produits	5 199 615	5 228 826	5 011 290	4 811 604
TOTAL DES CHARGES (1)	9 533 143	10 074 604	8 542 144	8 977 963	TOTAL DES PRODUITS (2)	10 135 271	10 575 703	9 552 193	9 644 801
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	602 128	501 099	1 010 049	666 839	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)				
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	10 135 271	10 575 703	9 552 193	9 644 801	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	10 135 271	10 575 703	9 552 193	9 644 801

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	BI - 2023
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	602 128	501 099	1 010 049	666 839
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	630 000	630 000	693 400	693 400
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions			14 874	13 400
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs			-	-
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	268 000	268 000	283 000	283 000
= CAF ou IAF*	964 128	863 099	1 405 575	1 063 839

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

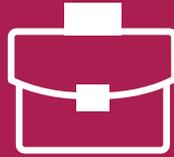
État de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS					RESSOURCES				
	BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	BI - 2023		BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	BI - 2023
Insuffisance d'autofinancement*					Capacité d'autofinancement*	964 128	863 099	1 405 575	1 063 839
Investissements	1 601 160	1 869 625	1 214 154	1 791 196	Financement de l'actif par l'État				
Diminution des capitaux propres (Régul. Report à nouveau)					Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat		2 090	2 090	219 385
Remboursement des dettes financières					Autres ressources				
TOTAL DES EMPLOIS (5)	1 601 160	1 869 625	1 214 154	1 791 196	TOTAL DES RESSOURCES (6)	964 128	865 189	1 407 665	1 283 224
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6) - (5)	-	-	193 511	-	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6) - (5)	637 031	1 004 436	-	507 973

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	BI - 2022	BR 1 - 2022	BR 2 - 2022	BI - 2023
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 637 031	- 1 004 436	193 511	- 507 973
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	1 099 188	896 226	130 518	202 415
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT ou PRELEVEMENT *	- 1 736 219	- 1 900 663	62 994	- 710 387
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	6 774 888	7 439 178	8 637 125	8 129 153
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 347 650	- 384 807	- 1 150 516	- 948 101
Niveau de la TRESORERIE	7 122 538	7 823 985	9 787 641	9 077 254
	Calculé par rapport au BR2/2021	Calculé par rapport au CF/2021	Calculé par rapport au CF/2021	Calculé par rapport au BR2/2022

* : montant issu du tableau "équilibre financier"



● Tableaux et annexes budgétaires GBCP pour information du Conseil d'Administration



VII. Tableaux et annexes budgétaires GBCP pour information du CA

- **Tableau des dépenses par destinations**
- **Tableau des recettes par origines**
- **Tableau des opérations au nom et pour le compte de tiers**
- **Plan de trésorerie**
- **Opérations liées aux recettes fléchées**
- **Opérations pluriannuelles**
- **Tableau synthèse budgétaire et comptable**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	2 672 279	2 672 279	816 285	832 885	47 700	55 350	3 536 264	3 560 514
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	-	-	-	-	-	-	-	-
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	2 672 279	2 672 279	816 285	832 885	47 700	55 350	3 536 264	3 560 514
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	-	-	-	-	-	-	-	-
D105 - Bibliothèques et documentation	103 700	103 700	168 346	168 346	700	700	272 746	272 746
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	-	-	-	-	-	-	-	-
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	-	-	-	-	-	-	-	-
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	-	-	-	-	-	-	-	-
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	-	-	-	-	-	-
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	-
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	959 984	959 984	932 912	954 176	72 128	72 128	1 965 025	1 986 289
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	-	-	-	-	-	-	-	-
D113 - Diffusion des savoirs et musées	-	-	-	-	-	-	-	-
D114 - Immobilier	228 800	228 800	819 520	838 720	819 677	942 655	1 867 997	2 010 175
D115 - Pilotage et support	493 925	493 925	452 470	544 408	478 400	720 363	1 424 795	1 758 696
Étudiants	88 300	88 300	425 270	399 040	-	-	513 570	487 340
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-	248 270	222 040	-	-	248 270	222 040
D202 - Aides indirectes	-	-	-	-	-	-	-	-
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	88 300	88 300	177 000	177 000	-	-	265 300	265 300
Total	4 115 740	4 115 740	3 962 444	3 937 664	3 165 229	3 213 173	9 580 396	10 075 759
							SOLDE BUDGETAIRE (excédent)	-

RECETTES PAR ORIGINES

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Budget	Recettes de l'organisme								Total
	Recettes globalisées				Recettes fléchées				
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	2 064 271,00	-	-	-	-	-	-	-	2 064 271,00
Droits d'inscription	-	-	-	-	3 493 800,00	-	-	-	3 493 800,00
Formation continue, diplômes propres et VAE	-	-	-	-	413 200,00	-	-	-	413 200,00
Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	55 000,00	-	-	1 000,00	56 000,00
Contrats et prestations de recherche hors ANR	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Valorisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ANR investissements d'avenir	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ANR hors investissements d'avenir	-	-	-	10 211,00	-	-	347 923,56	-	358 134,56
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	-	-	-	-	-	-	982 618,50	-	982 618,50
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	-	-	-	684 000,00	-	-	122 857,75	-	806 857,75
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	-	-	-	361 662,18	-	33 000,00	277 385,93	-	672 048,11
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	-	-	-	-	6 300,00	-	-	-	6 300,00
Autres recettes	-	-	79 758,00	-	379 194,99	-	11 997,38	8 220,00	479 170,37
Total	2 064 271	-	79 758	1 055 873	4 347 495	33 000	1 742 783	9 220	9 332 400
								SOLDE BUDGETAIRE (déficit)	743 359

TABLEAU 5 - OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	BI - 2022		BR - 1 - 2022		BR - 2 - 2022		BI 2023	
			Décaissements C/467	Encaissements C/443						
Bourses de mobilité	443420 et 46710	Bourses Euro Région	0	4 200	0	4 200	9 480	4 200		
	443421 et 46711	Aides à la mobilité internationale - AMI	14 000	14 000	24 720	18 400	24 720	18 400	14 000	14 000
	443422 et 46712	Bourses ERASMUS - EUROPE	0	76 354	131 338	186 653	40 717	88 186	81 243	100 829
	443423 et 46713	Bourses UFA	0	0	39 300	1 800	69 300	31 800	31 800	31 800
	443425 et 46715	Bourse L'oréal	7 000	0	10 500	10 000	10 500	18 000	5 250	
	443426 et 46716	Bourses ERASMUS ISRAEL - KA107 2019-1-FR01-KA107 -062056	24 694	18 288	21 867	18 288	21 867	18 288		
	443427 et 46717	Bourses ERASMUS - 2021-1-FR01-KA131-HED-000004418	91 170	0	67 788		71 853	0		48 234
	443428 et 46718	Bourses ERASMUS - 2022-1-FR01-KA131-HED-000054754	150 000	192 936	150 000	192 936	190 000	199 648		
	46761	Reversement de la RAFP (part salariale) par le personnel	4 000	4 000	4 063	4 063	4 063	4 063	4 100	4 100
		Bourses ERASMUS - 2023 - Nouveau contrat								190 000
	Autres comptes (4718, 4664...)									
	S/Total bourses de mobilité		290 864	309 778	449 577	436 341	442 500	382 585	326 393	398 163
TVA encaissée		TVA encaissée		29 695		24 540		22 211		20 912
TVA décaissée		TVA décaissée	32 607		32 352		52 297		59 711	
	TOTAL		323 472	339 473	481 929	460 880	494 797	404 796	386 104	419 075

TABLEAU 8 - OPERATIONS LIEES AUX RECETTES FLECHEES

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	<2023	2023	2024	2025	>=2026		
	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3 et suivantes	TOTAL	
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		1 329 255	1 133 655	882 232	797 064		
Recettes fléchées (b)	3 353 092	1 785 003	373 183	35 411	115 255	5 661 943	
Financements de l'Etat fléchés	342 750	33 000	33 500	0	0	409 250	
Autres financements publics fléchés	2 653 681	1 742 783	339 683	35 411	115 255	4 886 812	
Recettes propres fléchées	356 661	9 220	0	0	0	365 881	
Dépenses sur recettes fléchées (c)	2 023 836	1 980 603	624 606	120 578	10 289	4 759 914	
Personnel							
AE=CP	969 294	924 900	365 499	75 379	1 792	2 336 864	
Fonctionnement et intervention							
AE	842 373	955 483	258 216	45 199	8 497	2 109 769	
CP	1 013 666	966 476	258 216	45 199	8 497	2 292 054	
Investissement							
AE	59 215	89 228	891	0	0	149 334	
CP	40 876	89 228	891	0	0	130 995	
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	1 329 255	-195 600	-251 423	-85 168	104 966	902 030	
		<i>X repris au tableau "Équilibre financier" en (a) (tableau 4)</i>					

Attention le prélèvement sur la trésorerie fléchée devra être rectifié dès intégration des encaissements intérieurs dans l'applicatif par la prise en compte des autofinancements sur les opérations fléchées.

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Nature Opérations	Montant de l'opération (1)	AUTORISATION D'ENGAGEMENT			CREDITS DE PAIEMENTS			PREVISIONS				RESTES			
		AE ouvertes au titre des années antérieures < N	AE consommées au titre des années antérieures < N (2)	TOTAL des AE ouvertes en N (3)	CP ouverts < N	CP consommés < N (4)	TOTAL des CP ouverts en N (5)	AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2	Reste à engager en fin d'année N (AE) (1-2-3)	Reste à payer sur AE consommées en fin d'année N (CP) (2+3)-(4+5)
OPE-2018-0029	25 737,70	32 156,05	25 737,70	0,00	41 948,60	17 025,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 712,00
OPE-2019-0003	10 000,00	17 667,55	8 332,45	1 500,00	17 667,15	8 332,45	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	167,55
OPE-2019-0011	133 509,22	99 149,92	99 856,52	33 652,70	99 149,92	99 856,52	33 652,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2020-0016	5 000,00	11 564,96	1 842,52	3 157,48	11 564,96	1 842,52	3 157,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2020-0020	150 736,75	77 558,14	77 515,01	36 500,00	78 034,13	77 515,01	36 500,00	36 721,74	36 721,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 721,74
OPE-2020-0021	319 006,01	218 524,35	187 024,77	83 100,00	234 244,35	177 886,77	83 100,00	47 327,24	56 465,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 881,24
OPE-2020-0022	182 803,10	165 303,10	153 053,10	29 750,00	131 553,10	128 084,88	34 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 718,22
OPE-2021-0005	29 500,00	20 804,97	16 000,00	13 500,00	20 804,97	16 000,00	13 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0006	30 021,00	18 261,00	18 021,00	12 000,00	18 261,00	18 021,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0011	254 930,00	144 430,00	65 314,91	129 350,00	144 430,00	65 314,91	129 350,00	60 265,09	65 265,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 265,09
OPE-2021-0026	26 035,00	26 035,00	20 000,00	6 035,00	26 035,00	20 000,00	6 035,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2022-0001	192 500,00	33 212,00	28 212,00	164 288,00	33 212,00	28 212,00	164 288,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations avec impact financier	1 359 778,78	864 667,04	700 909,98	512 833,18	856 905,19	658 091,76	517 083,18	144 314,07	158 452,07	0,00	0,00	0,00	0,00	146 035,62	38 568,22
OPE-2017-0015	117 840,00	133 726,90	111 994,99	5 845,01	146 026,90	111 994,99	5 845,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 845,01
OPE-2018-0001	78 780,53	106 843,50	78 780,53	0,00	133 390,76	78 780,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2018-0035	163 881,20	165 508,88	163 881,20	0,00	171 776,65	163 881,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2018-0048	90 326,00	98 182,46	86 931,00	3 395,00	98 182,46	86 931,00	3 395,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2019-0004	107 045,66	108 154,59	107 045,66	0,00	108 154,59	107 045,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2019-0005	94 800,00	98 353,56	49 535,34	45 264,66	98 353,56	49 535,34	45 264,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2019-0017	100 000,00	122 601,11	82 885,00	17 115,00	168 351,27	82 885,00	17 115,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2019-0026	107 500,00	83 906,11	80 060,70	27 439,30	86 906,11	80 060,70	27 439,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2019-0027	181 017,40	175 348,63	130 994,96	50 022,44	175 348,63	130 994,96	50 022,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2019-0032	139 086,00	39 000,00	14 857,75	86 600,00	37 000,00	14 857,75	86 600,00	37 628,25	37 628,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 628,25
OPE-2020-0002	72 322,00	46 626,00	36 456,99	35 865,01	46 626,00	36 456,99	35 865,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2020-0003	242 500,00	185 408,00	158 241,57	66 063,00	187 208,00	158 241,57	66 063,00	18 195,43	18 195,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 195,43
OPE-2020-0004	34 678,00	34 678,00	8 173,00	26 505,00	34 678,00	8 173,00	26 505,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2020-0006	255 306,00	213 104,92	185 399,06	69 908,94	213 104,92	185 399,06	69 908,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2020-0007	288 500,00	234 780,08	198 334,24	69 654,00	234 780,08	175 226,78	69 654,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 511,76
OPE-2020-0013	192 870,00	166 689,42	124 607,02	58 262,98	177 689,42	124 607,02	58 005,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
OPE-2020-0014	125 100,00	126 473,05	125 100,00	0,00	126 544,19	125 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2020-0015	90 000,00	94 827,66	80 514,35	9 485,65	94 827,66	80 514,35	9 485,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2020-0019	151 099,20	98 596,65	85 277,15	65 822,05	98 596,65	85 277,15	65 822,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2020-0023	22 590,00	23 494,00	9 649,07	12 940,93	23 494,00	9 649,07	12 940,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0001	188 405,20	81 526,20	66 934,00	64 168,40	81 529,20	66 934,00	64 168,40	57 302,80	57 302,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 302,80
OPE-2021-0004	111 250,00	78 218,83	74 849,00	36 401,00	78 218,83	74 849,00	36 401,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0010	159 658,70	109 100,50	96 247,50	63 411,20	102 100,50	89 247,50	70 411,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0013	131 035,00	54 808,00	46 100,60	42 823,00	54 808,00	46 100,60	42 823,00	42 111,40	42 111,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 111,40
OPE-2021-0014	132 860,00	49 245,00	42 814,20	42 636,00	49 245,00	42 814,20	42 636,00	47 229,80	47 229,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 409,80
OPE-2021-0015	86 340,00	89 012,71	25 927,29	60 412,71	89 012,71	25 927,29	60 412,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0016	230 897,64	114 858,00	35 166,14	72 500,00	114 858,00	35 166,14	72 500,00	123 231,50	123 231,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 231,50
OPE-2021-0017	204 165,00	93 125,67	74 956,64	103 541,50	93 125,67	74 956,64	103 541,50	25 666,86	25 666,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 666,86
OPE-2021-0019	80 080,23	25 472,00	6 392,00	30 605,00	25 472,00	6 392,00	30 605,00	28 980,88	28 980,88	14 102,35	14 102,35	0,00	0,00	0,00	43 083,23
OPE-2021-0020	75 864,00	19 850,00	3 220,00	23 308,00	19 850,00	3 220,00	23 308,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 336,00
OPE-2021-0021	202 742,00	39 733,00	10 753,90	82 712,00	39 733,00	10 753,90	82 712,00	81 133,00	81 133,00	28 143,10	28 143,10	0,00	0,00	0,00	109 276,10
OPE-2021-0022	311 794,00	22 334,67	14 508,97	116 176,70	22 334,67	14 508,97	116 176,70	115 486,00	115 486,00	55 333,00	55 333,00	10 289,33	10 289,33	0,00	181 108,33
OPE-2021-0023	73 298,24	36 649,00	6 399,00	36 649,00	36 649,00	6 399,00	36 649,00	30 250,24	30 250,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 250,24
OPE-2021-0024	85 600,00	64 524,00	53 200,00	32 400,00	64 524,00	53 200,00	32 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2021-0025	126 036,00	41 492,67	13 762,30	45 639,20	41 493,67	13 762,30	45 639,20	43 634,50	43 634,50	23 000,00	23 000,00	0,00	0,00	0,00	66 634,50
Contrat de recherche	4 855 270,00	3 275 253,77	2 489 951,12	1 503 572,68	3 376 994,19	2 460 101,13	1 510 315,21	650 850,66	650 850,66	120 578,45	120 578,45	10 289,33	10 289,33	867 591,21	23 107,46
OPE-2022-0002	40 550,00	22 000,00	2 500,00	38 050,00	22 000,00	2 500,00	38 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Contrat d'enseignement	40 550,00	22 000,00	2 500,00	38 050,00	22 000,00	2 500,00	38 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2018-0046	75 000,00	15 000,00	8 551,40	66 448,60	15 000,00	0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2018-0047	1 800 196,05	1 937 567,36	1 800 196,05	0,00	1 960 372,78	1 774 541,35	25 654,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2019-0019	130 000,00	15 000,00	10 000,00	120 000,00	15 000,00	0,00	100 000,00	0,00	30 000,00	0,					

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

B - Recettes									
Nature des Opérations	Opérations	Montant de l'opération	Montant de l'auto-financement	Réalisation	Prévisions N	Prévisions N+1 et suivantes			
				Encaissements réalisés < N	Encaissements prévus en N	Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus en > N+2	
Autres opérations avec impact financier	OPE-2018-0029	25 737,70	737,70	13 002,62	11 997,38	0,00	0,00	0,00	
	OPE-2019-0003	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	OPE-2019-0011	133 509,22	0,00	96 919,24	30 000,00	15 000,00	0,00	0,00	
	OPE-2020-0016	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	OPE-2020-0020	150 736,75	0,00	63 955,00	86 781,75	0,00	0,00	0,00	
	OPE-2020-0021	319 006,01	2 879,77	236 368,24	79 758,00	0,00	0,00	0,00	
	OPE-2020-0022	182 803,10	137 803,10	15 000,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	
	OPE-2021-0005	29 500,00	0,00	20 000,00	9 500,00	0,00	0,00	0,00	
	OPE-2021-0006	30 021,00	0,00	18 021,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	
	OPE-2021-0011	254 930,00	0,00	254 930,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	OPE-2021-0026	26 035,00	0,00	20 828,00	5 207,00	0,00	0,00	0,00	
	OPE-2022-0001	192 500,00	46 500,00	20 000,00	126 000,00	0,00	0,00	0,00	
	Total Autres opérations avec impact financier		1 359 778,78	187 920,57	774 024,10	376 244,13	15 000,00	0,00	0,00
	Contrat de recherche	OPE-2017-0015	117 840,00	0,00	117 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-2018-0001		102 053,36	0,00	74 803,36	27 250,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-2018-0035		163 881,20	2 536,20	110 172,50	45 172,50	6 000,00	0,00	0,00	
OPE-2018-0048		96 066,00	0,00	87 846,00	8 220,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-2019-0004		107 046,00	0,00	49 000,00	58 046,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-2019-0005		94 800,00	0,00	47 400,00	47 400,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-2019-0017		100 000,00	0,00	66 000,00	34 000,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-2019-0026		116 100,00	0,00	104 490,00	11 610,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-2019-0027		195 498,79	0,00	175 949,79	19 549,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-2019-0032		150 212,88	0,00	135 191,88	15 021,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-2020-0002		72 322,00	0,00	57 661,79	14 660,21	0,00	0,00	0,00	
OPE-2020-0003		249 000,00	0,00	144 500,00	84 000,00	20 500,00	0,00	0,00	
OPE-2020-0004		40 013,60	0,00	40 013,60	0,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-2020-0006		255 308,00	0,00	255 308,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-2020-0007		288 500,00	0,00	172 650,00	115 850,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-2020-0013		192 870,00	20 000,00	86 435,00	86 435,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-2020-0014		125 100,00	0,00	62 550,00	62 550,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-2020-0015		90 000,00	0,00	45 000,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-2020-0019		163 187,14	0,00	114 230,00	48 957,14	0,00	0,00	0,00	
OPE-2020-0023		23 494,00	0,00	23 494,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-2021-0001		203 477,62	0,00	142 433,00	40 697,62	20 347,00	0,00	0,00	
OPE-2021-0004		113 750,00	0,00	89 250,00	0,00	24 500,00	0,00	0,00	
OPE-2021-0010		168 569,28	0,00	111 541,56	57 027,72	0,00	0,00	0,00	
OPE-2021-0013		131 035,00	2 500,00	67 017,50	0,00	61 517,50	0,00	0,00	
OPE-2021-0014		135 180,00	2 500,00	69 340,00	75 680,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-2021-0015	91 520,00	0,00	91 520,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
OPE-2021-0016	230 897,64	0,00	220 686,64	10 211,00	0,00	0,00	0,00		
OPE-2021-0017	228 664,80	0,00	114 331,00	68 601,80	45 732,00	0,00	0,00		
OPE-2021-0019	96 096,27	0,00	88 917,71	0,00	7 178,56	0,00	0,00		
OPE-2021-0020	75 864,00	0,00	53 105,00	22 759,00	0,00	0,00	0,00		
OPE-2021-0021	227 071,04	0,00	90 828,00	45 414,00	45 415,04	0,00	45 414,00		
OPE-2021-0022	349 209,28	0,00	139 682,00	69 841,00	69 845,28	0,00	69 841,00		
OPE-2021-0023	82 094,00	0,00	0,00	40 000,00	42 094,00	0,00	0,00		
OPE-2021-0024	92 448,00	0,00	46 000,00	46 448,00	0,00	0,00	0,00		
OPE-2021-0025	141 160,00	0,00	56 464,00	28 232,00	28 232,00	28 232,00	0,00		
Total Contrat de recherche		5 110 329,90	27 536,20	3 351 652,33	1 228 632,99	371 361,38	28 232,00	115 255,00	
Contrat d'enseignement	OPE-2022-0002	40 550,00	0,00	32 440,00	8 110,00	0,00	0,00	0,00	
Total Contrat d'enseignement		40 550,00	0,00	32 440,00	8 110,00	0,00	0,00	0,00	
Opération d'investissement	OPE-2018-0046	75 000,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	OPE-2018-0047	1 800 196,05	1 800 196,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	OPE-2019-0019	130 000,00	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	OPE-2020-0008	20 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	OPE-2020-0010	900 000,00	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	OPE-2021-0018	435 200,00	0,00	435 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	OPE-2022-0003	200 000,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	OPE-2022-0004	500 000,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Total Opération d'investissement		4 060 396,05	3 625 196,05	435 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Total général		10 571 054,73	3 840 652,82	4 593 316,43	1 612 987,12	386 361,38	28 232,00	115 255,00	

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		COMPTE FINANCIER 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	BI 2023		
Niveaux initiaux	1	Niveau initial de restes à payer	422 367,68	1 026 558	1 338 129	1 338 129	1 338 129	
		Régularisation sur restes à payer initiaux (Apurements d'EJ)	-47 587,62					
	2	Niveau initial du fonds de roulement	8 302 557,97	8 302 558	8 443 614	8 443 614	8 637 125	
	3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-1 190 892,55	-1 190 893	-1 281 034	-1 281 034	-1 150 516	
	4	Niveau initial de la trésorerie	9 493 451	9 493 451	9 724 648	9 724 648	9 724 648	
	4a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	225 590,35	225 590	330 249	330 249	405 053	
4b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	9 267 860,17	9 267 860	9 394 399	9 394 399	9 382 589		
Flux de l'année	5	Autorisations d'engagement	9 259 969,33	9 758 612	10 673 879	9 050 557	9 580 396	
	6	Résultat patrimonial	2 014 336,58	602 128	501 099	1 010 049	666 839	
	7	Capacité d'autofinancement (CAF)	2 395 551,31	964 128	863 099	1 405 575	1 063 839	
	8	Variation du fonds de roulement	141 056,06	-637 031	-1 004 436	193 511	-507 973	
	9	Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire	-9 268,20		0	0	0	
	10	Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF	SENS -3 649,86	0	0	0	0	
		Variation des stocks	+/-					
		Charges sur créances irrécouvrables & remises gracieuses	-	-6 685,86				
		Produits divers de gestion courante	+	3 036,00				
	11	Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie	SENS -252 469,18	1 115 189	875 177	40 517	235 386	
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+/-	-700 016,07	-176 396	-644 256	-1 803 152	880 845
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+/-	617 839,80	1 291 585	1 519 433	1 843 669	-645 458
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+/-	361 259,65	0	0	0	
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+/-	-531 552,56	0	0	0	
	12	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	406 443,30	-1 752 220	-1 879 614	152 995	-743 359	
	12.a	Recettes budgétaires N	8 703 063,31	8 752 082	9 434 616	9 215 892	9 332 400	
	12.b	Crédits de paiement ouverts en N	8 296 620,01	10 504 303	11 314 230	9 062 898	10 075 759	
	13	Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires	175 246,15	32 607	32 352	90 001	-32 972	
	14	Variation de la trésorerie = 12 - 13	231 197,15	-1 784 828	-1 911 966	62 994	-710 387	
	14a	dont variation de la trésorerie fléchée	104 658,81	-430 621	-438 606	74 803	-195 600	
	14b	dont variation de la trésorerie non fléchée	126 538,34	-1 305 598	-1 462 057	-11 810	-514 787	
	15	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13	-90 141,09	1 147 796	907 530	130 518	202 415	
16	Variation des restes à payer	963 349,32	-745 690	-640 351	-12 341	-495 363		
Niveaux initiaux	17	Niveau final de restes à payer	1 338 129,38	280 867	697 779	1 325 788	842 766	
	18	Niveau final du fonds de roulement	8 443 614,03	6 774 888	7 439 178	8 637 125	8 129 153	
	19	Niveau final du besoin en fonds de roulement	-1 281 033,64	-347 650	-373 504	-1 150 516	-948 101	
	20	Niveau final de la trésorerie	9 724 647,67	7 122 538	7 823 985	9 787 641	9 077 254	
	20a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	330 249,16	220 069	-108 357	405 053	209 452	
	20b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	9 394 398,51	6 902 469	7 932 342	9 382 589	8 867 802	
	Comptabilité budgétaire							
	Comptabilité générale							



Taux d'amortissement des immobilisations



VIII. Taux d'amortissement des immobilisations

Imputation	Libellé	Durée d'amortissement
20 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
201	Frais d'établissement	3
203	Frais de recherche et de développement	3
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	3
206	Droit au bail	3
208	Autres immobilisations incorporelles	3
21 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
211	Terrains	Non amortissable
212	Agencements - Aménagements de terrains	20
213	Constructions	40
214	Constructions sur sol d'autrui	40
215	Installations techniques, matériels et outillages	10
216	Collections	Collections de documentation : 10 Collections littéraires, scientifiques, artistiques : non amortissable
218	Autres immobilisations corporelles	En fonction du bien
21817	<i>Instal gen, agcts, amgts div.(constructions Etblt pas propriétaire)-ACQUIS</i>	40
21818	<i>Instal gen, agctsn algts div.(constructions Etblt pas propriétaire) - Acquis</i>	40
21827	<i>Matériel de transport acquis</i>	5
218317	<i>Matériel de bureau acquis</i>	5
218327	<i>Matériel informatique acquis</i>	5
21847	<i>Mobilier acquis</i>	10
21887	<i>Matériels divers acquis</i>	10
21887	<i>Matériels divers acquis : téléphone mobile</i>	3
21888	<i>Autres matériels divers</i>	10

Calcul des amortissements

La durée d'amortissement est déterminée par le conseil d'administration, en fonction de la vie estimée des actifs. L'amortissement est linéaire, c'est-à-dire que les annuités sont constantes et non dégressives.



Plan pluriannuel d'investissement (PPI)



IX. Plan pluriannuel d'investissement (PPI)

Opération	N°Opération	Coût total opération	% Ressources propres	% Financement tiers	2022		2023		2024		2025		2026		2027		2028	
					APRES BR2		BI		BI		BI		BI		BI		BI	
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
UB 440 SUPPORT / CR 444 PLSE																		
GROS ENTRETIEN ET OPERATION DE TRAVAUX																		
CR FINANCIER																		
Travaux amélioration Extension 2003 (Financier)	(CR 2018-0047)	1 835 000,00 €	100%	0%	83 848 €	307 656 €		25 655 €										
Travaux de réfection de la voirie et création d'un cheminement piéton sur l'avenue Léon Duguit (Financier)	(CR 2018-0044)	610 000 €	100%	0%	9 814 €	235 031 €												
CR PLSE																		
TRANSITION ENERGETIQUE																		
Amélioration des performances de confort thermique	2018-0046	75 000 €	100%	0%	8 551 €	- €	66 449 €	75 000 €	100 000 €	100 000 €	200 000 €	200 000 €						
Réfection isolation par l'extérieur amphis		400 000 €	100%	0%					400 000 €	400 000 €								
Mise en place de borne(s) parking IEP pour voiture électrique	2020-0008	20 000 €	100%	0%			20 000 €	20 000 €										
Gestion des eaux pluviales	2022-0003	200 000 €	100%	0%			20 000 €	20 000 €	30 000 €	30 000 €	150 000 €	150 000 €						
Aménagement du parking souterrain	2019-0019	130 000 €	100%	0%	10 000 €	- €	120 000 €	100 000 €	- €	30 000 €								
AUTRES TRAVAUX ET OPERATIONS IMMOBILIERES																		
Travaux - Amélioration CVC des pièces de stockage d'ouvrages et archives	2019-0016	57 617,97 €	100%	0%	0 €	3 706 €												
Travaux extension de la bibliothèque dans le cadre du projet Tea time CPER	2020-0010	900 000 €	100%	0%	- €	- €	50 000 €	50 000 €	- €	850 000 €	820 000 €			30 000 €				
Travaux d'aménagements intérieurs pour création d'espaces de vie		35 000 €	100%	0%	- €	- €	8 000 €	8 000 €	20 000 €	20 000 €								
Seconde phase aménagement Avenue Léon Duguit	2022-0004	500 000 €	100%	0%	8 772 €	- €	491 228 €	500 000 €										
Local archive - Travaux + mobilier		85 000 €	100%	0%	- €	- €	4 000 €	4 000 €	80 000 €	80 000 €								
Rafraichissement Local Serveur			100%	0%			20 000 €	20 000 €										
Portes			100%	0%	100 000 €			100 000 €										
Construction d'une extension bâlimentaire		3 150 000 €	100%	0%							200 000 €	200 000 €	400 000 €	400 000 €	2 550 000 €	1 400 000 €	- €	1 150 000 €
TOTAL GROS ENTRETIEN ET OPERATION DE TRAVAUX		5 552 618 €			245 985 €	567 693 €	799 677 €	922 655 €	630 000 €	660 000 €	1 400 000 €	1 370 000 €	400 000 €	430 000 €	2 550 000 €	1 400 000 €	- €	1 150 000 €
SOUS CR 444 5 - SANTE ET SÉCURITÉ																		
Travaux d'enlèvement ou d'encapsulation des matériaux amiantés		60 000 €	100%	0%	- €	- €			50 000 €	50 000 €								
TOTAL SOUS CR 444 5 - SANTE ET SÉCURITÉ		60 000 €			6 951 €	6 951 €	- €	- €	50 000 €	50 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
SOUS CR 444 6 - ÉQUIPEMENTS																		
Mobilier intérieur - Mobilier de bureau		84 415 €	100%	0%			20 000 €	20 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €
Mobilier intérieur - Mobilier pédagogique (hors opérations CPER)		52 278 €	100%	0%	17 693 €	17 693 €												
Mobilier intérieur - Mobilier réceptif		28 969 €	100%	0%														
Remplacement du véhicule de service		50 000 €	100%	0%	- €	- €			50 000 €	50 000 €								
TOTAL SOUS CR 444 6 - ÉQUIPEMENTS		215 662,72 €			17 693 €	45 901 €	20 000,00 €	20 000,00 €	75 000,00 €	75 000,00 €	25 000,00 €	25 000,00 €	50 000,00 €					
TOTAL PLSE		8 273 281 €			270 630 €	620 546 €	819 677 €	942 655 €	755 000 €	785 000 €	1 425 000 €	1 395 000 €	450 000 €	480 000 €	2 600 000 €	1 450 000 €	50 000 €	1 200 000 €

UB 440 SUPPORT / CR 443 DSIN

SOUS CR 443 1 - LICENCES ANNUELLES

Licences			100%	0%	21 480 €	21 480 €	68 000 €	68 000 €											
TOTAL SOUS CR 443 1 - LICENCES ANNUELLES		- €			21 480 €	21 480 €	68 000,00 €	68 000,00 €	- €										

SOUS CR 443 4 - MATERIEL

Renouvellement poste Adm + profs		160 781 €	100%	0%	26 500 €	26 500 €	19 700 €	19 700 €	25 000 €	25 000 €	50 000 €	50 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €
Renouvellement téléphonie mobile et terminaux			100%	0%	- €	- €	1 500 €	1 500 €											
Equipements numériques des salles de cours									100 000 €	100 000 €									
Equipements numériques des salles visio			100%	0%	6 685 €	6 685 €								60 000 €	60 000 €				
TOTAL SOUS CR 443 4 - MATERIEL		160 781,47 €			33 185 €	33 185 €	21 200,00 €	21 200,00 €	125 000,00 €	125 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	25 000,00 €	25 000,00 €	85 000,00 €	85 000,00 €	25 000,00 €	25 000,00 €	25 000,00 €

SOUS CR 443 6 - VIDEO

Affichage Dynamique		4 279 €	100%	0%	4 279 €	4 279 €	30 400 €	30 400 €											
Petit matériel portable (Cam micros)		6 000 €	100%	0%	11 880 €	11 880 €	6 000 €	6 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Mediasite Licence + Support		30 000 €	100%	0%	- €	- €	15 000 €	15 000 €											
Recablage salle HDMI		50 000 €	100%	0%	- €	- €	7 000 €	7 000 €											
TOTAL SOUS CR 443 6 - VIDEO		90 279,08 €			16 159 €	16 159 €	58 400,00 €	58 400,00 €	10 000,00 €										

SOUS CR 443 7 - PROJETS

Renouvellement infra serveur	CPER	104 000 €			94 918 €	94 918 €													
Equipement audio /video zone 2003	2018-00047	124 223 €			56 556 €														
Renouvellement Cœur de réseau	CPER	92 000 €			- €	- €	200 000 €	200 000 €											
GED					- €	- €	49 000 €	49 000 €											
Sonde sécurisée					102 000 €	34 000 €	26 963 €		33 704 €	115 000 €	35 000 €		35 000 €		35 000 €		120 000 €	40 000 €	
Urgences							5 000 €	5 000 €											
Architecture de stockage							50 000 €	50 000 €	150 000 €	150 000 €				70 000 €	70 000 €				
Virtualisation des postes administratifs									100 000 €	100 000 €									
Cluster VPN							60 000 €	60 000 €										60 000 €	60 000 €
Pare feu											50 000 €	50 000 €						120 000 €	120 000 €
Wifi					90 690 €						30 000 €	30 000 €						100 000 €	100 000 €
Sonorisation Atrium							10 000 €	10 000 €											
Architecture des postes pédagogiques									150 000 €	150 000 €									
Renew VP Amphis ABEV									50 000 €	50 000 €									
Laboratoires pédagogiques A116											70 000 €	70 000 €							
Renew VP Amphis Sigfried et Montesquieu											50 000 €	50 000 €							
Architecture de sauvegarde											100 000 €	100 000 €							
TOTAL SOUS CR 443 7 - PROJETS		320 222,80 €			196 918 €	276 164 €	374 000,00 €	400 963,20 €	450 000,00 €	483 704,07 €	415 000,00 €	335 000,00 €	- €	35 000,00 €	70 000,00 €	105 000,00 €	400 000,00 €	320 000,00 €	

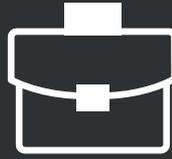
SOUS CR 443 8 - INNOVATION PEDAGOGIE NUMERIQUE

Rénovation des espaces d'apprentissage REACT EU (Transfert CPER Tea time : 560 000€)	2021-0018	435 200 €	0%	100%	388 350 €	165 700 €	4 500 €	219 500 €											
Plateforme pédagogique licence 3 ans - Wooclap						6 375 €		7 650 €	21 000 €	7 000 €		7 000 €		7 000 €	21 000 €	7 000 €			7 000 €
TOTAL SOUS CR 443 8 - INNOVATION PEDAGOGIE NUMERIQUE		435 200,00 €			388 350 €	172 075 €	4 500,00 €	227 150,00 €	21 000,00 €	7 000,00 €	- €	7 000,00 €	- €	7 000,00 €	21 000,00 €	7 000,00 €	- €	7 000,00 €	7 000,00 €

TOTAL DSIN		1 006 483 €			699 237 €	562 208 €	526 100 €	775 713 €	606 000 €	625 704 €	475 000 €	402 000 €	35 000 €	77 000 €	186 000 €	207 000 €	435 000 €	362 000 €	
TOTAL PLSE ET DSIN		8 629 764 €			969 867 €	1 182 754 €	1 345 777 €	1 718 368 €	1 361 000 €	1 410 704 €	1 900 000 €	1 797 000 €	485 000 €	557 000 €	2 136 000 €	1 657 000 €	485 000 €	912 000 €	
Autres dépenses d'investissement					1 735 €	1 735 €	700,00 €	700,00 €											

RECHERCHE - UB420

Investissements de la recherche		128 752,94 €	100%	0%	29 666,36 €	29 666,36 €	72 128,17 €	72 128,17 €											
INVESTISSEMENT TOTAL IEP		8 758 517 €			1 001 268 €	1 214 155 €	1 418 605 €	1 791 196 €	1 361 000 €	1 410 704 €	1 900 000 €	1 797 000 €	485 000 €	557 000 €	2 136 000 €	1 657 000 €	485 000 €	912 000 €	



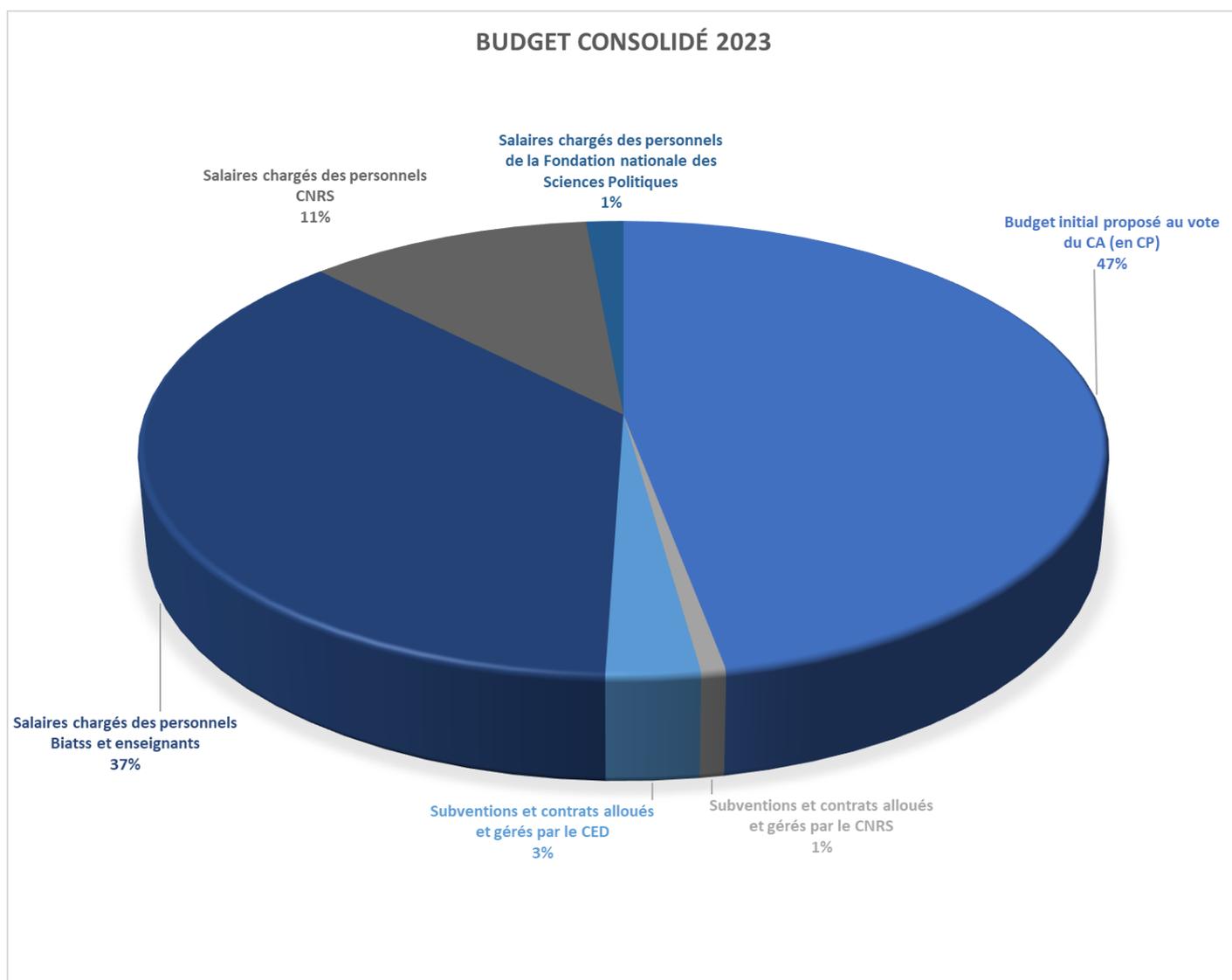
● Budget consolidé 2023

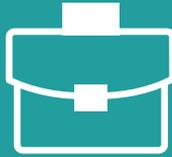


X. Budget consolidé 2023

BUDGET CONSOLIDÉ SCIENCES PO BORDEAUX 2023

Budget initial 2022 proposé au vote du CA (en CP) (Dont masse salariale 4 546 988 €)	10 075 759 €	
Subventions et contrats alloués et gérés par le CNRS	155 000 €	
Subventions et contrats alloués et gérés par le CED	586 754 €	
Salaires chargés des personnels Biats et enseignants	7 946 995 €	101
Salaires chargés des personnels CNRS (base 2021)	2 340 335 €	28
Salaires chargés des personnels de la Fondation nationale des Sciences Politiques (base 2022)	307 209 €	3
TOTAL	21412 052 €	





- **Récapitulatifs des budgets
par EB et par centre de
responsabilité**



XI. Récapitulatifs des budgets par EB et par centre de responsabilité

UB 410 FORMATION INITIALE ET CONTINUE

RECETTES BI 2023					DEPENSES BI 2023									
CR	SOUS-CR	OPERATION	LIBELLE	BI 2023	CR	SOUS-CR	OPERATION	LIBELLE	ENV	AE	CP			
CR411-CONTI	411 1 - FORMATION CONTINUE		Familiars certifiées FC2 et 4	47 600,00€	CR411-CONTI			Commission et appui aux parents, Mémoires, Intégration, formations	Fonctionnement	182 400,00€	182 400,00€			
			Familiars diplômés FC3	101 000,00€				Personnel	183 300,00€	183 300,00€				
			Familiars sur mesure FC1 et 5	149 600,00€				Personnel	183 300,00€	183 300,00€				
	Total 411 1 - FORMATION CONTINUE		398 200,00€					339 648,00€	339 648,00€					
	411 2 - APPRENTISSAGE UFA		Relevés de notes d'apprentissage par le CFA de ILB	256 495,00€			FIS APPRENTISSAGE	Personnel	74 310,00€	74 310,00€				
	Total 411 2 - APPRENTISSAGE UFA		276 495,00€			Total 411 2 - APPRENTISSAGE UFA			74 310,00€	74 310,00€				
Total CR 411-CONTI				634 695,00€	Total CR 411-CONTI					413 958,00€	413 958,00€			
CR412-ETUDES ET PREPA CONCOURS	412 1 - ETUDES		FIFA Séminaire UFA	4 000,00€	CR412-ETUDES ET PREPA CONCOURS			Activités pédagogiques et formations complémentaires (Droits d'examens)	Fonctionnement	8 000,00€	8 000,00€			
			TUCIC	3 300,00€				CPY Grand Format	Fonctionnement	700,00€	700,00€			
								Dépenses pour étudiants en situation de handicap	Fonctionnement	700,00€	700,00€			
								Dépenses TUCIC	Fonctionnement	3 000,00€	3 000,00€			
								Frais de missions : 40 000€	Fonctionnement	27 150,00€	27 150,00€			
				Dotation 2023 : - 12 000€				Fonctionnement	27 150,00€	27 150,00€				
	Total 412 1 - ETUDES		7 300,00€	Total 412 1 - ETUDES					39 550,00€	39 550,00€				
		412 2 - PREPA CONCOURS	OPE-2021-0011	CLASSES PREPA TALENS				-			OPE-2021-0011	Personnel	60 000,00€	60 000,00€
			Total OPE-2021-0011					-			Total OPE-2021-0011	Fonctionnement	60 350,00€	60 350,00€
				Solde CPY pour préparation Concours				19 500,00€			CPYC de Prépa concours HP - Frais de déplacement	Fonctionnement	5 000,00€	5 000,00€
			Droits d'inscription CPYC	20 000,00€			CPYC de Prépa concours HP - Dépenses diverses	Fonctionnement	1 500,00€	1 500,00€				
			Droits d'inscription CES	2 000,00€			Calculatrice INC	Fonctionnement	350,00€	350,00€				
			Frais de missions CPYC et CEMA	8 000,00€			Total 412 2 - PREPA CONCOURS		136 200,00€	136 200,00€				
			Solde CPYC	40 000,00€			Total 412 2 - PREPA CONCOURS		136 200,00€	136 200,00€				
Total 412 2 - PREPA CONCOURS			98 400,00€	Total 412 2 - PREPA CONCOURS					136 200,00€	136 200,00€				
	412 3 - I CONCOURS		I CONCOURS ENIS et Attaché	30 000,00€			412 3 - I CONCOURS	Dépenses I CONCOURS	Personnel	18 500,00€	18 500,00€			
	Total 412 3 - I CONCOURS		30 000,00€	Total 412 3 - I CONCOURS					18 500,00€	18 500,00€				
	412 4 - ECOLE DOCTORALE		Inscriptions Ecole Doctorale	20 000,00€			412 4 - ECOLE DOCTORALE	Missions/inscription	Fonctionnement	5 000,00€	5 000,00€			
	Total 412 4 - ECOLE DOCTORALE		20 000,00€	Total 412 4 - ECOLE DOCTORALE					5 000,00€	5 000,00€				
Total CR 412-ETUDES ET PREPA CONCOURS				156 700,00€	Total CR 412-ETUDES ET PREPA CONCOURS				199 250,00€	199 250,00€				
CR413-ADMISSIONS		OPE-2021-0008	Coûts de la réussite - Académie de la Métropole -	-	CR413-ADMISSIONS			Coûts de la réussite - Académie de la Métropole -	Fonctionnement	-	-			
		Total OPE-2021-0008		-						Total OPE-2021-0008		-	-	
								Coûts Appareils	Fonctionnement	2 000,00€	2 000,00€			
								Frais de missions	Fonctionnement	10 000,00€	10 000,00€			
								Coûts	Fonctionnement	3 000,00€	3 000,00€			
								Location salle audiovisuelle	Fonctionnement	11 000,00€	11 000,00€			
								Location studio vidéo	Fonctionnement	7 000,00€	7 000,00€			
Total CR 413-ADMISSIONS				-	Total CR 413-ADMISSIONS					33 600,00€	33 600,00€			
CR414-SPORT				-	CR414-SPORT			Contribution ASURK	Fonctionnement	1 000,00€	1 000,00€			
				-						Quotient UB institutions sportives	Fonctionnement	41 000,00€	41 000,00€	
				-						Dépenses de championnat de France	Fonctionnement	7 000,00€	7 000,00€	
				-						Frais de transport	Fonctionnement	7 000,00€	7 000,00€	
				-			Médical	Fonctionnement	15 000,00€	15 000,00€				
Total CR 414-SPORT				-	Total CR 414-SPORT				71 600,00€	71 600,00€				
CR415-CHAIRES	415 1 - CHAIRE TRENT	OPE-2019-0011	Fonction FRU	30 000,00€	CR415-CHAIRES			415 1 - CHAIRE TRENT	Personnel	33 652,70€	33 652,70€			
			Relevés de notes	30 000,00€				Total 415 1 - CHAIRE TRENT	Total OPE-2019-0011	33 652,70€	33 652,70€			
	Total 415 1 - CHAIRE TRENT	Total OPE-2019-0011	30 000,00€											
	415 2 - CHAIRE DAS	OPE-2018-0014	Relevés FRU	100 203,72€							415 2 - CHAIRE DAS	Fonctionnement	3 000,00€	3 000,00€
											Missions/rapports Claires	Personnel	91 203,59€	91 203,59€
Total 415 2 - CHAIRE DAS	Total OPE-2018-0014		109 203,72€	Total 415 2 - CHAIRE DAS	Total OPE-2018-0014				94 793,59€	94 793,59€				
415 3 - CHAIRE TERRESS	OPE-2020-0006						415 3 - CHAIRE TERRESS	Personnel	22 005,40€	22 005,40€				
								Prévisions	Fonctionnement	47 903,45€	47 903,45€			
Total 415 3 - CHAIRE TERRESS	Total OPE-2020-0006		-	Total 415 3 - CHAIRE TERRESS	Total OPE-2020-0006				69 908,85€	69 908,85€				
Total CR 415-CHAIRES				139 203,72€	Total CR 415-CHAIRES				198 355,23€	198 355,23€				
Total UB 410 FORMATION INITIALE ET CONTINUE				929 598,72€	Total UB 410 FORMATION INITIALE ET CONTINUE				916 763,23€	916 763,23€				

UB 430 FONCTIONS SOUTIEN

RECETTES BI 2023				
CR	SOU3-CR	OPERATION	LIBELLE	BI 2023
CR431-COMMUNICATION			Subvention COVID - Participation aux événements	15 000,00 €
			Subvention 2021 Comité participation aux Trésoreries des associations	7 200,00 €
			Rembourse Météo RTE	15 000,00 €
Total CR 431-COMMUNICATION				17 200,00 €
32-PARTENARIATS ET CARRIERE			Engagement étudiant - Subvention Région	4 200,00 €
Total CR 432-PARTENARIATS ET CARRIERE				4 200,00 €
CR433-BIBLIOTHEQUE				- €
Total CR 433-BIBLIOTHEQUE				- €
CR434-RINTE	434 1 - COOPERATION INTERNATIONALE			- €
	Total 434 1 - COOPERATION INTERNATIONALE			- €
	434 2 - AIDES MOBILITE INTERNATIONALE	OPE-2019-0012	FONDS BOURNIES DE MOBILITE "Région de la Manche" & "Association de la vie"	210 000,00 €
Total 434 2 - AIDES MOBILITE INTERNATIONALE			210 000,00 €	
CR434-RINTE	OPE-2019-0000	T ¹ - Chèque Médical UNIVERSITAIRE 2019-2020	- €	
	Total OPE-2019-0000			- €
	OPE-2020-0020	T ¹ - ERASMUS - 2020-14-FR019-1-0A-100-070010	88 781,75 €	
	Total OPE-2020-0020			88 781,75 €
	OPE-2022-0002	T ¹ - ERASMUS - 2022-0A-101	8 110,00 €	
	Total OPE-2022-0002			8 110,00 €
	OPE-2021-0028	T ¹ - ERASMUS - - 2021-14-FR019-1-0A-101-000-000410	5 207,00 €	
	Total OPE-2021-0028			5 207,00 €
	Total			100 098,75 €
	Total CR 434-RINTE			
CR435-VIE ETUDIANTE	435 1 - ASSOCIATIONS			- €
	Total 435 1 - ASSOCIATIONS			- €
	435 2 - FONDS POUR LA DIVERSITE SOCIALE ET TERRITORIALE	OPE-2020-0022	F ¹ FONDS POUR LA DIVERSITE - PROGRAMME BILAN - BOURNIES ETUDIANTES	95 000,00 €
Total OPE-2020-0022			16 000,00 €	
			79 000,00 €	
Total			87 300,00 €	
Total 435 2 - FONDS POUR LA DIVERSITE SOCIALE ET TERRITORIALE				102 300,00 €
CR435-VIE ETUDIANTE	OPE-2020-0021	COVIC 2020-2021	78 758,00 €	
	Total OPE-2020-0021			78 758,00 €
	OPE-2021-0005	Comités de la Résistance - Pédagogie	8 000,00 €	
	Total OPE-2021-0005			8 000,00 €
	OPE-2021-0006	Comités de la Résistance - Langues	12 000,00 €	
	Total OPE-2021-0006			12 000,00 €
	OPE-2021-0007	Participation 2021	- €	
	OPE-2021-0008	Subvention Région	100 000,00 €	
	OPE-2021-0009	Travaux d'accompagnement	1 000,00 €	
	Total OPE-2021-0007-0009			101 000,00 €
Total			227 258,00 €	
Total CR 435-VIE ETUDIANTE				329 658,00 €
CR436-AQUIMOB			Caravanes	2 000,00 €
Total CR 436-AQUIMOB			2 000,00 €	
Total UB 430 FONCTIONS SOUTIEN				666 056,75 €

DEPENSES BI 2023											
CR	SOU3-CR	OPERATION	LIBELLE	ENV	AE	CP					
CR431-COMMUNICATION			Autres subventions :								
			- Rembourse Subvention Festival Chant :								
			102 2000€								
			Rembourse responsabilité								
			subvention des associations : 15 000€								
			support presse /Autres subventions								
			Subvention d'entretien : 11 000€ AE et 100 000€ en CP								
			Partage de frais : 14 000€								
			Crédits versés aux associations : 2 000€								
			Autres subventions : 10 000€								
CR431-COMMUNICATION			Chèques institutionnels : 10 000€								
			Exercices de gestion : 11 000€								
			Chèques de soutien des étudiants : 10 000€								
			Autres subventions : 10 000€								
			Exercices de gestion : 10 000€								
			Chèques de soutien des étudiants : 10 000€								
			Autres subventions : 10 000€								
			Exercices de gestion : 10 000€								
			Chèques de soutien des étudiants : 10 000€								
			Autres subventions : 10 000€								
Total CR 431-COMMUNICATION					103 780,00 €	107 780,00 €					
CR432-PARTENARIATS ET CARRIERE			Compagnons jeunesse		11 400,00 €	11 400,00 €					
			Jeunes		10 000,00 €	10 000,00 €					
			Compagnons jeunesse		10 000,00 €	10 000,00 €					
Total CR 432-PARTENARIATS ET CARRIERE					40 400,00 €	40 400,00 €					
CR433-BIBLIOTHEQUE			Autres subventions :		7 000,00 €	7 000,00 €					
			Participation aux événements		4 400,00 €	4 400,00 €					
			Participation aux événements		10 000,00 €	10 000,00 €					
			Participation aux événements		100 000,00 €	100 000,00 €					
Total CR 433-BIBLIOTHEQUE					189 040,00 €	189 040,00 €					
CR434-RINTE	434 1 - COOPERATION INTERNATIONALE		Chèques de la vie internationale		10 000,00 €	10 000,00 €					
	Total 434 1 - COOPERATION INTERNATIONALE				30 000,00 €	30 000,00 €					
	434 2 - AIDES MOBILITE INTERNATIONALE		Fonds de la mobilité internationale + Compensation des dépenses de voyage		182 000,00 €	181 620,00 €					
Total 434 2 - AIDES MOBILITE INTERNATIONALE					182 000,00 €	181 620,00 €					
CR434-RINTE	OPE-2019-0000	T ¹ - Chèque Médical UNIVERSITAIRE 2019-2020	1 000,00 €								
	Total OPE-2019-0000			1 000,00 €							
	OPE-2020-0020	T ¹ - ERASMUS - 2020-14-FR019-1-0A-100-070010	38 500,00 €								
	Total OPE-2020-0020			38 500,00 €							
	OPE-2022-0002	T ¹ - ERASMUS - 2022-0A-101	10 000,00 €								
	Total OPE-2022-0002			38 500,00 €							
	OPE-2021-0028	T ¹ - ERASMUS - - 2021-14-FR019-1-0A-101-000-000410	8 036,00 €								
	Total OPE-2021-0028			8 036,00 €							
	Total			82 036,00 €							
	Total CR 434-RINTE				274 036,00 €	243 036,00 €					
CR435-VIE ETUDIANTE	435 1 - ASSOCIATIONS		Associations		11 000,00 €	11 000,00 €					
			Associations		10 000,00 €	10 000,00 €					
			Associations		1 000,00 €	1 000,00 €					
Total 435 1 - ASSOCIATIONS					27 000,00 €	27 000,00 €					
CR435-VIE ETUDIANTE	435 2 - FONDS POUR LA DIVERSITE SOCIALE ET TERRITORIALE		F ¹ FONDS POUR LA DIVERSITE - PROGRAMME BILAN - BOURNIES ETUDIANTES		30 700,00 €	30 000,00 €					
	Total OPE-2020-0022				29 750,00 €	34 000,00 €					
					80 120,00 €	80 120,00 €					
Total 435 2 - FONDS POUR LA DIVERSITE SOCIALE ET TERRITORIALE					89 870,00 €	94 120,00 €					
CR435-VIE ETUDIANTE	OPE-2020-0021	COVIC 2020-2021	Autres subventions		10 000,00 €	10 000,00 €					
			Autres subventions		1 000,00 €	1 000,00 €					
			Autres subventions		10 000,00 €	10 000,00 €					
			Autres subventions		10 000,00 €	10 000,00 €					
			Autres subventions		10 000,00 €	10 000,00 €					
			Autres subventions		10 000,00 €	10 000,00 €					
			Autres subventions		10 000,00 €	10 000,00 €					
			Autres subventions		10 000,00 €	10 000,00 €					
			Autres subventions		10 000,00 €	10 000,00 €					
			Autres subventions		10 000,00 €	10 000,00 €					
Total OPE-2020-0021					83 100,00 €	83 100,00 €					
OPE-2021-0005	Comités de la Résistance - Pédagogie				10 700,00 €	10 700,00 €					
Total OPE-2021-0005					13 600,00 €	13 600,00 €					
OPE-2021-0006	Comités de la Résistance - Langues				10 000,00 €	10 000,00 €					
Total OPE-2021-0006					12 000,00 €	12 000,00 €					
OPE-2021-0007	Participation 2021				30 000,00 €	30 000,00 €					
OPE-2021-0008	Subvention Région				11 000,00 €	11 000,00 €					
OPE-2021-0009	Travaux d'accompagnement				100 000,00 €	100 000,00 €					
Total OPE-2021-0007-0009					124 000,00 €	124 000,00 €					
Total					282 880,00 €	282 880,00 €					
Total CR 435-VIE ETUDIANTE					400 658,00 €	404 058,00 €					
CR436-AQUIMOB			Caravanes		4 000,00 €	4 000,00 €					
Total CR 436-AQUIMOB					4 000,00 €	4 000,00 €					
Total UB 430 FONCTIONS SOUTIEN					991 848,60 €	969 618,60 €					

CR443-DSIN

443 1 - LICENCES ANNUELLES		Licences Serveur	Investissement	68 000,00€	68 000,00€	
		Diplômes en ligne	Fonctionnement	5 000,00€	5 000,00€	
		Hyperplanning	Fonctionnement	7 500,00€	7 500,00€	
		Licences diverses	Fonctionnement	3 000,00€	3 000,00€	
		Licences Office Microsoft	Fonctionnement	11 900,00€	11 900,00€	
		Licences Serveur	Fonctionnement	5 000,00€	5 000,00€	
		Moveon	Fonctionnement	- €	12 600,00€	
		Redevance Cocktail : 78 000€ Ouverture 80% :	Fonctionnement	46 480,00€	43 980,00€	
		Réseau Alumni	Fonctionnement	5 200,00€	5 200,00€	
		Shibboleth RENATER	Fonctionnement	6 000,00€	6 000,00€	
		Zoom	Fonctionnement	36 000,00€	36 000,00€	
	Total 443 1 - LICENCES ANNUELLES				194 080,00 €	204 160,00 €
	443 2 - SUPPORTS ANNUELS		Aquipass Unicampus	Fonctionnement	1 300,00€	1 300,00€
			Badgause	Fonctionnement	3 500,00€	3 500,00€
			Lecteur Optique	Fonctionnement	3 200,00€	3 200,00€
		Maintenance OMS	Fonctionnement	6 000,00€	6 000,00€	
		Neolune	Fonctionnement	3 700,00€	3 700,00€	
		Participation service numérique interuniversitaire	Fonctionnement	12 060,00€	12 060,00€	
		RAM et colisation APOGEE	Fonctionnement	25 000,00€	25 000,00€	
		Renouvellement Licences	Fonctionnement	10 000,00€	10 000,00€	
		Support système réseau	Fonctionnement	3 000,00€	3 000,00€	
Total 443 2 - SUPPORTS ANNUELS				67 760,00 €	67 760,00 €	
443 3 - PRESTATIONS DE DEVELOPPEMENT		Prestations diverses maintenance (7000€) + Nom domaine (400€) + accessibilité web (1500€)	Fonctionnement	17 920,00€	17 920,00€	
	Total 443 3 - PRESTATIONS DE DEVELOPPEMENT				17 920,00 €	17 920,00 €
443 4 - MATERIEL		Petits matériels divers	Fonctionnement	5 480,00€	5 480,00€	
		Renouvellement imprimantes	Fonctionnement	600,00€	600,00€	
		Renouvellement postes	Investissement	19 700,00€	19 700,00€	
		Téléphonie mobile terminaux	Investissement	1 500,00€	1 500,00€	
Total 443 4 - MATERIEL				27 280,00 €	27 280,00 €	
443 5 - TELECOMPHOTOCOP		Photocopieurs	Fonctionnement	60 300,00€	21 900,00€	
		Frais Paybox	Fonctionnement	13 000,00€	13 000,00€	
		Télécommunications	Fonctionnement	17 500,00€	17 500,00€	
Total 443 5 - TELECOMPHOTOCOP				90 800,00 €	52 400,00 €	
443 6 - VIDEO		Affichage dynamique	Investissement	30 400,00€	30 400,00€	
		Petit matériel portable (6000€) + Médiasite licence et support (15 000€) + recâblage salles HDMI (7 000€)	Investissement	28 000,00€	28 000,00€	
		Fournitures (6 000€)	Fonctionnement	4 800,00€	4 800,00€	
Total 443 6 - VIDEO				63 200,00 €	63 200,00 €	
443 7 - PROJETS		CLUSTER VPN	Investissement	60 000,00€	60 000,00€	
		COEUR DE RÉSEAU : 200 000€	Investissement	200 000,00€	200 000,00€	
		Connecteur complémentaire GED	Investissement	40 000,00€	40 000,00€	
		GED	Investissement	9 000,00€	9 000,00€	
		GED 163 000€ en CP				
		Ouverture 80% : - 32 600€ CP	Fonctionnement	- €	130 400,00€	
		Modules supp UB : 5 000€				
		Ouverture 80% : - 2000€	Fonctionnement	3 000,00€	3 000,00€	
		SONDE SECURISEE 33 704€ en CP				
		Ouverture 80% : -6 740.80€	Investissement	- €	26 963,20€	
		SONORISATION ATRIRUM	Investissement	10 000,00€	10 000,00€	
	STOCKAGE SERVEUR	Investissement	50 000,00€	50 000,00€		
		Investissement	5 000,00€	5 000,00€		
	Urgences	Fonctionnement	5 000,00€	5 000,00€		
Total 443 7 - PROJETS				382 000,00 €	539 363,20 €	
443 8 - INNOVATION PEDAGOGIE NUMERIQUE		Licence Woodap	Investissement	- €	7 650,00€	
		Achat de livres	Fonctionnement	200,00€	200,00€	
		Adhésions	Fonctionnement	1 500,00€	1 500,00€	
		Événements/déplacements	Fonctionnement	2 500,00€	2 500,00€	
		Intervenants Formation	Personnel	1 500,00€	1 500,00€	
		Logiciels : 11 000€ Ouverture 80% : - 6261€	Fonctionnement	4 739,00€	4 739,00€	
		Missions	Fonctionnement	3 000,00€	3 000,00€	
		Stagiaires	Fonctionnement	3 500,00€	3 500,00€	
		OPÉ 2021-2018	Personnel	46 000,00€	46 000,00€	
		REACT EU	Investissement	4 500,00€	219 500,00€	
		AAP DGESIP	Fonctionnement	9 605,00€	9 605,00€	
		AAP DGESIP	Personnel	1 900,00€	1 900,00€	
Total 443 8 - INNOVATION PEDAGOGIE NUMERIQUE				78 944,00 €	301 594,00 €	
Total CR 443-DSIN				921 984,00 €	1 273 677,20 €	

CR444-PLSE

444 1 - ENTRETIEN COURANT ET FLUIDES		Désinfection Fluides Nettoyage des vitres Prestation de nettoyage Redevance Sigdu	Fonctionnement Fonctionnement Fonctionnement Fonctionnement	500,00 € 261 900,00 € 20 000,00 € 50 000,00 € 20 000,00 €	500,00 € 261 900,00 € 20 000,00 € 50 000,00 € 20 000,00 €
Total 444 1 - ENTRETIEN COURANT ET FLUIDES				352 400,00 €	352 400,00 €
444 2 - LOGISTIQUE		Accueil IEP Dépenses : Fournitures, courrier et divers Transférés de administratif Maintenance/ déplacements	Fonctionnement Fonctionnement Fonctionnement	65 000,00 € 42 000,00 € 5 000,00 €	65 000,00 € 42 000,00 € 5 000,00 €
Total 444 2 - LOGISTIQUE				112 000,00 €	112 000,00 €
444 3 - TRAVAUX DE MAINTENANCE ET PETITES RENOVATI		Electricité Gros oeuvre - VRD Maintenance façade étanchéité Menuiseries - Serrurerie Peinture - Faux plafonds - Murs - sols Plomberie -CVC	Fonctionnement Fonctionnement Fonctionnement Fonctionnement Fonctionnement Fonctionnement	11 200,00 € 5 000,00 € 8 000,00 € 10 000,00 € 15 000,00 € 16 000,00 € 10 000,00 €	11 200,00 € 5 000,00 € 8 000,00 € 10 000,00 € 15 000,00 € 16 000,00 € 10 000,00 €
Total 444 3 - TRAVAUX DE MAINTENANCE ET PETITES RENOVATIONS				75 200,00 €	75 200,00 €
Suivi dans RUB 400	OPE-2018-0047	Report CP 2022	Investissement	- €	25 654,70 €
	Total OPE-2018-0047			- €	
Total suivi UB 400				- €	25 654,70 €
444 4 - GROS ENTRETIEN ET OPERATIONS DE TRAVAUX	OPE-2018-0046	Amélioration anphi Siegriz et Montesquieu	Investissement	66 448,60 €	75 000,00 €
	Total OPE-2018-0046			66 448,60 €	75 000,00 €
	OPE-2020-0008	Mise en place bornes parking IEP pour voitures électriques	Investissement	20 000,00 €	20 000,00 €
	Total OPE-2019-0019			20 000,00 €	20 000,00 €
	OPE-2019-0019	Aménagement du parking souterrain	Investissement	120 000,00 €	100 000,00 €
	Total OPE-2019-0019			120 000,00 €	100 000,00 €
	OPE-2020-0010	Travaux extension de la bibliothèque dans le cadre du projet TEA TIME CPER	Investissement	50 000,00 €	50 000,00 €
	Total OPE-2020-0010			50 000,00 €	50 000,00 €
	OPE-2022-0003	Gestion des eaux pluviales	Investissement	20 000,00 €	20 000,00 €
	Total OPE-2021-0018			20 000,00 €	20 000,00 €
	OPE-2022-0004	Seconde phase aménagement avenue Léon Duquai	Investissement	491 228,00 €	500 000,00 €
	Total OPE-2021-0018			491 228,00 €	500 000,00 €
		Portes	Investissement	- €	100 000,00 €
		Travaux aménagements espaces de vie + études travaux aménagement local archive sous-sol+ rafraichissement salles serveurs	Investissement	32 000,00 €	32 000,00 €
	Total			32 000,00 €	132 000,00 €
Total 444 4 - GROS ENTRETIEN ET OPERATIONS DE TRAVAUX				799 676,60 €	897 000,00 €
444 5 - SANTE ET SECURITE		Entretien et maintenance des bâtiments Mission santé prévention Projets relatifs au document unique	Fonctionnement Fonctionnement Fonctionnement	149 920,00 € 20 000,00 € 30 000,00 €	149 920,00 € 20 000,00 € 30 000,00 €
Total 444 5 - SANTE ET SECURITE				199 920,00 €	199 920,00 €
444 6 - EQUIPEMENTS		Mobilier Outillage, matériel, vêtements de travail, signalétique...	Investissement Fonctionnement	20 000,00 € 28 000,00 €	20 000,00 € 28 000,00 €
Total 444 6 - EQUIPEMENTS				48 000,00 €	48 000,00 €
444 7 - ENVIRONNEMENT		Accompagnement label DORS, Projets environnementaux + gestion et tri des déchets : 65 000€ AE et 89 000€ CP Ouverture 80% : - 13 000€ AE et - 17 800€ CP	Fonctionnement	52 000,00 €	71 200,00 €
Total 444 7 - ENVIRONNEMENT				52 000,00 €	71 200,00 €
Total CR 444-PLSE				1 639 196,60 €	1 755 720,00 €
Total UB 440 FONCTIONS SUPPORT				5 817 264,60 €	6 287 938,80 €

UB 420 RECHERCHE

RECETTES BI 2023			DEPENSES BI 2023			
CR	SOUS-CR	BI 2023	CR	SOUS-CR	AE	CP
CR421-CED	421 1 - OPERATIONS	751 741,30 €	CR421-CED	421 1 - OPERATIONS	699 938,55 €	701 128,14 €
	421 2 - QUINQUENNAL	45 000,00 €		421 2 - QUINQUENNAL	45 000,00 €	45 000,00 €
	421 3 - PROJETS	119 208,46 €		421 3 - PROJETS	119 208,46 €	119 208,46 €
	421 4 - DOCTOR	58 046,00 €		421 4 - DOCTOR	281 676,30 €	281 676,30 €
Total CR421-CED		973 995,76 €	Total CR421-CED		1 145 823,31 €	1 147 004,90 €
CR422-LAM	422 1 - OPERATIONS	398 782,06 €	CR422-LAM	422 1 - OPERATIONS	443 846,24 €	449 788,77 €
	422 2 - QUINQUENNAL	45 000,00 €		422 2 - QUINQUENNAL	45 000,00 €	45 000,00 €
	422 3 - PROJETS	81 250,00 €		422 3 - PROJETS	81 250,00 €	81 250,00 €
Total CR422-LAM		525 032,06 €	Total CR422-LAM		569 296,24 €	576 038,77 €
CR423-VALORISATION DE LA RECHERCHE	423 1 - VAREC	10 211,00 €	CR423-VALORISATION DE LA RECHERCHE	423 1 - VAREC	76 000,00 €	76 000,00 €
	423 2 - QUINQUENNAL	45 000,00 €		423 2 - QUINQUENNAL	47 000,00 €	60 340,00 €
		7 900,00 €			16 400,00 €	16 400,00 €
Total CR423-VALORISATION DE LA RECHERCHE		63 111,00 €	Total CR423-VALORISATION DE LA RECHERCHE		139 400,00 €	152 740,00 €
Total UB 420 RECHERCHE		1 562 138,82 €	Total UB 420 RECHERCHE		1 854 519,55 €	1 875 783,67 €



BUDGET PRÉVISIONNEL CONSOLIDÉ LES AFRIQUES DANS LE MONDE - UMR 5115

RECETTES	2021	2022	DÉPENSES (CP)	2021	2022
LAM GESTION IEP					
Contrat quinquennal					
Fonctionnement	38 927 €	40 000 €	Fonctionnement	38 924 €	40 000 €
Personnel	4 641 €	2 000 €	Personnel	4 641 €	2 000 €
Investissement	1 432 €	3 000 €	Investissement	1 432 €	3 000 €
Sous-total contrat quinquennal	45 000 €	45 000 €	Sous-total contrat quinquennal	44 997 €	45 000 €
Contrats					
Contrats Région					
Art et Citoyenneté (M. Le Lay)	- €	54 716 €	Art et Citoyenneté (M. Le Lay)	10 772 €	- €
FAPPA CRNA (O. Provini & D. Darbon)	- €	27 250 €	FAPPA CRNA (O. Provini & D. Darbon)	4 717 €	23 829 €
POSEIDONIS Baudouin Dupret fct	37 435 €	- €	POSEIDONIS Baudouin Dupret fct	18 844 €	27 700 €
POSEIDONIS Baudouin Dupret Personnel			POSEIDONIS Baudouin Dupret Personnel	32 664 €	32 664 €
Sous-total contrats Région	37 435 €	81 966 €	Sous-total contrats Région	66 997 €	84 193 €
ANR					
ELIPS - fonctionnement			ELIPS - fonctionnement	23 €	17 000 €
ELIPS - personnel	81 593 €	- €	ELIPS - personnel	23 008 €	46 017 €
ELIPS - investissement			ELIPS - investissement	- €	1 400 €
OSMOSE Alice Corbet - fonctionnement			OSMOSE Alice Corbet - fonctionnement	- €	7 326 €
OSMOSE Alice Corbet - personnel	28 232 €	28 232 €	OSMOSE Alice Corbet - personnel	- €	32 667 €
OSMOSE Alice Corbet - investissement			OSMOSE Alice Corbet - investissement	- €	1 500 €
Sous-total ANR	109 825 €	28 232 €	Sous-total ANR	23 031 €	105 910 €
Autres Contrats					
Orange Labs (JP Berrou) - contrat n°2&3 fct	23 888 €	16 440 €	Orange Labs (JP Berrou) - contrat n°2&3 fct	6 635 €	25 657 €
ESRC - SOAS -Elara Bertho - fonctionnement	29 090 €	12 536 €	ESRC - SOAS -Elara Bertho - fonctionnement	9 000 €	32 319 €
FAPPA/AFD (O.Provini et D. Darbon) -fonctionnement	- €	- €	FAPPA/AFD (O.Provini et D. Darbon) -fonctionnement	9 193 €	5 845 €
FAPPA/AFD (O.Provini et D. Darbon) - personnel			FAPPA/AFD (O.Provini et D. Darbon) - personnel	1 752 €	- €
Coopération avec SCAC Bamako-Mali n°3	- €	- €	Coopération avec SCAC Bamako-Mali n°3	- €	9 680 €
AFICAM-FSPI Mali Céline Thiriot - fct			AFICAM-FSPI Mali Céline Thiriot - fct	68 295 €	40 760 €
AFICAM-FSPI Mali Céline Thiriot - personnel	91 520 €	- €	AFICAM-FSPI Mali Céline Thiriot - personnel	18 570 €	23 980 €
AFICAM-FSPI Mali Céline Thiriot - inv			AFICAM-FSPI Mali Céline Thiriot - inv	5 453 €	- €
ANRS COVID M.E. Gruénais	23 494 €	- €	ANRS COVID M.E. Gruénais	6 653 €	15 341 €
RISQUE NUCLEAIRE M.E. Gruénais (conseil départ.) - fonctionnement	3 750 €	8 750 €	RISQUE NUCLEAIRE M.E. Gruénais (conseil départ.) - fonctionnement	3 946 €	5 957 €
RISQUE NUCLEAIRE M.E. Gruénais (conseil départ.) - investissement			RISQUE NUCLEAIRE M.E. Gruénais (conseil départ.) - investissement		1 400 €
CHAIRE DIASPORAS AFRICAINES (CRNA+IF+BM) E. Smith -fct	28 400 €	23 000 €	CHAIRE DIASPORAS AFRICAINES (CRNA+IF+BM) E. Smith -fct	35 212 €	35 240 €
CHAIRE DIASPORAS AFRICAINES (CRnA+IF+BM) E. Smith -pers			CHAIRE DIASPORAS AFRICAINES (CRnA+IF+BM) E. Smith -pers	71 620 €	63 333 €
Gouvernance migration - personnel	6 000 €	14 000 €	Gouvernance migration - personnel	11 514 €	4 600 €
IDEX Visiting professor - fonctionnement	- €	1 000 €	IDEX Visiting professor - fonctionnement	- €	1 000 €
IDEX Visiting professor - personnel	- €	13 000 €	IDEX Visiting professor - personnel	- €	13 000 €
Subvention Ambassade de France en Algérie	2 500 €	- €	Subvention Ambassade de France en Algérie	- €	2 500 €
Convention frais de gestion	- €	21 798 €	Convention frais de gestion - pers	- €	21 798 €
Prévision projets, contrats, subvention, etc.	- €	170 453 €	Prévision projets, contrats, subvention, etc.	- €	170 453 €
Sous-total autres contrats	208 642 €	280 977 €	Sous-total autres contrats	247 843 €	472 863 €
Total gestion IEP	400 902	436 175	Total gestion IEP	382 868 €	707 965 €
GESTION CNRS					
Soutien de base (estimation pour 2022)					
Dotation UB DGF CNRS	13 107 €	13 682 €	Dotation UB DGF CNRS	13 107 €	13 682 €
Dotation IRD DGF CNRS	15 000 €	15 000 €	Dotation IRD DGF CNRS	15 000 €	15 000 €
CDD Doctorant CNRS 80 prime	37 440 €	37 440 €	CDD Doctorant CNRS 80 prime	37 440 €	37 440 €
Total gestion CNRS	122 547 €	123 122 €	Total gestion CNRS	122 547 €	123 122 €
TOTAL GÉNÉRAL...	523 449 €	559 296 €	TOTAL GENERAL...	505 415 €	831 087 €

BUDGET PRÉVISIONNEL CONSOLIDÉ CENTRE ÉMILE DURKHEIM - UMR 5116

RECETTES	2022	2023	DÉPENSES	2022	2023
CED GESTION IEP	10 000 €	7 000 €	Informatique (Mat. ,logici. & maintenance)	10 000 €	7 000 €
	5 000 €	5 000 €	Fourn.(bureau, petit mat.) et denrées	5 000 €	5 000 €
Contrat quinquennal	4 000 €	6 000 €	Publications (Participation à l'édition)	4 000 €	6 000 €
	11 000 €	11 000 €	Missions, Réceptions	11 000 €	11 000 €
	5 000 €	5 000 €	Rémunérations	5 000 €	5 000 €
Fonctionnement	6 000 €	6 000 €	Prestations internes (Frais tel, photocop, pap, réseau, affranchi)	6 000 €	6 000 €
	4 000 €	5 000 €	Prest. extérieures (impr., trad., relect., form.)	4 000 €	5 000 €
Sous total...	45 000 €	45 000 €	Sous total...	45 000 €	45 000 €
Contrats					
Contrats Région					
Jeunesse et pandémie (GP)		74 744 €	Jeunesse et pandémie (GP)		74 744 €
Vigilance citoyenne et Intelligence artificielle (AA)		65 330 €	Vigilance citoyenne et Intelligence artificielle (AA)		65 330 €
Le problème public de la mort (AS)	42 198 €	42 823 €	Le problème public de la mort (AS)	42 198 €	42 823 €
INEGAPOL-Elus locaux et conceptions du système politique (C)	40 945 €	42 636 €	INEGAPOL-Elus locaux et conceptions du système politique (C)	40 945 €	42 636 €
Jeunes parents et nationalisme banal (SD)	62 215 €	66 063 €	Jeunes parents et nationalisme banal (SD)	62 215 €	66 063 €
Citoyenneté & Vivre ens.et quart. popul. Flash Covid(GP)	30 306 €	- €	Citoyenneté & Vivre ens.et quart. popul. Flash Covid(GP)	30 306 €	- €
APCLIMTER . Flash Covid (DC)	23 479 €	- €	APCLIMTER . Flash Covid (DC)	23 479 €	- €
Production-Urb. Numérique Mobilité& Habitat (GP)	79 286 €	- €	Prod-Urb. Numérique Mobilité& Habitat (GP)	79 286 €	- €
Jeunesse, citoyenneté inég. socio spatiale (VT)	20 851 €	- €	Jeunesse, citoyenneté inég. socio spatiale (VT)	20 851 €	- €
Sous-total contrats Région...	299 280 €	291 596 €	Sous-total...	299 280 €	291 596 €
ANR					
ANR-2021 UNEQUALCITIZEN (CB)	93 126 €	103 542 €	ANR-2021 UNEQUALCITIZEN (CB)	93 126 €	103 542 €
ANR-2021 ECOINDUS transition écologique (SC)	20 635 €	116 177 €	ANR-2021 ECOINDUS transition écologique (SC)	20 635 €	116 177 €
ANR-2021 GLOBALSMOD Air pollution in Global South (RH)	37 733 €	82 712 €	ANR-2021 GLOBALSMOD Air pollution in Global South (RH)	37 733 €	82 712 €
ANR-2020 - Gilets Jaunes (MDS)	59 315 €	64 168 €	ANR-2020 - Gilets Jaunes (MDS)	59 315 €	64 168 €
ANR-2019 -"PolAsie" Part.pol immigrants Asiat. (VT)	36 244 €	27 439 €	ANR-2019 -"PolAsie" Part.pol immigrants Asiat. (VT)	36 244 €	27 439 €
ANR-2019 -"Ceremoniac" Eco.céremonielle Asie centr.(CD)	28 400 €	86 600 €	ANR-2019 -"Ceremoniac" Eco.céremonielle Asie centr.(CD)	28 400 €	86 600 €
ANR-2019 -"CosPo" Opin.publ.sondagière France-All (TS)	85 928 €	50 023 €	ANR-2019 -"CosPo" Opin.publ.sondagière France-All (TS)	85 928 €	50 023 €
Sous-total ANR...	361 381 €	530 661 €	Sous total...	361 381 €	530 661 €
Projets européens					
POWERS (CD) European Security Challenge	9 376 €	- €	POWERS (CD) European Security Challenge	9 376 €	- €
POWERTS (VT) Empowering 1st gen. Students	19 850 €	23 800 €	POWERTS (VT) Empowering 1st gen. Students	19 850 €	23 800 €
Sous-total UE	9 376 €	23 800 €	Sous total...	9 376 €	23 800 €
Autres contrats					
Observatoire Démocratie Permanente Ville Bx (VT)		22 000 €	Observatoire Démocratie Permanente Ville Bx (VT)		22 000 €
HCC Haut Comité au Climat (AS)		2 464 €	HCC Haut Comité au Climat (AS)		2 464 €
Univ. Oslo - Singlemarkets (AS)	25 472 €	30 605 €	Univ. Oslo - Singlemarkets (AS)	25 472 €	30 605 €
ADEME -PECAPLO - Prioriser enjeu climatique (AS)	64 517 €	32 400 €	ADEME -PECAPLO - Prioriser enjeu climatique (AS)	64 517 €	32 400 €
ADEME - FRACTALES - Fabr.&Terr.Relocal.& Ecolog. act. (XI)	36 649 €	36 649 €	ADEME - FRACTALES - Fabr.&Terr.Relocal.& Ecolog. act. (XI)	36 649 €	36 649 €
Caisse Dépôts & PUCA - Gouvernance Urbaine (GP)	34 678 €	- €	Caisse Dépôts & PUCA - Gouvernance Urbaine (GP)	34 678 €	- €
DGRIS - Patrimoine culturel & conflits armés (Th. E.Portel)	37 167 €	36 401 €	DGRIS - Patrimoine culturel & conflits armés (Th. E.Portel)	37 167 €	36 401 €
INJEP - YOUNELECT (VT)	45 000 €	- €	INJEP - YOUNELECT (VT)	45 000 €	- €
Cofin DEPS- ETPAF Jeunes parents et nationalisme banal (SD)		18 000 €	Cofin DEPS- ETPAF Jeunes parents et nationalisme banal (SD)		18 000 €
Cofin - GIP Vigilance Citoyenne et IA (AA)	13 333 €	- €	Cofin - GIP Vigilance Citoyenne et IA (AA)	13 333 €	- €
Fondation Volkswagen (CH) - Univ Manheim	5 275 €	- €	Fondation Volkswagen (CH) - Univ Manheim	5 275 €	- €
CIS Forum Urbain - Projet Tutorés	39 860 €		CIS Forum Urbain - Projet Tutorés	39 860 €	
CIS Forum Urbain - Prestations	2 794 €		CIS Forum Urbain - Prestations	2 794 €	
CIS Forum Urbain - POPSU	6 000 €		CIS Forum Urbain - POPSU	6 000 €	
Sous-total autres contrats...	310 745 €	178 519 €	Sous total...	310 745 €	178 519 €
Total gestion IEP...	1 025 782 €	1 069 576 €	Total gestion IEP	1 025 782 €	1 069 576 €
GESTION CNRS					
Soutien de base	62 000 €	66 000 €	Dep./ Soutien de base	62 000 €	66 000 €
Total gestion CNRS...	62 000 €	66 000 €	Total gestion CNRS	62 000 €	66 000 €
GESTION CED-UBX- SITE VICTOIRE et MSHA					
Contrat quinquennal	45 123 €	47 295 €	Dépenses sur le contrat quinquennal	45 123 €	47 295 €
ANR - PHAG ONE (CB)	114 800 €	17 200 €	ANR - PHAG ONE (CB)	114 800 €	17 200 €
ANR - PHAGES - Des Virus pour soigner (CB)	44 264 €	6 000 €	ANR - PHAGES - Des Virus pour soigner (CB)	44 264 €	6 000 €
ANR - PREDICT OP Un marché à risque (AS)	131 110 €	20 441 €	ANR - PREDICT OP Un marché à risque (AS)	131 110 €	20 441 €
ANR - SKEPTISCIENCE (PR)	55 579 €	53 579 €	ANR - SKEPTISCIENCE (PR)	55 579 €	53 579 €
ANR -TDL Travail des lycéen-ne-s et trajectoires scolaires (JV)		9 500 €	ANR -TDL Travail des lycéen-ne-s et trajectoires scolaires (JV)		9 500 €
ANR - COMPAC-Autonomie vieillissement handicap (MH)		41 167 €	ANR - COMPAC-Autonomie vieillissement handicap (MH)		41 167 €
ANR - IA-UB- [ACT]- Projet Démocratie (SR)		18 400 €	ANR - IA-UB- [ACT]- Projet Démocratie (SR)		18 400 €
CRNA - L'organisation du démantèlement nucléaire (A Su)	12 000 €	9 500 €	CRNA - L'organisation du démantèlement nucléaire (A Su)	12 000 €	9 500 €
CRNA - Expertise citoyenne en santé (BJ)	39 800 €	20 993 €	CRNA - Expertise citoyenne en santé (BJ)	39 800 €	20 993 €
CRNA - Echelles de la transition agroécologique (DT)	8 900 €	14 894 €	CRNA - Echelles de la transition agroécologique (DT)	8 900 €	14 894 €
CRNA - Parcours des décrocheurs scolaires (JZ)	2 493 €	- €	CRNA - Parcours des décrocheurs scolaires (JZ)	2 493 €	- €
CRNA - Inégal. et thérapies innov. en cancérol. (BJ)	7 000 €	6 446 €	CRNA - Inégal. et thérapies innov. en cancérol. (BJ)	7 000 €	6 446 €
CRNA - Dim. genrées des violences/partenaires intimes (EM)	9 555 €	15 000 €	CRNA - Dim. genrées des violences/partenaires intimes (EM)	9 555 €	15 000 €
CRNA - Individualisation parcours étudiants (NC-RD)	41 000 €	45 158 €	CRNA - Individualisation parcours étudiants (NC-RD)	41 000 €	45 158 €
CRNA - Accès innovation dans la filière sarcome (PR)	11 000 €	15 963 €	CRNA - Accès innovation dans la filière sarcome (PR)	11 000 €	15 963 €
CRNA - Effets répression en régime autoritaire (CGL)	9 000 €	- €	CRNA - Effets répression en régime autoritaire (CGL)	9 000 €	- €
CRNA - Etre plasticien aujourd'hui (FL)		55 000 €	CRNA - Etre plasticien aujourd'hui (FL)		55 000 €
CRNA - Etude sociologique sur la méthanisation (SR)		14 466 €	CRNA - Etude sociologique sur la méthanisation (SR)		14 466 €
INCA - Emergence de l'IA en biomédecine (PR)	53 900 €	21 683 €	INCA - Emergence de l'IA en biomédecine (PR)	53 900 €	21 683 €
MSA - Travail soutenable en agriculture durable (DT)	55 647 €	15 968 €	MSA - Travail soutenable en agriculture durable (DT)	55 647 €	15 968 €
SIRIC - Inégal accès en thérapies innov. En cancérologie (BJ)	44 174 €	- €	SIRIC - Inégal accès en thérapies innov. En cancérologie (BJ)	44 174 €	- €
SIRIC - Démocratie participative et expertise citoyenne (BJ)	63 000 €	- €	SIRIC - Démocratie participative et expertise citoyenne (BJ)	63 000 €	- €
SIRIC - Gérontologie (BJ)		40 200 €	SIRIC - Gérontologie (BJ)		40 200 €
Mission Just. - Dim. genrées des violences part.intimes (EM)	10 000 €	10 000 €	Mission Just. - Dim. genrées des violences part.intimes (EM)	10 000 €	10 000 €
ADEME - Transagrina (DT)	34 156 €	16 026 €	ADEME - Transagrina (DT)	34 156 €	16 026 €
FRB - Analyse des conditions de transition écologique (DT)	3 500 €	- €	FRB - Analyse des conditions de transition écologique (DT)	3 500 €	- €
Univ. Bretagne Ouest - CAPAFAM- Parents après un cancer (B)	4 000 €	4 010 €	Univ. Bretagne Ouest - CAPAFAM- Parents après un cancer (B)	4 000 €	4 010 €
Bx Métropole - DIAIR Diagnostic Terr.Aide Intégr. (CS)	15 000 €	- €	Bx Métropole - DIAIR Diagnostic Terr.Aide Intégr. (CS)	15 000 €	- €
MENJ - Partenariat pluriannuel (RD) - Post-Doc		52 865 €	MENJ - Partenariat pluriannuel (RD) - Post-Doc		52 865 €
IUF - R. Delès		15 000 €	IUF - R. Delès		15 000 €
Total gestion Université de Bordeaux	815 001 €	586 754 €	Total gestion Université de Bordeaux	815 001 €	586 754 €
TOTAL GÉNÉRAL...	1 902 783 €	1 722 330 €	TOTAL GENERAL...	1 902 783 €	1 722 330 €



● Tarifs



XII. Tarifs

DROITS D'INSCRIPTION & FRAIS DE SCOLARITÉ

FORMATION INITIALE

1) Droits fixes obligatoires

Ces droits sont fixés nationalement, chaque année, et sont applicables à tous les étudiants de l'enseignement supérieur :

- Droits de bibliothèque : la part des droits d'inscription affectée au service commun de documentation (dit « droits de bibliothèque ») est égale au montant minimum fixé nationalement par l'arrêté annuel relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur. Pour l'année 2021-2022 ce montant est de 34€ [Arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur - Article 9] ;
- CVEC : le montant est fixé annuellement par arrêté ministériel.

2) Droits modulés

Sauf cas d'exonération listés ci-dessous, les étudiants inscrits dans le cadre de la formation initiale du diplôme de Sciences Po Bordeaux - cursus général et filières intégrées binationales recrutées du côté de Sciences Po Bordeaux (y compris les étudiants de Sciences Po Bordeaux effectuant un séjour académique dans une université étrangère partenaire ou dans le cadre d'un stage international) sont soumis aux droits modulés (barème ci-dessous).

Revenu borne mini	Revenu borne maxi	Premier cycle			Second cycle		
		Années 1 à 3	Droits mini	Droits maxi	Années 4 et 5	Droits mini	Droits maxi
Résidence fiscale Espace Economique Européen							
0 €	7 999 €	0,0%	0 €	0 €	0,0%	0 €	0 €
8 000 €	11 999 €	3,5%	280 €	420 €	4,0%	320 €	480 €
12 000 €	13 199 €	4,0%	480 €	528 €	4,5%	540 €	594 €
13 200 €	14 599 €	4,5%	594 €	657 €	5,0%	660 €	730 €
14 600 €	16 199 €	5,0%	730 €	810 €	5,5%	803 €	891 €
16 200 €	17 699 €	5,5%	891 €	973 €	6,0%	972 €	1 062 €
17 700 €	19 299 €	6,0%	1 062 €	1 158 €	6,5%	1 151 €	1 254 €
19 300 €	20 999 €	6,5%	1 255 €	1 365 €	7,0%	1 351 €	1 470 €
21 000 €	23 199 €	7,0%	1 470 €	1 624 €	7,5%	1 575 €	1 740 €
23 200 €	26 499 €	7,5%	1 740 €	1 987 €	8,0%	1 856 €	2 120 €
26 500 €	32 499 €	8,0%	2 120 €	2 600 €	8,5%	2 253 €	2 762 €
32 500 €	41 999 €	8,5%	2 763 €	3 570 €	9,0%	2 925 €	3 780 €
42 000 €	51 999 €	9,0%	3 780 €	4 680 €	9,5%	3 990 €	4 940 €
52 000 €	62 999 €	9,5%	4 940 €	5 985 €	10,0%	5 200 €	6 300 €
63 000 €	>63000	10,0%	6 300 €	6 300 €	10,5%	6 615 €	6 615 €
Résidence fiscale hors Espace Economique Européen			6 300 €			6 615 €	

3) Droits forfaitaires

Cursus	Montant du forfait Sciences Po Bordeaux
Doctorat - habilitation	Droits de scolarité dans un cursus de formation conduisant à la délivrance d'un diplôme national fixés par arrêté ministériel
Étudiant redoublant leur année de mobilité en France (2 ^e année du diplôme de Sciences Po Bordeaux)	CVEC uniquement
Certificat d'études spécialisées : <ul style="list-style-type: none"> - 5^e année - mutualisation entrante - mutualisation sortante 	1400 € + droits de bibliothèque + CVEC 400 € + droits de bibliothèque + CVEC 400 € + CVEC
5 ^e année GEO <i>Les étudiants s'acquittent des droits de scolarité auprès de l'université de Bordeaux.</i>	400 € + droits de bibliothèque + CVEC
5 ^e année JO (uniquement les étudiants effectuant leur scolarité à l'étranger de Sciences Po Bordeaux)	400 € + droits de bibliothèque + CVEC
Étudiants en année de césure	35 % des droits modulés applicables + droits de bibliothèque + CVEC
Étudiants internationaux en échanges hors convention <ul style="list-style-type: none"> - 1 semestre - 2 semestres/une année universitaire 	1250 € + droits de bibliothèque + CVEC 2500 € + droits de bibliothèque + CVEC
Étudiants internationaux sous convention, y compris les étudiants en filières intégrées binationales recrutés par l'université partenaire	Exonération (les droits d'inscription sont acquittés auprès de l'université d'origine, sauf dispositions spéciales prévues dans les conventions)
Dispositif numérique de soutien à l'insertion professionnelle	400 € droits d'inscription + droits de bibliothèque + CVEC
Étudiant sportif de haut niveau en contrat d'études Étudiant-salariés en contrat d'études	Le montant des droits modulés normalement payé sur une année universitaire est divisé par le nombre d'années dérogatoires prévues, et étalé sur ces dernières.

4) Exonération

Les boursiers sur critères sociaux du CROUS, les boursiers du gouvernement français, les pupilles de la nation, les étudiants ayant le statut officiel de réfugié, les étudiants sous statut apprenti ainsi que les étudiants étrangers inscrits dans les programmes d'échanges relevant de conventions prévoyant une clause d'exonération et les étudiants recrutés dans le cadre du dispositif Prépa Talents sont exonérés de plein droit des droits d'inscription (droits modulés ou forfaitaires) et des droits de bibliothèque.

Les cas d'exonération propres à la CVEC sont définis par décret.

FORMATION CONTINUE 2023/2024

Cursus	Tarifs
Diplôme IEP en FC (adultes 4A + 5A)	4000 € x 2 ans = 8000 € (salarié, prof lib, auto-entr., gérant/chef d'entr.) + <i>droits bibliothèque fixés réglementairement</i> 2000 € x 2 ans = 4000 € (demandeur d'emploi) + <i>droits bibliothèque fixés réglementairement</i>
Diplôme IEP en contrat de professionnalisation (5A sur les parcours CA, ESSIS, GTE)	4200 € ¹ + <i>droits bibliothèque fixés réglementairement</i>
Diplôme IEP en contrat d'apprentissage (5A sur les parcours CA, ESSIS, GTE, EAP-DPA)	9222 € ² + <i>CVEC</i>
Executive master STPI-AS (seul)	10 500 € + <i>droits bibliothèque fixés réglementairement</i> 3400 € : bloc à l'unité + <i>droits bibliothèque fixés réglementairement</i>
Executive master STPI-ESS	10 500 € ou par bloc + <i>droits bibliothèque fixés réglementairement</i> 3400 € : bloc à l'unité + <i>droits bibliothèque fixés réglementairement</i>
Executive master STPI-ESS, tarif certifié CNAM	7 970 € + <i>droits bibliothèque fixés réglementairement</i>
Executive master MTAP	11 000 € + <i>droits bibliothèque fixés réglementairement</i> 3400 € : bloc à l'unité + <i>droits bibliothèque fixés réglementairement</i>

¹ Prise en charge par l'employeur et l'OPCO de secteur, ce tarif se fonde sur les montants conventionnels : entre 9,15 € /H et 15 € /H (public : jeune jusqu'à 26 ans ou demandeur d'emploi). Exonéré de CVEC

² Prise en charge par l'employeur et/ou par la taxe d'apprentissage sur la base des coûts définis et reconnus par France compétences (NPEC) et les OPCO, dans le cadre de la convention passée avec le CFA de l'université de Bordeaux. Gestion par l'UFA IEP sauf pour EAP-DPA (gestion par l'UA MDEGA de l'UB). Remise commerciale uniquement dans le cadre de la délibération N° 2020-43, adopté par le conseil d'administration du 20 novembre 2020

Executive Master MP2SI	<p>12 000 € + <i>droits bibliothèque fixés réglementairement</i></p> <p>3600 € : bloc à l'unité + <i>droits bibliothèque fixés réglementairement</i></p>
Certificats de spécialité Formation continue	<p>De 3400 € à 5000 €/participant Option obligatoire, cycle organisé par l'IEP</p> <p>800 € par participant : Financement personnel CEAL</p> <p>1200 € par participant : Financement institutionnel CEAL</p> <p>1200 €/participant Option facultative FORHOM, cycle organisé en partenariat</p>
VAE	550 €
VAP	200 €
Formations « intra » (pour le compte d'une administration, d'une collectivité territoriale ou d'une entreprise pour son propre personnel)	Tarifs définis de manière contractuelle avec le commanditaire/client, soit dans le cadre d'un marché de gré à gré, soit dans le cadre d'un marché public

PRÉPARATION AUX CONCOURS

Préparations	Tarifs
CPAG à temps complet (étudiants)	-700 € Exonération pour les boursiers et pour les personnes recrutées dans le cadre du dispositif Prépa Talents
CPAG - 2 ^e année & Groupe de soutien Objectif Haute Fonction Publique	-500 € Exonération pour les boursiers et pour les personnes recrutées dans le cadre du dispositif Prépa Talents
CPAG à temps complet (salariés, fonctionnaires, demandeurs d'emploi)	- Financement institutionnel : 3 000 € ³ -Prise en charge individuelle : 1 000 € Exonération pour les demandeurs d'emploi recrutés dans le cadre de dispositif Prépa Talents
Module entraînement à l'oral pour public extérieur	-200 €
Préparation concours administratifs catégorie A 1 jour par semaine	-Financement institutionnel : 2 300 € ³ -Prise en charge individuelle : 1 000 € ⁴
Formation en ligne i-Concours <i>Tarifs par module :</i> <i>Tarifs dégressifs pour l'achat de plusieurs modules :</i> - 2 modules achetés - 3 modules achetés - 4 modules achetés Une remise de 50 % est accordée aux diplômé·e·s de Sciences Po Bordeaux, sur présentation du diplôme.	200 € 300 € 450 € 600 €

³ Frais d'inscription votés au CA du 30/03/2012

⁴ Le tarif individuel peut s'appliquer en cas de financement institutionnel partiel avec complément payé par l'utilisateur.

³ Financement pris en charge par l'employeur ou par un organisme - hors convention spécifique.

FRAIS DE DOSSIERS

ADMISSION FORMATION INITIALE

Diplôme	Élèves boursiers sur critères sociaux du CROUS ou du secondaire ou boursier du gouvernement français	0 €
	Élèves présentés par les lycées partenaires dans le cadre des conventions d'ouverture au recrutement (« Sciences Po Bordeaux je le peux parce que je le veux », convention « Outre-mer »)	20 €
	Autres élèves	120€
Dispositif numérique de soutien à l'insertion professionnelle		60 €
Certificat d'Etudes Spécialisées - 5 ^e année		60 €
Étudiants étrangers titulaires du Certificat d'Études Politiques de Sciences Po Bordeaux (CEP)		60 €
Contrat d'apprentissage		0 €

ADMISSION FORMATION CONTINUE

FC - Diplôme IEP en FC ou Executive Master <i>(sauf double diplôme DEIS-Executive Master AS)</i>	120 €
FC - Examen de recevabilité VAP ou VAE	140 €
FC - Bloc certifiant à l'unité dans le cadre d'un Executive Master	60 €

ADMISSION EN PRÉPA CONCOURS

CPAG	60 €
Préparation aux concours adm.de catégorie A « prépa. 1 jour hebdo »	60 €

TESTS LINGUISTIQUES & AUTRES TESTS

DÉNOMINATION	FOURNISSEUR	TARIF ÉTUDIANT (*)
TOEIC (Test Of English International Communication)	ETS GLOBAL	76 € / étudiant Exonération de 50 % pour les boursiers
IELTS (International English Language Training system)	BRITISH COUNCIL	Tarif du test : 203 € 75% pris en charge par l'étudiant, soit 153€ 25% pris en charge par l'IEP, soit 50€ Exonération totale pour les boursiers
TCF	CIEP	60 € / épreuve orale facultative

(*) Selon le taux en vigueur

BIBLIOTHÈQUE

TARIFS D'INSCRIPTION

La bibliothèque de Sciences Po Bordeaux est ouverte à tous librement et gratuitement dans le respect de la mission de service public de l'établissement. La consultation des documents sur place est, elle aussi, libre et gratuite.

L'emprunt de documents est quant à lui soumis à la délivrance d'une carte de bibliothèque après inscription. L'inscription permet aussi l'accès au service du prêt entre bibliothèques.

En revanche, l'inscription ne permet pas d'accéder à la documentation numérique souscrite par l'établissement, ce service étant exclusivement réservé aux publics détenant des identifiants numériques institutionnels.

Les établissements universitaires du site bordelais coopèrent pour faciliter la fréquentation croisée de leurs publics respectifs et partagent un même système d'information. Les tarifs d'inscription de la bibliothèque de Sciences Po Bordeaux sont par conséquent harmonisés avec ceux des autres établissements du site.

BIBLIOTHÈQUE DE SCIENCES PO BORDEAUX – TARIFS D'INSCRIPTION		
	Type d'utilisateur	TARIFS
ÉTUDIANTS	Inscrits dans un établissement public d'enseignement supérieur sous tutelle du Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. <i>À noter : Un montant forfaitaire affecté aux services documentaires est inclus dans les droits d'inscription universitaires. L'arrêté du 19 avril 2019 (article 9) en fixe le seuil minimal à 34 €.</i>	34 €
	Inscrits dans un autre type d'établissement	34 €
PERSONNELS D'ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE OU ASSIMILÉS	Personnels des établissements du site universitaire du site universitaire bordelais	Gratuit
	Chercheurs des EPST aquitains (CNRS, INRIA, INSERM, etc.) et du CHU de Bordeaux	
	Personnels d'établissements publics d'enseignement primaire, secondaire ou supérieur hors site bordelais	34 €
PARTENARIATS INSTITUTIONNELS <i>Sur communication préalable de listes détaillées des ayants droits</i>	IFAID : Personnels hébergés dans les locaux de Sciences Po Bordeaux et étudiants Rectorat de Bordeaux : Préparandiers de l'agrégation interne d'économie Programme tremplin d'aide aux réfugiés Wintegratee tout autre partenariat faisant l'objet d'une convention incluant un volet documentaire	Gratuit
ÉLÈVES DU SECONDAIRE	Élèves d'établissements partenaires du dispositif « JPPJV »	Gratuit
	Autres élèves du secondaire	34 €
PARTICULIERS	Particuliers	68 €
	Particuliers anciens étudiants de l'IEP et du CPAG	34 €
	Demandeurs d'emploi, bénéficiaires d'un minima social, personnes en situation de handicap	Gratuit
COLLECTIVITÉS	Collectivités publiques, associations, entreprises	340 €

Les justificatifs demandés pour l'inscription sont les suivants :

- *Étudiants / Personnels d'établissements publics d'enseignement et/ou de recherche* : carte Aquipass OU carte d'étudiant OU certificat de scolarité OU bulletin de salaire
- *Autres publics* : justificatif de domicile daté de moins de 3 mois ET pièce d'identité valide.

- **Collectivités** : document signé du directeur ou président de la collectivité donnant pouvoir à la personne déléguée à la bibliothèque pour solliciter la création d'une carte de bibliothèque

Les cartes sont établies pour une année universitaire ou une année complète de date à date suivant les cas. Le paiement des droits d'inscription sera effectué par chèque bancaire établi à l'ordre de l'agent comptable de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, remis directement au service financier par l'utilisateur.

TARIFS DE PRÊTS ENTRE BIBLIOTHÈQUES

Nota bene : le service du prêt entre bibliothèques n'est pas pratiqué entre bibliothèques du site universitaire bordelais.

BIBLIOTHÈQUE DE SCIENCES PO BORDEAUX - TARIFS DE PRÊT ENTRE BIBLIOTHÈQUES TOUS DOCUMENTS (photocopies d'articles ou de chapitres, prêts d'ouvrages ou de thèses)	
PEB Demandeur	Fourniture de documents provenant d'autres bibliothèques académiques françaises ou étrangères (à l'exception des autres bibliothèques du site bordelais).
	Gratuité pour le demandeur à raison de 30 documents par an au maximum.
	Paiement par la bibliothèque de Sciences Po Bordeaux, autant que possible sous forme de bons IFLA.
	Les frais d'expédition pour le retour des ouvrages sont pris en charge par la bibliothèque de Sciences Po Bordeaux sans frais pour le demandeur.
PEB Fournisseur	Fourniture de documents de la bibliothèque de Sciences Po Bordeaux à d'autres bibliothèques françaises ou étrangères (à l'exception des autres bibliothèques du site bordelais).
	Gratuité

REMBOURSEMENT DE DOCUMENTS EN CAS DE PERTE OU DÉGRADATION

En cas de perte ou de dégradation manifeste d'un document, il sera demandé au lecteur d'acquiescer par ses propres soins le même document dans le circuit commercial pour en assurer le remplacement.

Si le document est épuisé ou introuvable dans le circuit commercial, son remplacement par un ouvrage d'un prix équivalent sera exigé.

REMBOURSEMENT DE TABLETTES NUMÉRIQUES EN CAS DE PERTE OU DÉGRADATION

La bibliothèque de Sciences Po Bordeaux propose depuis le 23 septembre 2019 un service de prêt de tablettes numériques.

En cas de perte ou de dégradation manifeste du matériel, l'emprunteur devra s'acquiescer d'un montant correspondant à la valeur de réparation ou de remplacement du matériel par un matériel similaire ou de qualité équivalente.

TARIFS DE PHOTOCOPIE ET D'IMPRESSION

Les services de reprographie sont exclusivement réservés aux étudiants et personnels de l'établissement disposant d'identifiants ENT Sciences Po Bordeaux valides.

Les tarifs de photocopie et d'impression sont fixés pour l'ensemble de l'établissement suivant la grille de tarif proposée plus bas.

Le scan de documents est gratuit.

PRESTATIONS DE SERVICE & DIVERS

PHOTOCOPIES À LA BIBLIOTHÈQUE ET DANS LES SALLES INFORMATIQUES (LIBRE-SERVICE)

- Photocopie N & B (l'unité) : 0,06 € TTC
- Photocopie couleur (l'unité) : 0,18 € TTC

Nota bene : Le paiement des photocopies ou impressions dans les salles libre-service et à la bibliothèque ne s'effectue uniquement que via la carte Aquipass et le compte Izly qui lui est associé.

PHOTOCOPIES À LA REPROGRAPHIE

- Photocopie N & B (l'unité) : 0,02 € TTC
- Photocopie couleur(l'unité) : 0,20 € TTC

CARTE AQUIPASS

- Renouvellement d'une carte « Aquipass » : 10 €

ADAPTATEUR POUR VIDÉOPROJECTEUR

- Remplacement d'un adaptateur pour vidéoprojecteur : 30 €

LOCATION DES SALLES ¹

SALLES	Journée HT*	½ journée HT*
Amphithéâtre Montesquieu (376 places)	2000 €	1000 €
Amphithéâtre Siegfried (244 places)	1400 €	700 €
Amphithéâtre (150 places)	1000 €	500 €
Amphithéâtre (90 places)	1000 €	500 €
Salle (25 places)	300 €	150 €
Autres salles	600 €	300 €

* Le taux de TVA appliqué est de 20%.

FRAIS ANNEXES À LA LOCATION DE SALLES

En fonction des prestations, des frais supplémentaires de sécurité, de nettoyage et/ou d'astreintes techniques peuvent être facturés selon les taux horaires suivants :

- Agent d'entretien : 20 € HT/h/agent
- Agent de Sûreté (ADS) : 22 € HT/h/agent
- Agent de sécurité incendie (SSIAP1) : 25 € HT/h/agent

Pour les locations en semaine après 19h30, ainsi que le samedi et le dimanche : majoration des tarifs HT de 20%

PRESTATIONS	½ Journée HT*
Permanence technicien pour wifi, vidéo projecteur	300 €
Permanence technicien pour wifi, vidéo projecteur + captation vidéo	600 €
Permanence technicien pour wifi, vidéo projecteur, captation vidéo + production vidéo (seulement Amphithéâtre Montesquieu)	1000 €
Installation, prêt matériel (sans permanence)	100 €
Tournages/prises de vue (tarifs doublés le week-end) Ces tarifs valent pour une occupation de 12 heures consécutives et sont divisibles par tranches de 6 heures.	8h/19h : 2000 € 19h/8h : 4000 €

* Le taux de TVA appliqué est de 20%.

¹ Tarifications susceptibles d'ajustement en fonction de partenariats spécifiques établis par convention.

Projet de Budget présenté par le Directeur le 09 Décembre
2022 Pessac,

Le 09 décembre 2022

Le Directeur,

Dominique DARBON

Adopté par le Conseil d'Administration, dans sa séance du 09 Décembre
2022 Pessac,

Le 09 décembre 2022

Le Président du Conseil d'Administration,

Bernard CAZENEUVE

Depuis 1948,
Sciences Po
Bordeaux, une
grande école
au cœur de
l'université.

Pluridisciplinarité

Formation

Professionalisation

Diversité

Fonds social

Pluridisciplinarité

International

Professionalisation

Pluridisciplinarité

International

Fonds social

International

Diversité

Professionalisation

Recherche

Formation

Formation

Pluridisciplinarité

Recherche

Professionalisation

Formation

Fonds social

Recherche

International

Fonds social

Professionalisation

Diversité

Recherche

Diversité

Fonds social

Pluridisciplinarité

Formation

Diversité

International

Formation

Recherche

Professionalisation

Diversité

Fonds social

Pluridisciplinarité

Recherche

International



Sciences Po Bordeaux

11 allée Ausone
Domaine universitaire
F-33607 Pessac Cedex

+33 [0]5 56 844 **252**
sciencespobordeaux.fr



Cartographie des risques " Immobilisations "

Version 2022

Mise à jour le 14/11/2022

Groupe d'activité	N° du risque	Libellé du risque	Lever	Critère de qualité comptable	Cotation du risque						Niveau de maîtrise	Commentaires
					Impact				Proba	Gravité		
					Fin.	Jur.	Ima.	Global				
Immobilisations - Organisation	R-IMMO-001	Absence d'organigramme permettant de formaliser les responsabilités fonctionnelles entre les acteurs	Organiser	Tous les critères	4	2	2	4	2	3	1	Élaborer un organigramme fonctionnel
Immobilisations - Organisation	R-IMMO-002	Documents mal classés ou archivés	Tracer	Justification	3	3	2	3	2	3	2	Mettre en place une GED et un SAE
Immobilisations - Organisation	R-IMMO-003	Les règlements internes et externes ne sont pas respectés	Documentation	Régularité	4	4	4	4	2	3	2	Créer un espace organisé pour rendre disponible la documentation de référence, les procédures, les modes opératoires, les formulaires, les instructions etc ...
Immobilisations - Acquisitions	R-IMMO-004	Erreur d'imputation - distinction immobilisations / charges	Documentation	Imputation	2	3	2	3	3	3	4	
Immobilisations - Acquisitions	R-IMMO-005	Absence ou mise en service prématurée d'une immobilisation	Tracer	Rattachement au bon exercice	2	2	1	2	3	3	4	Maintien du dispositif de suivi
Immobilisations - Acquisitions	R-IMMO-006	Les subventions d'investissement ne sont pas rattachées à l'immobilisation comme prévu par l'acte attributif (absence/erreur)	Tracer	Régularité	3	4	4	4	3	4	2	Mettre en place un dispositif de suivi annuel des subventions d'investissement et d'équipement (Rapprochement Neptune et Comptabilité générale)
Immobilisations - Protection	R-IMMO-007	Disparition des équipements mis à disposition du personnel	Tracer	Régularité	2	3	1	3	3	3	4	Dispositif de suivi en place lors du départ des agents
Immobilisations - Protection	R-IMMO-008	Absence de recensement et de suivi des contrats de maintenance et d'assurance	Tracer	Exhaustivité	2	2	2	2	2	2	4	Maintenir le tableau de suivi global des contrats de maintenance
Immobilisations - Inventaire	R-IMMO-009	Absence d'un inventaire physique actualisé	Organiser	Exhaustivité	4	2	1	4	4	4	1	Rédiger le protocole de mise en place de l'inventaire physique Mettre en place un dispositif d'inventaire physique

Groupe d'activité	N° du risque	Libellé du risque	Lever	Critère de qualité comptable	Cotation du risque						Niveau de maîtrise	Commentaires
					Impact			Proba	Gravité			
Immobilisations - Inventaire	R-IMMO-010	L'inventaire comptable n'est pas actualisé	Organiser	Exhaustivité	1	1	1	1	1	1	3	Le processus est maîtrisé mais insuffisamment documenté
Immobilisations - Inventaire	R-IMMO-011	Ecart entre l'inventaire physique et l'inventaire comptable	Organiser	Exactitude	4	2	1	4	4	4	1	Organiser annuellement un rapprochement entre l'inventaire comptable et l'inventaire physique (un inventaire tournant par catégorie de biens, ou bien par localisations)
Immobilisations - Sorties	R-IMMO-012	Les cessions, dons, mises au rebut ne respectent pas les dispositions réglementaires	Documentation	Régularité	2	2	1	2	4	3	2	Rédiger la procédure de cessions, dons et mises au rebut des immobilisations

Cartographie des risques " Achats d'exploitation et autres dépenses" Version 2022

Mise à jour le 14/11/2022

Groupe d'activité	N° du risque	Libellé du risque	Lever	Critère de qualité comptable	Cotation du risque					Niveau de maîtrise	Commentaires	
					Impact				Proba			Gravité
					Fin.	Jur.	Ima.	Global				
Achat et dépenses Organisation	R-DEP-001	Absence d'organigramme permettant de formaliser les responsabilités fonctionnelles entre les acteurs	Organiser	Tous les critères	1	1	1	1	2	1	3	Organigramme fonctionnel à élaborer
Achat et dépenses Organisation	R-DEP-002	Documents mal classés ou archivés	Tracer	Justification	3	3	2	3	2	3	2	Mettre en place une GED
Achat et dépenses Organisation	R-DEP-003	Les règlements internes et externes ne sont pas respectés	Documentation	Régularité	2	2	2	2	3	3	3	Créer un espace organisé pour rendre disponible la documentation de référence, les procédures, les modes opératoires, les formulaires, les instructions etc ...
Achat et dépenses Commande	R-DEP-004	Passer une commande en dehors d'un marché existant	Documentation	Régularité	1	2	1	2	3	3	4	Maintenir dans le temps les actions d'amélioration. Professionnalisation des acteurs intervenants dans le cadre de la dépense publique. Suivi des mises à jour des contrôles paramétrés dans GFC Dépense. Analyser un échantillon de B/C pour identifier les
Achat et dépenses Commande	R-DEP-005	La procédure de marché public n'est pas en adéquation avec le besoin initial	Organiser/ Documenter	Régularité	2	1	1	2	1	1	4	Mise en place d'un tableau de bord. Achat d'une licence pour la rédaction et suivi des marchés publics. Un document précisant la politique d'achat au sein de l'établissement est régulièrement mis à jour.
Achat et dépenses Commande	R-DEP-006	Achats sans bon de commande (B/C)	Tracer	Régularité	1	2	2	2	3	3	3	Recenser les factures sans B/C Actualiser la procédure achats Maintenir le niveau de connaissance du processus
Achat et dépenses Commande	R-DEP-007	Erreurs dans la saisie du bon de commande - imputation et liquidation (TVA, groupes de marchandise...)	Documentation	Imputation/ Exactitude	1	1	1	1	2	1	3	Analyser un échantillon de B/C pour identifier les anomalies et mettre en place des actions d'amélioration
Achat et dépenses Réception commande	R-DEP-008	Retard/absence dans la certification du service fait (SF)	Organiser	Rattachement au bon exercice	2	2	2	2	3	3	2	Mettre en place un contrôle mensuel, formalisé, organisé et tracé pour analyser les B/C sans SF.
Achat et dépenses Réception facture	R-DEP-009	Non prise en compte d'une facture	Organiser	Exhaustivité	2	2	2	2	2	2	2	Maintien d'un contrôle hebdomadaire formalisé, organisé et tracé pour analyser le compte 408 - factures non parvenues. Déversement des factures de

Groupe d'activité	N° du risque	Libellé du risque	Lever	Critère de qualité comptable	Cotation du risque						Niveau de maîtrise	Commentaires
					Impact				Proba	Gravité		
Achat et dépenses Bourses	R-DEP-010	Ne pas verser une aide financière à un étudiant à la suite d'une décision	Organiser	Régularité	1	1	2	2	1	1	3	Action de sensibilisation à mener auprès des services prescripteurs La gestion du fonds social est désormais centralisée Etablir un tableau de suivi centralisé du versement des aides
Achat et dépenses Missions	R-DEP-011	Les procédures réglementaires liée aux missions ne sont pas systématiquement respectées	Organiser/ Documenter	Régularité	3	2	2	3	2	3	4	Mise en place d'un marché en Octobre 2022. Vote d'une politique "voyage" au CA en Septembre 2022. Professionnalisation des gestionnaires "missions"

Cartographie des risques " Rémunération " Version 2022

Mise à jour le 10/11/2022

Groupe d'activité	N° du risque	Libellé du risque	Levier	Critère de qualité comptable	Cotation du risque						Niveau de maîtrise	Commentaires
					Impact				Proba	Gravité		
					Fin.	Jur.	Ima.	Global				
Rémunération - Organisation	R-REM-001	Absence d'organigramme permettant de formaliser les responsabilités fonctionnelles entre les acteurs	Organiser	Tous les critères	3	3	1	3	3	3	3	Mettre en place une actualisation annuelle de l'organigramme fonctionnel
Rémunération - Organisation	R-REM-002	Documents mal classés ou archivés	Tracer	Justification	3	3	2	3	2	3	2	Mettre en place une GED et un SAE
Rémunération - Organisation	R-REM-003	Les règlements internes et externes ne sont pas respectés	Documentation	Régularité	4	4	4	4	2	3	2	Créer un espace organisé pour rendre disponible la documentation de référence, les procédures, les modes opératoires, les formulaires, les instructions etc ...
Rémunération - Organisation	R-REM-004	Le contrôle de la paie n'est pas optimisé	Organiser	Régularité	4	3	3	4	3	4	2	Analyser les contrôles et les résultats des contrôles de la paie sur l'année pour mettre en place des actions d'amélioration
Rémunération - Organisation	R-REM-005	Gestion non intégrée de la paie entraînant dégradation et perte de données entre le SI RH et le SI Paie	Organiser	Sincérité	3	3	3	3	1	2	2	Mise en qualité des données entre WINPAIE et MANGUE pour préparer l'acquisition de la brique cocktail paie en 2021.
Rémunération - Recrutement	R-REM-006	Les pièces constituant le dossier des vacataires enseignants sont insuffisantes ou irrégulières	Organiser	Régularité	2	2	2	2	3	3	2	Améliorer le processus de recrutement des vacataires enseignants
Rémunération - Recrutement	R-REM-007	La qualité des contrats est insuffisante pour la mise en paiement des HCC et des rémunérations accessoires des vacataires enseignants par l'AC	Organiser	Régularité	3	1	1	3	2	3	4	Recenser et rédiger si besoin les modèles de contrat pour toutes les activités liées à l'enseignement
Rémunération - liquidation	R-REM-008	Indus lié au paiement de prime ou HCC à des enseignants dont le service n'est pas complet ou n'est pas validé pour la période universitaire	Organiser	Régularité	1	2	2	2	2	2	4	
Rémunération - liquidation	R-REM-009	Erreur de liquidation des HCC (enseignants titulaires + vacataires)	Organiser	Exactitude	1	2	2	2	2	2	4	

Groupe d'activité	N° du risque	Libellé du risque	Lever	Critère de qualité comptable	Cotation du risque						Niveau de maîtrise	Commentaires
					Impact				Proba	Gravité		
Rémunération - liquidation	R-REM-010	Déclenchement automatique d'une rémunération indue	Organiser	Exactitude	1	2	4	4	3	4	2	Mise en place de procédures formalisées de saisie et de contrôle de paie

Cartographie des risques " Recettes " Version 2022

Mise à jour le 14/11/2022

Groupe d'activité	N° du risque	Libellé du risque	Levier	Critère de qualité comptable	Cotation du risque						Niveau de maîtrise	Commentaires
					Impact				Proba	Gravité		
					Fin.	Jur.	Ima.	Global				
Recettes - Organisation	R-REC-001	Absence d'organigramme permettant de formaliser les responsabilités fonctionnelles entre les acteurs	Organiser	Tous les critères	4	3	2	4	3	4	1	Élaborer un organigramme fonctionnel
Recettes - Organisation	R-REC-002	Documents mal classés ou archivés	Tracer	Justification	3	2	2	3	1	2	4	Dossier partagé mis en place entre l'AC et la DAF en attente du déploiement de la GED
Recettes - Organisation	R-REC-003	Les règlements internes et externes ne sont pas respectés	Documentation	Régularité	4	2	4	4	2	3	3	Créer un espace organisé pour rendre disponible la documentation de référence, les procédures, les modes opératoires, les formulaires, les instructions etc ...
Recettes - Constatation et liquidation	R-REC-004	Absence/Retard dans l'émission d'une facture	Piloter	Exhaustivité	2	2	2	2	1	1	3	Constituer un suivi du réalisé au niveau des conventions de recherches et du SI financier pour les opérations
Recettes - Constatation et liquidation	R-REC-005	Difficulté de justifier les dépenses liées à un financement	Tracer	Justification	3	4	4	4	1	2	4	Suivi de chaque financement dans une opération dans GFC afin d'y affecter l'ensemble des dépenses et des recettes
Recettes - Constatation et liquidation	R-REC-006	Erreur dans le calcul des factures pour mise à disposition des locaux	Documentation	Sincérité	2	2	2	2	2	2	4	
Recettes - Constatation et liquidation	R-REC-007	Recettes non justifiées par une PJ réglementaire	Documentation	Justification	4	3	1	4	1	2	2	Rédiger une instruction reprenant la liste des PJ des recettes des organismes arrêté du 24 octobre 2018
Recettes - Encaissement	R-REC-008	Encaissements en absence de rapprochement	Organisation	Justification	2	1	1	2	2	2	4	Maintien du suivi hebdomadaire actuellement mis en place
Recettes - Formation continue	R-REC-009	Insoutenabilité financière de l'offre de formation continue	Pilotage	Insoutenabilité	3	1	2	3	2	3	2	A partir de la méthode P2CA, proposer un outil pour aider le service de formation continue à déterminer les tarifs des droits d'inscription pour leur offre de formation

Cartographie des risques " Contrats de recherche " Version 2022

Mise à jour le 17/11/2022

Groupe d'activité	N° du risque	Libellé du risque	Levier	Critère de qualité comptable/budgétaire	Cotation du risque					Niveau de maîtrise	Commentaires	
					Impact				Proba			Gravité
					Fin.	Jur.	Ima.	Global				
Contrats de recherche - Organisation	R-RECH-001	Absence d'organigramme permettant de formaliser les responsabilités fonctionnelles entre les acteurs	Organiser	Tous les critères	2	1	1	2	1	1	4	Un organigramme fonctionnel du CED est établi, nécessitant une mise à jour régulière en fonction des départs/arrivées des agents
Contrats de recherche - Organisation	R-RECH-002	Documents mal classés ou archivés	Tracer	Justification	3	4	3	4	2	3	3	Maintien du classement dans GFC Opération en attendant le déploiement de la GED
Contrats de recherche - Organisation	R-RECH-003	Les règlements internes et externes ne sont pas respectés	Documentation	Régularité	4	2	4	4	2	3	3	Créer un espace organisé pour rendre disponible la documentation de référence, les procédures, les modes opératoires, les formulaires, les instructions etc ...
Contrats de recherche - Monter un projet de recherche	R-RECH-004	Projet de recherche insoutenable financièrement	Pilotage	Soutenabilité	2	1	2	2	4	3	4	Le démarrage des projets est toujours conditionné par la disponibilité du financement
Contrats de recherche - Exécuter un projet de recherche	R-RECH-005	Difficulté de calibrage des besoins annuels ventilation approximative des tranches pluri-annuelles	Organiser	Soutenabilité	2	2	1	2	2	2	4	Le dialogue de gestion a été renforcé avec les porteurs de projet. Des fichiers d'échange ont été mis en place avec les gestionnaires de recherche.

Cartographie des risques " Budget " Version 2022

Mise à jour le 17/11/2022

Groupe d'activité	N° du risque	Libellé du risque	Leverier	Critère de qualité comptable	Cotation du risque						Niveau de maîtrise	Commentaires
					Impact				Proba	Gravité		
					Fin.	Jur.	Ima.	Global				
Budget - Organisation	R-BUD-001	Absence d'organigramme permettant de formaliser les responsabilités fonctionnelles entre les acteurs	Organiser	Tous les critères	4	3	1	4	3	4	1	Élaborer un organigramme fonctionnel
Budget - Organisation	R-BUD-002	Documents mal classés ou archivés	Tracer	Justification	3	4	3	4	2	3	3	Mettre en place une GED et un SAE
Budget - Organisation	R-BUD-003	Les règlements internes et externes ne sont pas respectés	Documentation	Régularité	4	2	4	4	2	3	3	Créer un espace organisé pour rendre disponible la documentation de référence, les procédures, les modes opératoires, les formulaires, les instructions etc ...
Budget - Elaboration	R-BUD-004	Les principes de la GBCP ne sont pas maîtrisés par les services opérationnels	Documentation	Régularité	1	2	2	2	2	2	3	Des formations à la GBCP à destination des gestionnaires financiers et des responsable CR ont été réalisées. Poursuivre les actions mises en place.
Budget - Elaboration	R-BUD-005	Insoutenabilité budgétaire de l'activité formation et recherche	Pilotage	Soutenabilité	4	1	2	4	2	3	2	Mener le projet connaissance des coûts des activités. (Projet ministériel)
Budget - Exécution	R-BUD-006	Ne pas respecter les règles de comptabilisation budgétaire pour les marchés et contrats de prestations pluriannuelles	Documentation	Régularité	1	1	1	1	2	1	4	Les tableaux de de suivis des contrats sont régulièrement mis à jour. Maintenir un lien entre le service des marchés et la DAF
Budget - Exécution	R-BUD-007	Dépasser les plafonds d'emploi	Piloter	Soutenabilité	4	4	3	4	4	4	3	Fiabiliser avec la DGESIP l'inventaire des supports de postes sur Titre 2 (État)
Budget - Exécution	R-BUD-008	Recrutement non soutenable	Piloter	Soutenabilité	4	2	2	4	2	3	1	Formaliser la demande par les services prescripteurs. Analyser les demandes par la DAF et la DRH. Améliorer le délai de transmission entre les services.
Budget - Exécution	R-BUD-009	Ne pas ajuster la programmation de la MS	Piloter	Soutenabilité	4	4	3	4	2	3	4	
Budget - Exécution	R-BUD-010	Ne pas ajuster la programmation des investissements	Piloter	Soutenabilité	2	1	1	2	2	2	4	Un comité d'investissement et un PPI est mis en place

Cartographie des risques " Opérations de Fin d'Exercice " Version 2022

Mise à jour le 17/11/2022

Groupe d'activité	N° du risque	Libellé du risque	Lever	Critère de qualité comptable	Cotation du risque					Niveau de maîtrise	Commentaires	
					Impact				Proba			Gravité
					Fin.	Jur.	Ima.	Global				
Opérations fin exercice - Organisation	R-OFE-001	Absence d'organigramme permettant de formaliser les responsabilités fonctionnelles entre les acteurs	Organiser	Tous les critères	4	2	1	4	1	2	4	Le calendrier de clôture est formalisé et diffusé à tous les intervenants. L'attribution des tâches est actuellement par service. Intégrer les différentes tâches de clôture dans les organigrammes fonctionnels.
Opérations fin exercice - Organisation	R-OFE-002	Documents mal classés ou archivés	Tracer	Justification	3	4	3	4	2	3	2	Documents actuellement classés.
Opérations fin exercice - Organisation	R-OFE-003	Les règlements internes et externes ne sont pas respectés	Documentation	Régularité	4	4	4	4	2	3	2	Créer un espace organisé pour rendre disponibles la documentation de référence, les procédures, les modes opératoires, les formulaires, les instructions etc.
Opérations fin exercice - Organisation	R-OFE-004	Ne pas présenter le compte financier dans les délais	Organiser	Régularité	3	4	4	4	1	2	4	Le calendrier de clôture a été établi- Exhaustivité des opérations, attribution des tâches nominatives
Opérations fin exercice - Charges à payer	R-OFE-005	Absence/carence/surcroît du recensement des charges à payer	Documentation	Sincérité	4	2	1	4	2	3	4	Mise à jour de la méthode des passifs sociaux
Fin exercice - Charges à payer	R-OFE-006	Valorisation incorrecte des charges à payer	Documentation	Exhaustivité	4	2	1	4	2	3	2	Faire un rapprochement entre les charges à payer et produits à recevoir en N-1 avec les charges en N

Cartographie des risques " Système d'Information " Version 2022

Mise à jour le 15/11/2022

Groupe d'activité	N° du risque	Libellé du risque	Levier	Critère de qualité comptable	Cotation du risque					Niveau de maîtrise	Commentaires	
					Impact				Proba			Gravité
					Fin.	Jur.	Ima.	Global				
Système information - Organisation	R-SI-001	Absence d'organigramme permettant de formaliser les responsabilités fonctionnelles entre les acteurs	Organiser	Tous les critères	3	3	1	3	3	3	1	Élaborer un organigramme fonctionnel
Système information - Organisation	R-SI-002	Documents mal classés ou archivés	Tracer	Justification	1	2	2	2	2	2	2	Mettre en place une GED et un SAE
Système information - Organisation	R-SI-003	Les règlements internes et externes ne sont pas respectés	Documentation	Régularité	3	3	4	4	2	3	2	Rédaction de la PSSI
Système information -Droit d'accès	R-SI-004	Attribution des droits d'accès dans le SI n'est pas organisée	Tracer	Tous les critères	3	3	2	3	2	3	1	Améliorer la traçabilité des demande d'accès aux différentes applications informatiques
Système information -Droit d'accès	R-SI-005	Ne pas supprimer les droits d'accès d'un agent qui n'est plus en poste	Tracer	Tous les critères	3	3	2	3	3	3	1	Améliorer la traçabilité de fin des droits d'accès. Définition d'une règle de suppression des droits d'accès.
Système information -Droit d'accès	R-SI-006	Manque de Granularité dans l'attribution des droits applicatifs	Organiser	Tous les critères	3	3	2	3	3	3	1	Formaliser les habilitations informatiques Mettre en place une revue annuelle des droits d'accès



Cartographie des risques Les échelles

Mesure de l'impact financier		
Inférieur à 10 K€	Presque nul	1
Entre 10 K€ et 100 K€	Significatif	2
Entre 100 K€ et 200 K€	Important	3
Supérieur à 200 K€	Critique	4

Niveau de maîtrise du risque		
Dispositifs existants formalisés/ documentés/ supervisés et évalués	Fort	4
Dispositifs existants mais faiblement utilisés/non actualisés	Moyen	3
Dispositifs existants mais faiblement formalisés/ documentés/ contrôlés	Faible	2
Aucun dispositif de maîtrise/ contrôle	Très faible	1

Mesure de l'impact d'image	
Aucun	1
Mitigé	2
Mauvais	3
Très mauvais	4

Mesure de l'impact juridique	
Aucun	1
Significatif	2
Important	3
Critique	4

Mesure de la probabilité		
Evènement exceptionnel ou moins d'une fois par an ou moins d'une fois sur 100	Faible	1
Evènement rare ou une à deux fois par an ou 1 à 2 fois sur 100	Modérée	2
Evènement possible ou une à deux fois par mois ou 10 fois sur 100	Elevée	3
Evènement fréquent ou plusieurs fois par semaine ou une fois sur deux.	Forte	4

Gravité -

Priorité de traitement du risque	
Risque de niveau 4 : Prioritaire	4
Risque de niveau 3 : A traiter	3
Risque de niveau 2 : Subsidaire	2
Risque de niveau 1 : Maîtrisé	1



Plan d'actions CICB

Mise à jour le 24/11/2022

Priorité de traitement	
1	Actions à traiter en 2023
2	Actions à traiter en 2024
3	Actions à traiter en 2025

Processus	Groupe d'activité	N° du risque	Libellé du risque	Actions	Niveau de priorité	Services concernés	Personnes concernées	Échéance prévue	Commentaires sur l'état d'avancement des actions	% d'avancement	Date réelle d'achèvement
Budget	Budget - Exécution	R-BUD-007	Dépasser les plafonds d'emploi	Fiabiliser avec la DGESIP l'inventaire des supports de postes sur Titre 2 (État). Elaborer une procédure de suivi du plafond d'emploi T3 après la mise en place du nouvel SI Paie.	1	DRH Pilotage	Olivier Bertrand Karim Remah	31/03/2023 30/06/2023		30%	
Dépenses	Achat et dépenses - Organisation	R-DEP-002	Documents mal classés ou archivés	Mettre en place une GED.	1	AC & DAF	Fatima Ammar-Khodja Aline Cardona	30/06/2023		50%	
Dépenses	Achat et dépenses - Bourses	R-DEP-010	Ne pas verser une aide financière à un étudiant à la suite d'une décision	Action de sensibilisation à mener auprès des services prescripteurs. Etablir un tableau de suivi centralisé du versement des aides.	1	AC & DAF	Fatima Ammar-Khodja Aline Cardona	31/03/2023	La gestion du fonds social est désormais centralisée	70%	
Immobilisations	Immobilisations - Inventaire	R-IMMO-009	Absence d'un inventaire physique actualisé	Rédiger le protocole de mise en place de l'inventaire physique. Mettre en place un dispositif d'inventaire physique.	1	AC & DAF	Fatima Ammar-Khodja Aline Cardona	31/12/2023		0%	
Immobilisations	Immobilisations - Inventaire	R-IMMO-011	Ecarts entre l'inventaire physique et l'inventaire comptable	Organiser annuellement un rapprochement entre l'inventaire comptable et l'inventaire physique (un inventaire tournant par catégorie de biens, ou bien par localisations).	1	AC DAF DSIN	Fatima Ammar-Khodja Aline Cardona Paul Rouger	30/09/2023	Rapprochement à mettre en place prioritairement sur le parc informatique	10%	
Immobilisations	Immobilisations - Sorties	R-IMMO-012	Les cessions, dons, mises au rebut ne respectent pas les dispositions réglementaires	Rédiger la procédure de cessions, dons et mises au rebut des immobilisations.	1	AC DAF DSIN Patrimoine	Fatima Ammar-Khodja Aline Cardona Paul Rouger Ludovic	30/03/2023		0%	
Fin d'exercice	Fin exercice - Charges à payer	R-OFE-006	Valorisation incorrecte des charges à payer	Effectuer un rapprochement entre les charges à payer et produits à recevoir en N-1 et les charges en N.	1	AC	Fatima Ammar-Khodja	30/06/2023		10%	
Rémunération	Rémunération - liquidation	R-REM-010	Déclenchement automatique d'une rémunération induue	Mettre en place des procédures formalisées de saisie et de contrôle de paie.	1	AC DRH	Fatima Ammar-Khodja Olivier Bertrand	30/09/2022	Etablir un contrôle comparatif entre deux exercices successifs	50%	

Plan d'actions CICB

Mise à jour le 24/11/2022

Priorité de traitement	
1	Actions à traiter en 2023
2	Actions à traiter en 2024
3	Actions à traiter en 2025

Processus	Groupe d'activité	N° du risque	Libellé du risque	Actions	Niveau de priorité	Services concernés	Personnes concernées	Échéance prévue	Commentaires sur l'état d'avancement des actions	% d'avancement	Date réelle d'achèvement
Système information	Système information - Organisation	R-SI-003	Les règlements internes et externes ne sont pas respectés	Rédiger la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information.	1	DSIN	Paul Rouger	31/12/2023		30%	
Système information	Système information -Droit d'accès	R-SI-006	Manque de Granularité dans l'attribution des droits applicatifs	Formaliser les habilitations informatiques Mettre en place une revue annuelle des droits d'accès.	1	DSIN Pilotage	Paul Rouger Karim Remah	30/09/2023		10%	
Dépenses	Achat et dépenses - Réception commande	R-DEP-008	Retard/absence dans la certification du service fait (SF)	Mettre en place un contrôle mensuel, formalisé, organisé et tracé pour analyser les B/C sans SF.	2	AC & DAF	Fatima Ammar-Khodja Aline Cardona	31/12/2024		50%	
Immobilisations	Immobilisations - Acquisitions	R-IMMO-006	Les subventions d'investissement ne sont pas rattachées à l'immobilisation comme prévu par l'acte attributif	Mettre en place un dispositif de suivi annuel des subventions d'investissement et d'équipement (Rapprochement Neptune et Comptabilité générale).	2	AC & DAF	Fatima Ammar-Khodja Aline Cardona	31/12/2024		0%	
Rémunération	Rémunération - Organisation	R-REM-004	Le contrôle de la paie n'est pas optimisé	Analyser le fichier d'échange mis en place entre l'AC et la DRH. Identifier les actions correctives à mettre en place.	2	AC DRH	Fatima Ammar-Khodja Olivier Bertrand	31/12/2024	Analyser les contrôles et les résultats des contrôles de la paie sur l'année pour mettre en place des actions d'amélioration	50%	
Système information	Système information -Droit d'accès	R-SI-004	Attribution des droits d'accès dans le SI n'est pas organisée	Améliorer la traçabilité des demandes d'accès aux différentes applications informatiques.	2	DSIN Pilotage	Paul Rouger Karim Remah	31/12/2024		10%	
Système information	Système information -Droit d'accès	R-SI-005	Ne pas supprimer les droits d'accès d'un agent qui n'est plus en poste	Améliorer la traçabilité de fin des droits d'accès. Définition d'une règle de suppression des droits d'accès.	2	DRH DSIN Pilotage	Paul Rouger Karim Remah	31/12/2024		10%	
Tous les processus	Organisation	R-xx-001	Absence d'organigramme permettant de formaliser les responsabilités fonctionnelles entre les acteurs	Effectuer une actualisation annuelle de l'organigramme fonctionnel.	2	AC DAF DRH	Fatima Ammar-Khodja Aline Cardona Olivier Bertrand	31/12/2024	Un organigramme fonctionnel est en cours d'élaboration	30%	

Plan d'actions CICB

Mise à jour le 24/11/2022

Priorité de traitement	
1	Actions à traiter en 2023
2	Actions à traiter en 2024
3	Actions à traiter en 2025

Processus	Groupe d'activité	N° du risque	Libellé du risque	Actions	Niveau de priorité	Services concernés	Personnes concernées	Échéance prévue	Commentaires sur l'état d'avancement des actions	% d'avancement	Date réelle d'achèvement
Tous les processus	Organisation	R-xx-002	Les règlements internes et externes ne sont pas respectés	Effectuer des mises à jour régulières de la documentation de référence, des procédures, des modes opératoires, des formulaires et des instructions.	2	Pilotage Communication	Emmanuel Nadal Karim Remah Mathilde Falga Marine Pellizzon	31/12/2024	Un CMS est désormais mis place. Le service communication accompagne et participe à la sensibilisation des services à l'utilisation du CMS.	70%	
Budget	Budget - Exécution	R-BUD-008	Recrutement non soutenable	Sensibiliser les services prescripteurs au délai de traitement des demandes de recrutement par les services supports. Formaliser la procédure entre les différents acteurs en prenant en compte du turnover au sein des différents acteurs du processus.	3	DAF DRH Pilotage	Aline Cardona Olivier Bertrand Karim Remah	31/12/2025	Un processus de recrutement est actuellement mis en place donnant lieu à un document de suivi	60%	
Dépenses	Achat et dépenses - Commande	R-DEP-005	La procédure de marché public n'est pas en adéquation avec le besoin initial	Maintenir une veille réglementaire et ajuster la procédure en conséquence.	3	AC & DAF DAJ	Fatima Ammar-Khodja Aline Cardona Karima Tajri	31/12/2025	Mise en place d'un tableau de bord. Achat d'une licence pour la rédaction et suivi des marchés publics. Un document précisant la politique d'achat au sein de l'établissement est régulièrement mis à jour.	90%	
Immobilisations	Immobilisations - Inventaire	R-IMMO-010	L'inventaire comptable n'est pas actualisé	Documenter le processus mis en place.	3	AC & DAF	Fatima Ammar-Khodja Aline Cardona	31/12/2025	Le processus est maîtrisé sans documentation	90%	



DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Note relative à la campagne d'emplois 2023

Présentée en comité technique le 06 décembre 2022

Présentée en conseil d'administration le 09 décembre 2022

Pour l'année 2023, nous proposons une politique d'emplois qui lie les deux structures de Sciences Po Bordeaux : le budget géré par l'établissement et les moyens mis à disposition par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

I - Les emplois sur budget de l'État

Sciences Po Bordeaux s'est vu notifier un plafond d'emploi sur budget État de 101 ETPT (50 supports enseignants / 51 supports administratifs), ce qui correspond au maintien strict de nos moyens de l'année passée.

Sur ces 101 emplois, 8 emplois seront vacants l'année prochaine : départs à la retraite, réussite à des concours, mutation sortante. Compte tenu de la nature très variée de ces postes (toutes catégories de postes administratifs), nous ne sollicitons aucune transformation de supports en 2023.

Les fonctions rattachées à ces postes pourront évoluer mais nous conservons la même structure d'emplois.

Il s'agit de **deux** postes de Catégorie A (IE et ASI), **trois** postes de catégorie B (TECH), **deux** postes de catégorie C (ADT) et **un** poste d'enseignant (MCF).

Après concertation avec l'ensemble des chefs de service, il est proposé de renforcer la structuration des services supports et soutiens par le recours aux concours internes et externes et à différents types d'outils de promotion, les services concernés sont les services suivants :

- Cat. A - RH (concours d'Ingénieur d'Études interne)
- Cat. A - Informatique (recours à la liste complémentaire du dernier concours d'ASI)
- Cat. B - Affaires juridiques (concours de Technicien ITRF externe)
- Cat. B - Agence comptable (concours interne de Technicien ITRF)
- Cat. B - Scolarité 2^{ème} cycle (détachement sur support Technicien par procédure spécifique)
- Cat. C - Logistique/Entretien (recrutement cat C sans concours)
- Cat. C – Logistique/Maintenance (recrutement cat C sur concours)

Après avoir échangé avec la DGESIP, dans le cadre du dialogue de gestion, l'établissement demandera la **création** de deux supports de MCF afin de pourvoir au remplacement d'enseignants titulaires en disponibilité et deux supports administratifs pour accompagner le développement de l'activité de l'établissement.

II - Les emplois sur budget de l'Établissement

Le rehaussement de notre plafond d'emploi en 2021 de 43 à 48 ETPT, nous a permis de satisfaire les recrutements indispensables à notre fonctionnement en 2021. La croissance de 23% des effectifs étudiants entre la rentrée 2016 et la rentrée 2021, a impacté tout naturellement la croissance des activités de l'établissement qui se poursuivent et de nouveaux services aux usagers se développant (sans création concomitante de postes de titulaires), le plafond a été atteint en cours d'année 2022.

Ainsi, notre Ministère de tutelle a répondu favorablement à notre demande complémentaire de rehaussement de ce plafond en nous notifiant un plafond à 56 ETPT.

Cette augmentation nous permet de proposer les recrutements suivants :

- **un ETP de catégorie A** qui sera chargé d'accompagner le changement de notre système d'information de scolarité (PEGASE).
- **un ETP de catégorie A** dédié à la valorisation de la formation et de la recherche en matière de développement durable et d'ESS.
- **un ETP de catégorie A** rattaché à la direction de la recherche, afin de renforcer la capacité de gestion des programmes de recherche et faire face à l'accroissement de nos projet.
- **un ½ ETP de catégorie B** affecté au service des relations internationales afin de compenser le départ d'un agent de catégorie A en détachement.
- **un ETP de catégorie C** destiné à renforcer notre service de documentation (compensation d'un agent en décharge syndicale).

Programme annuel de prévention 2022 - 2023

Le programme annuel de prévention pour l'année 2022 – 2023 se décompose en trois axes :

- La sensibilisation, l'accompagnement et l'implication des usagers en matière de prévention, via notamment le travail collaboratif pour la mise à jour du Document Unique, la constitution de groupes de travail sur des sujets de santé et sécurité au travail et la présence d'ERSI ;
- L'intégration des enjeux de sécurité et de transition écologique dans la politique de l'établissement, par l'évolution des dispositifs de sécurisation du bâtiment et la construction d'un schéma directeur en matière de développement durable ;
- L'évolution des dispositifs en santé et sécurité au travail et de dialogue social, notamment la mise en place du service de médecine de prévention avec le CDG33 et la mise en place du CSA et de la FSSCT.

▪ *Axe 1 : Sensibiliser, accompagner et impliquer les usagers en matière de prévention*

Afin que la politique de prévention soit pérenne et permette l'amélioration des conditions de travail des agents, il est primordial que l'ensemble des acteurs de l'établissement soient impliqués. Le travail collaboratif entre les chefs de service, les représentants du personnel, la direction, la conseillère de prévention, les usagers, les partenaires ainsi que les établissements de proximité devra se poursuivre, notamment pour la mise à jour du Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP). Cette évaluation, s'intéressant à la fois aux risques physiques et psychosociaux auxquels peuvent être exposés les agents, permet la mise en place d'actions de remédiation à des problèmes identifiés et/ou d'amélioration des conditions de travail.

L'analyse effectuée au cours de l'année universitaire 2021-2022 a permis l'élaboration d'un plan d'actions, qui permettra d'améliorer les situations à risque classées comme Urgentes et Prioritaires. L'une des situations identifiées comme Urgente se situe au local de stockage des produits d'entretien du sous-sol. Un projet de réaménagement de la zone, d'achat de matériel sécurisé et de rangement par type de produits est en cours et sera mis en place.

Des pistes d'amélioration ont également été soulevées lors de l'analyse des risques psychosociaux (RPS), pour lesquelles la mission Santé & Prévention a établi une liste de préconisations, présentées à la direction en fin d'année 2022.

La collecte des facteurs de RPS pour l'année 2022 s'étant réalisée via un questionnaire individuel en ligne, une réflexion sera à mener afin de déterminer si cette méthode est efficace et donc reconduite, ou si l'entretien collectif par service mis en œuvre en 2021, est préféré.

Afin de poursuivre ces démarches favorisant l'expression des difficultés rencontrées dans le travail par les équipes, un Comité Local d'Intervention sera constitué, dont la composition et l'organisation feront l'objet d'une réflexion en CSA et FSSCT.

A la suite du protocole télétravail, en place depuis novembre 2021, un groupe de travail se réunira pour réaliser un retour d'expérience sur les conditions effectives de mise en œuvre du télétravail et le ressenti des agents, afin d'identifier les points forts et pistes d'amélioration de ce mode de travail.

La mission Santé & Prévention, composée d'un représentant des personnels, de la psychologue et de la conseillère de prévention, accompagnera l'établissement dans les différents projets et groupes de travail qui œuvreront en faveur du bien-être des personnels et des étudiants.

La formation des agents est également un axe majeur, qui devra être intégré dans le plan de formation créé à l'occasion d'un groupe de travail. La formalisation de celui-ci permettra de faire monter en compétences les équipes sur des domaines spécifiques ainsi qu'en matière de santé et sécurité au travail.

Dans le prolongement de la formation réalisée par les managers dans le courant de l'année 2022, une journée supplémentaire sera proposée afin de partager les retours d'expériences et l'application des bonnes pratiques durant quelques mois.

Afin de poursuivre le travail autour de la prévention des Violences Sexistes et Sexuelles (VSS) et des autres formes de discrimination, deux référents seront nommés au sein de l'établissement et travailleront conjointement sur ces sujets. Ainsi, un-e chargé-e de mission égalité femmes-hommes sera désigné-e et collaborera avec les différentes parties prenantes (personnels, enseignants, étudiants, associations, établissements partenaires...) afin de sensibiliser les usagers à ces sujets, participer aux réseaux des chargés de mission inter-IEP et au sein des établissements de proximité... Un deuxième acteur l'accompagnera, à savoir le référent CHSCT-FSSSCT, nommé parmi les représentants du personnel. Son rôle est de contribuer à la prévention des risques de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes, comme le précisent les orientations stratégiques ministérielles de 2022 en matière de politique de prévention des risques professionnels dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

Afin de sensibiliser les personnels administratifs, techniques et enseignants, un module de sensibilisation en ligne sera élaboré, avec l'aide de la cellule d'appui à la pédagogie, permettant d'améliorer la prise en compte de ces sujets dans l'activité quotidienne des agents de l'établissement.

La prévention au sein de la vie associative doit également être considérée, de nombreux événements associatifs et festifs étant organisés chaque année. Tout comme l'ensemble des primo-entrants (première, troisième et quatrième année) en début d'année universitaire, les responsables d'association seront sensibilisés aux Violences Sexistes et Sexuelles (VSS) afin d'intégrer à leurs événements des dispositifs de prévention autour des VSS.

En partenariat avec l'Espace Santé Etudiants, des formations de Premiers Secours en Santé Mentale (PSSM) seront également proposées aux étudiants volontaires.

Afin de contribuer au bien-être des étudiants, la mission Santé & Prévention a recruté trois Étudiantes Relais Santé Interne (ERSI) en octobre 2022 afin de favoriser le bien-être des étudiants au quotidien et faciliter la transmission et le partage d'informations auprès des étudiants (création de contenu sur les réseaux sociaux autour de la santé, partage de bonnes pratiques pour les examens, mise en relation avec l'ESE, échanges avec les associations/délégués de conférences pour connaître leur ressenti et besoins en matière de santé...). Un retour d'expérience concerté avec l'ESE sera réalisé sur ce nouveau dispositif en fin d'année universitaire, afin de l'adapter si besoin et de le reconduire de façon pérenne.

Une plateforme unique de signalement des situations entrant dans le cadre d'action de la Cellule de Veille et d'Écoute a été mise en place à la rentrée universitaire 2022-2023 afin de faciliter le recueil des signalements, de fluidifier les procédures et de sécuriser les données. Une communication autour de cette plateforme, qui recueille également les remontées du registre Santé et Sécurité au Travail (SST), devra être poursuivie afin de la porter à connaissance de l'ensemble des usagers.

▪ *Axe 2 : Intégrer les enjeux de sécurité et de transition écologique dans la politique de l'établissement*

Le sujet des plans de prévention et permis feu devra également être repris, avec la mise à jour des trames documentaires, une revue de la procédure et la mise en place de plans de prévention annuels

pour les prestations récurrentes.

La sécurité et la sûreté du bâtiment seront garanties par la poursuite du travail collaboratif avec le PCSI, qui va revoir son organisation au 1^{er} janvier 2023. À compter de cette date, un seul et unique PCSI sera conservé, l'actuel PCSI situé à Talence, qui constituera le centre opérationnel dans lequel seront regroupés l'ensemble des agents de sécurité. Afin d'être mobilisables rapidement au sein des établissements du secteur Montaigne-Montesquieu sur lequel se situe l'IEP, un véhicule du PCSI effectuera des rondes dans cette zone. La couverture de l'établissement par le PCSI sera maintenue 24h/24 et 7j/7 et les délais d'intervention ne dépasseront pas les cinq minutes. La télésurveillance des alarmes de l'IEP sera elle aussi toujours prise en charge par le Poste Central de Protection (PCP) de l'université de Bordeaux.

Les formations continues organisées sur site entre le PCSI et nos agents SSIAP seront poursuivies, afin de maintenir les connaissances et compétences de ces derniers.

Également, le dispositif de fermeture de l'établissement sera revu afin de mieux sécuriser l'activité en fin de journée et les opérations de fermeture. Pour cela, un agent de sécurité sera dédié à la fermeture du bâtiment et s'occupera également de la veille du Système de Sécurité Incendie (SSI) en fin de journée après le départ de l'agent d'accueil, réalisera des rondes en matière de sécurité incendie et sera mobilisable pour assurer la sécurité des événements organisés dans l'enceinte de l'établissement après la fermeture habituelle du bâtiment à 19h30.

La réception de la commission de sécurité triennale en octobre 2022 a permis de soulever des points d'amélioration recensés dans le compte-rendu à venir, qui seront à suivre afin d'assurer un niveau de sécurité optimal aux usagers au niveau de l'établissement.

Sciences Po Bordeaux déployant depuis des années des actions afin d'améliorer son empreinte environnementale, un projet de Schéma directeur de transition écologique et de labellisation Développement Durable et Responsabilité Sociétale (DDRS) est en cours depuis mars 2022 afin de construire une stratégie climat-environnement durable dans le temps. Regroupées dans un comité de pilotage, toutes les parties prenantes (étudiants, personnels, représentants des personnels, enseignants, chercheurs, associations étudiantes) travaillent ensemble afin d'améliorer la prise en compte des enjeux de transition écologique aux activités de l'établissement (stratégie et gouvernance, enseignement, formation, recherche, politique sociale et environnement). Une phase de collecte des données a été menée, ayant permis de réaliser un premier bilan carbone et de déterminer les principaux postes d'émission, à savoir les déplacements à 57% en première position puis les achats de biens et services avec 24% des émissions globales de l'établissement. Des décisions importantes devront ainsi être prises de façon prioritaire sur ces postes. La période de candidature envisagée est le printemps 2022 afin d'obtenir le label en suivant.

Afin que chacun s'implique au quotidien et comprenne l'utilité de la mobilisation collective, une réflexion sur les moyens de sensibilisation des usagers devra être menée (participation à un serious game, des conférences, ateliers participatifs...).

Afin de favoriser le recours aux modes de déplacements doux, des travaux vont être réalisés en 2023 au niveau du parking du sous-sol qui sera transformé en garage à vélos sécurisé pour les personnels. Ce projet s'articule, entre autres initiatives, avec la mise en place d'un Plan de Mobilité Inter-Établissements à l'échelle du campus Talence-Pessac-Gradignan. À l'heure actuelle, une enquête sur la mobilité des personnels a été réalisée et un plan d'actions est en cours de construction. Pour les étudiants, les taux de réponse de l'enquête parue en avril 2022 n'étant pas satisfaisants, l'enquête est relancée entre novembre et décembre 2022. Ces enquêtes permettent à l'établissement d'avoir une meilleure connaissance des pratiques de ses usagers et de mettre en œuvre des actions individuelles et collectives adaptées aux besoins.

▪ **Axe 3 : Faire évoluer les dispositifs en santé et sécurité au travail**

La prestation de médecine de prévention pour les agents va être amenée à changer au 1^{er} janvier 2023. En effet, une équipe pluridisciplinaire du Centre De Gestion 33 (CDG33) composée d'un médecin du travail, d'un infirmier en santé au travail, d'un ergonome, d'un conseiller en prévention et d'un psychologue du travail sera normalement effective à compter de cette date afin de préserver la santé des agents (signature de la convention en cours).

En complément de la surveillance médicale des agents, un accompagnement sous divers formats sera proposé, comme des études de poste, la réalisation d'un tiers temps durant lequel des conseils en prévention et santé au travail ainsi qu'une animation du réseau seront mises en place

La transmission des dossiers s'effectuera entre le CDG33 et le Centre Hospitalier Universitaire (CHU), service de médecine de prévention jusqu'ici, afin que le suivi puisse se faire dans une logique de continuité.

Bordeaux Montaigne et Bordeaux INP contractualisant également avec eux à partir de 2023, une réflexion collective sera menée pour déterminer les aspects organisationnels et financiers de cette prestation (lieu d'exercice, répartition du financement...). Dans un scénario favorable, une hypothèse serait de proposer au service de médecine de prévention d'intervenir dans des locaux mis à disposition par Bordeaux INP dans le cadre d'une convention *ad hoc*. De la sorte, l'accessibilité au service de santé au travail serait sensiblement facilitée pour les agents par rapport à la situation actuelle.

Enfin, le décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif à la transformation de la fonction publique prévoit, dans la fonction publique d'État, la fusion des Comités Techniques (CT) et des Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) à l'issue des élections professionnelles du 8 décembre 2022. Un Comité Social d'Administration (CSA) verra ainsi le jour au 1^{er} janvier 2023, associant ces deux instances auxquelles participeront notamment 5 titulaires et 5 suppléants des représentants des personnels élus. Également, une Formation spécialisée en Santé, Sécurité et Conditions de Travail (FSSCT) sera créée pour réunir les acteurs œuvrant en faveur de la prévention des risques et tendre vers des conditions de travail optimales.

Lorsque les élections professionnelles seront finalisées, une réflexion commune devra être menée afin de définir de mode d'organisation de ces nouvelles instances de dialogue social, leur fréquence, la formation des représentants y siégeant, la mise à jour du règlement intérieur associé...

Annexe

Calendrier prévisionnel Santé-Sécurité au Travail / 2023

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1 D	1 M	1 M	1 S	1 L	1 J	1 S	1 M	1 V	1 D	1 M	1 V
2 L	2 J	2 J	2 D	2 M	2 V	2 D	2 M	2 S	2 L	2 J	2 S
3 M	3 V	3 V	3 L	3 M	3 S	3 L	3 J	3 D	3 M	3 V	3 D
4 M	4 S	4 S	4 M	4 J	4 D	4 M	4 V	4 L	4 M	4 S	4 L
5 J	5 D	5 D	5 M	5 V	5 L	5 M	5 S	5 M	5 J	5 D	5 M
6 V	6 L	6 L	6 J	6 S	6 M	6 J	6 D	6 M	6 V	6 L	6 M
7 S	7 M	7 M	7 V	7 D	7 M	7 V	7 L	7 J	7 S	7 M	7 J
8 D	8 M	8 M	8 S	8 L	8 J	8 S	8 M	8 V	8 D	8 M	8 V
9 L	9 J	9 J	9 D	9 M	9 V	9 D	9 M	9 S	9 L	9 J	9 S
10 M	10 V	10 V	10 L	10 M	10 S	10 L	10 J	10 D	10 M	10 V	10 D
11 M	11 S	11 S	11 M	11 J	11 D	11 M	11 V	11 L	11 M	11 S	11 L
12 J	12 D	12 D	12 M	12 V	12 L	12 M	12 S	12 M	12 J	12 D	12 M
13 V	13 L	13 L	13 J	13 S	13 M	13 J	13 D	13 M	13 V	13 L	13 M
14 S	14 M	14 M	14 V	14 D	14 M	14 V	14 L	14 J	14 S	14 M	14 J
15 D	15 M	15 M	15 S	15 L	15 J	15 S	15 M	15 V	15 D	15 M	15 V
16 L	16 J	16 J	16 D	16 M	16 V	16 D	16 M	16 S	16 L	16 J	16 S
17 M	17 V	17 V	17 L	17 M	17 S	17 L	17 J	17 D	17 M	17 V	17 D
18 M	18 S	18 S	18 M	18 J	18 D	18 M	18 V	18 L	18 M	18 S	18 L
19 J	19 D	19 D	19 M	19 V	19 L	19 M	19 S	19 M	19 J	19 D	19 M
20 V	20 L	20 L	20 J	20 S	20 M	20 J	20 D	20 M	20 V	20 L	20 M
21 S	21 M	21 M	21 V	21 D	21 M	21 V	21 L	21 J	21 S	21 M	21 J
22 D	22 M	22 M	22 S	22 L	22 J	22 S	22 M	22 V	22 D	22 M	22 V
23 L	23 J	23 J	23 D	23 M	23 V	23 D	23 M	23 S	23 L	23 J	23 S
24 M	24 V	24 V	24 L	24 M	24 S	24 L	24 J	24 D	24 M	24 V	24 D
25 M	25 S	25 S	25 M	25 J	25 D	25 M	25 V	25 L	25 M	25 S	25 L
26 J	26 D	26 D	26 M	26 V	26 L	26 M	26 S	26 M	26 J	26 D	26 M
27 V	27 L	27 L	27 J	27 S	27 M	27 J	27 D	27 M	27 V	27 L	27 M
28 S	28 M	28 M	28 V	28 D	28 M	28 V	28 L	28 J	28 S	28 M	28 J
29 D	29 M	29 M	29 S	29 L	29 J	29 S	29 M	29 V	29 D	29 M	29 V
30 L	30 J	30 J	30 D	30 M	30 V	30 D	30 M	30 S	30 L	30 J	30 S
31 M	31 V	31 V	31 M	31 M	31 L	31 L	31 J	31 M	31 M	31 M	31 D

Introduction

Sciences Po Bordeaux déploie depuis des années des actions visant à améliorer son empreinte environnementale. Cela passe à la **fois par la mise en œuvre de programmes de rénovation bâtementaire, la sensibilisation et l'implication de l'ensemble de ses parties prenantes**, mais également par la mise en place de règles **d'usages du bâtiment**, la sensibilisation aux écogestes, ainsi que **l'amélioration du monitoring** des indicateurs de consommation énergétique.

En application de la circulaire du 24/09/2022, adressée **par le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche** aux établissements, Sciences Po Bordeaux a élaboré le **présent plan de sobriété énergétique, à l'instar des autres établissements** universitaires français qui doivent se préparer aux difficultés à venir à très court terme, en termes de **coûts de l'approvisionnement énergétique, et, de manière plus large**, se positionner face aux défis à relever en termes de transition écologique.

Les efforts d'adaptation demandés à tous les Français en vue **d'assurer la transition écologique doivent naturellement s'appliquer** aux services publics. En étant responsables dans leur fonctionnement courant et dans la réalisation de leurs missions, les services publics incitent la société dans son ensemble à **s'inscrire** dans une démarche volontaire de transition écologique et solidaire. **C'est d'autant plus vrai s'agissant des établissements d'enseignement supérieur, dont les activités de formation et de recherche constituent** des leviers de sensibilisation et **d'action** majeurs **face à l'urgence climatique**.

Afin de poursuivre dans les meilleures conditions l'accueil des étudiants, les activités pédagogiques et de recherche, Sciences Po Bordeaux a donc **besoin de l'engagement de chacun**, au quotidien. Au-delà de cette période **d'urgence**, **il s'agit aussi pour l'établissement d'adopter une trajectoire à plus long terme de réduction de son empreinte écologique** à la hauteur des enjeux du changement climatique. Cela suppose de transformer durablement les habitudes et les comportements, et de faire aussi évoluer la programmation de nos investissements à court et moyen termes.

Ce plan de sobriété **n'est pas une fin en soi** : **il s'articule avec plusieurs démarches engagées** ces dernières années, dont un travail collaboratif mené à partir de 2020 par un collectif **d'associations étudiantes** en concertation avec **l'équipe de direction** et les services **de l'établissement, ayant abouti en 2021 à la rédaction d'un programme** mettant en avant **45 propositions en faveur de la transition écologique** à Sciences Po Bordeaux. **Il s'articule également avec la construction d'un schéma directeur RSE en cours d'élaboration dans le cadre d'un projet de labellisation Développement Durable & Responsabilité Sociétale (DD&RS)**.

Le présent plan de sobriété vise prioritairement les questions énergétiques, conformément aux attentes exprimées dans la circulaire MESR du 24/09/2022. **Il n'épuise donc pas** le sujet de la transition écologique à Sciences Po Bordeaux, qui se déploiera plus largement dans le schéma directeur RSE évoqué précédemment.

Ce plan présente, **d'une part**, les actions réalisées ou en cours en matière de sobriété énergétique, et, **d'autre part**, les actions programmées à court et moyen termes, selon 5 axes caractérisant les principaux leviers **d'action en vue de l'atteinte de l'objectif de réduction de la consommation énergétique** :

- Gestion du parc immobilier
- Mobilité des personnels et des étudiants
- **Stratégie d'achats**
- Activités de recherche et équipements de formation
- Formation et sensibilisation de tous aux enjeux de transition écologique

Gestion du parc immobilier	
Actions réalisées ou en cours	Actions à court et moyen termes
<p>Situation bâtementaire</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Entre 2013 et 2016, le patrimoine bâti de Sciences Po Bordeaux a fait l'objet d'une opération d'extension-restructuration d'envergure, incluant des objectifs de performance HQE et améliorant sensiblement les performances environnementales du bâtiment existant : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet architectural compact, optimisant l'emprise du bâti – réduisant ainsi l'impact foncier et l'artificialisation des sols – et mettant en œuvre des matériaux de construction durables (structure bois). ▪ Amélioration de l'isolation thermique (façades isolées, ITE, remplacement des huisseries extérieures). ▪ Amélioration du traitement d'air (rénovation et déploiement de nouvelles centrales de traitement d'air en ventilation double-flux) et mise en place d'un dispositif de GTB (Gestion technique du bâtiment : pilotage du chauffage, de la ventilation, des éclairages...) ▪ Installation d'une chaudière gaz neuve en 2015. ▪ Déploiement de terminaux de chauffage neufs/équipés de robinets thermostatiques. ▪ Rénovation électrique (remplacement du TGBT et rénovation des tableaux divisionnaires). ▪ Déploiement de l'éclairage LED piloté (extinction automatique, adaptation du niveau d'éclairage à l'éclairement naturel ambiant...) ▪ Mise en place d'un dispositif de récupération des eaux pluviales pour l'arrosage de la végétation de l'atrium et l'alimentation d'une partie des sanitaires. ▶ Entre 2020 et 2021, la partie de bâtiment qui n'avait pas été transformée dans le programme d'extension-restructuration (« Aile 2003 ») a fait l'objet à son tour d'une opération de rénovation, incluant : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Remplacement des huisseries extérieures. ▪ Déploiement de nouvelles centrales de traitement d'air (CTA). 	<p>Plusieurs actions sont inscrites dans les projets à court et moyen termes, et positionnés notamment dans le cadre de la programmation pluriannuelle d'investissement, en termes notamment de transition énergétique, de performance thermique du bâtiment et de gestion de la ressource en eau.</p> <p>Transition énergétique</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Projet de raccordement à un réseau de chaleur urbain de campus, dans le cadre de l'opération d'intérêt métropolitain Bordeaux Inno-Campus (OIM – BIC). Dans ce cadre, le chauffage (voire le rafraîchissement) de l'établissement pourrait être assuré par le raccordement à un réseau de chaleur/froid, alimenté par un centre de production en géothermie et/ou biomasse. ▶ En fonction du résultat des études menées en 2022-2023, le déploiement de nouvelles filières énergétiques pourra être engagée en vue de réduire voire supprimer à terme la dépendance aux énergies fossiles (notamment gaz). Deux filières seront particulièrement étudiées : géothermie et photovoltaïque. Ces filières permettront d'accroître l'autosuffisance énergétique de l'établissement, voire de participer à l'alimentation du réseau de chaleur. ▶ Amélioration du monitoring des consommations énergétiques afin de préciser le bilan carbone de l'établissement et de faciliter les remontées d'information sur les plateformes nationales. ▶ Réduction de l'impact de l'éclairage extérieur sur le parvis/parking (déploiement de têtes d'éclairage LED à alimentation photovoltaïque et à déclenchement par détection de présence afin de réduire l'impact sur la biodiversité). ▶ Installation de bornes de recharge pour véhicules électriques (avenue Duguit). ▶ Limitation du recours aux climatisations dans les locaux techniques informatiques par le recours au free cooling. Réduction de la volumétrie des salles machines en déplaçant des serveurs dans un datacenter mutualisé.

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Déploiement de terminaux de chauffage neufs/équipés de robinets thermostatiques. ▪ Déploiement de l'éclairage LED piloté (extinction automatique, adaptation du niveau d'éclairage à l'éclairage naturel ambiant...) <p>Pour mémoire, dans l'ensemble du bâtiment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ La climatisation est limitée aux seuls locaux techniques informatiques (salle serveur et salle de secours, locaux répartiteurs informatiques, local onduleur). ▶ Le rafraîchissement des autres espaces s'opère par ventilation naturelle et rafraîchissement nocturne (free cooling). ▶ La production d'eau chaude est limitée aux locaux ménage, au vestiaire et à la salle de restauration des personnels. ▶ Tri sélectif de papier dans les bureaux et espaces collectifs. ▶ 6 filières de tri sélectif complémentaires disponibles (bouteilles verre et plastique, gobelets, piles électriques, D3E, mégots de cigarettes...) + composteur. <p>Préconisations mises en œuvre pour l'année 2022-2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Consignes de chauffage à 19°C (circulaires PM du 13/04 et du 25/07/2022, circulaire MESR du 24/09/2022). ▶ Abaissement des consignes de chauffage en période d'inoccupation (circulaires PM du 13/04 et du 25/07/2022, circulaire MESR du 24/09/2022). ▶ Décalage du démarrage de la saison de chauffe au 01/11/2022. ▶ Fermeture complète de l'établissement du 17/12/2022 au 02/01/2023. ▶ Optimisation de la programmation des ballons d'eau chaude (réglage de la température à 55°C). ▶ Consignes de climatisation à 26°C (circulaires PM du 13/04 et du 25/07/2022, circulaire MESR du 24/09/2022) sous réserve de la compatibilité des équipements informatiques. ▶ Optimisation de la programmation des CTA et de l'éclairage. ▶ Augmentation de la consigne des climatisations techniques dans le respect du bon fonctionnement des actifs informatiques. 	<p>Performance thermique du bâti</p> <p>Des travaux seront poursuivis pour améliorer encore les performances d'isolation thermique (en termes de confort hivernal et estival) du bâtiment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Poursuite des opérations d'isolation thermique (ITE) sur l'enveloppe des amphis Siegfried et Montesquieu, et l'extension de bibliothèque. ▶ Amélioration de l'isolation des toitures (revêtement de surface anti-chaueur notamment). ▶ Amélioration des protections solaires en façade – brise-soleil (confort estival). ▶ Amélioration du rafraîchissement passif des locaux en période estivale (<i>free cooling</i> nocturne renforcé et piloté). <p>Gestion de l'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Études programmées en vue du développement de la récupération des eaux pluviales, en complément du dispositif existant, en redondance du réseau d'installations sanitaires. ▶ Prise en compte renforcée des problématiques d'imperméabilisation des sols lors des opérations de travaux (phase 2 de la rénovation de la voirie avenue Léon Duguit). ▶ Participation, avec le Service inter-établissement de gestion du domaine universitaire (SIGDU), à la rénovation des réseaux d'adduction d'eau et réseaux EU/EP afin de limiter les pertes.
---	---

- ▶ Renseignement des informations énergétiques sur les plateformes RT-ESR et OPERAT.
- ▶ **Déploiement d'une signalétique dédiée aux économies d'énergie, notamment dans les salles d'enseignement (fermeture des fenêtres, extinction des lumières et vidéoprojecteurs, utilisation régulée des thermostats des terminaux de chauffage...)**
- ▶ Communication auprès de personnels et des usagers sur les règles de sobriété énergétique.
- ▶ **Études en cours pour identifier les voies d'amélioration des performances énergétiques du bâtiment et développer la part des EnR dans l'approvisionnement de l'établissement.**

Mobilité des personnels et des étudiants	
Actions réalisées ou en cours	Actions à court et moyen termes
<p><i>Mobilités domicile-travail</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ 120 arceaux à vélos implantés à proximité immédiate du bâtiment, dont 15 % sous abri. ▶ Prise en charge partielle des abonnements de transport en commun pour les personnels. ▶ Forfait mobilité durable proposé aux personnels depuis la publication du décret du 09/05/2020. ▶ Organisation d'actions de sensibilisation à la conduite à vélo et au risque routier. ▶ Participation au Plan de mobilité inter-établissements déployé au niveau du site universitaire sur 2022-2023 pour caractériser les pratiques de mobilités et accroître le report modal des personnels et des étudiants. ▶ Protocole télétravail permettant jusqu'à 2 jours hebdomadaires de télétravail. ▶ Organisation du temps de travail permettant l'organisation de la semaine sur 4,5 jours et plages horaires variables pour le début et la fin de prise de service, matin et soir, facilitant les déplacements (éviter les heures de pointe dans les transports en commun ou sur la route). <p><i>Mobilités professionnelles et étudiantes</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Marché agence de voyage incluant une mesure de l'impact carbone des déplacements et le choix préférentiel de la solution de déplacement à moindre impact. ▶ Développement de la visioconférence (équipement de salles de réunion et des salles d'enseignement pour des pratiques hybrides, abonnement visio pour l'ensemble des personnels et étudiants), facilitant la réduction des déplacements professionnels. ▶ Flotte automobile réduite à un véhicule de service, avec application de la limitation de vitesse à 110 km/h (circulaires PM du 13/04 et du 25/07/2022). ▶ Mise en œuvre immédiate des compléments de bourses <i>inclusion</i> et <i>voyage éco-responsable</i> dans le cadre des Aides à la mobilité ERASMUS+. 	<p><i>Mobilités domicile-travail</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Aménagement d'un garage à vélos pour les personnels (transformation du parking souterrain). ▶ Installation d'une station de réparation/gonflage de vélo. ▶ Mise en œuvre des préconisations issues du Plan de mobilité inter-établissements [adhésion à une plateforme de co-voiturage, réflexion sur les horaires d'activité des établissements pour lisser le recours aux transports en commun...] ▶ Amélioration de la sécurisation des aires de stationnement vélo extérieures par vidéoprotection. ▶ Installation de bornes de recharge pour véhicules électriques (avenue Duguit). <p><i>Mobilités professionnelles et étudiantes</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Remplacement du véhicule de service par un véhicule électrique ou hybride rechargeable, conformément à la circulaire. ▶ Formation des agents habilités à conduire le véhicule de service à l'éco-conduite. ▶ Poursuivre un objectif de réduction d'au moins 20 % des déplacements professionnels (type colloques ou séminaires) en limitant notamment ceux qui pourraient être aisément remplacés par de la visio, en reportant vers le train tout déplacement en avion pour les trajets de moins de 4 heures et en reportant tout déplacement en voiture vers le train pour les trajets de plus de 300 km [circulaire SPE et circulaire MESR du 24/09/2022]. ▶ Affiner la mesure de l'impact carbone des déplacements professionnels en s'appuyant sur les extractions de la plateforme du marché voyage. ▶ S'agissant de la mobilité des étudiants, poursuivre les réflexions consécutives à la crise sanitaire, et dans le cadre du projet de réforme de l'année de mobilité, afin de promouvoir les destinations de mobilité à moindre impact environnemental (mesures incitatives complémentaires aux bourses spécifiques ERASMUS+) et/ou les mobilités hybrides.

- | | |
|--|--|
| | <ul style="list-style-type: none">▶ Accentuer la communication, dans le cadre de la préparation de l'année de mobilité, sur l'impact environnemental du transport aérien.▶ Valoriser les expériences universitaires et professionnelles réalisées à l'échelle locale, régionale ou nationale. |
|--|--|

Commande publique	
Actions réalisées ou en cours	Actions à court et moyen termes
<p>Tirant conséquence de l'article 35 de la loi « Climat et résilience » le décret du 2 mai 2022 a modifié l'article R.2152-7 du code de la commande publique et supprimé la faculté de définir un critère d'attribution unique fondé sur le prix. Les acheteurs souhaitant choisir l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base d'un critère unique devront se fonder sur celui du coût <i>prenant en compte les caractéristiques environnementales de l'offre</i>.</p> <p>L'établissement a adopté en 2022 une politique d'achat incluant des critères DDRS (aspects sociaux et environnementaux comme le coût du cycle de vie, la performance énergétique, etc.) pour au moins 10% de la note attribuée aux soumissionnaires.</p> <p>Depuis 2010, l'établissement réoriente régulièrement sa commande publique vers des achats responsables (papier issu de filières durables PEFC/FSC, produits d'entretien éco-labellisés pour l'entretien des locaux, offre d'électricité « verte », achats informatiques dans le cadre du marché <i>Matinfo5</i> incluant de nombreux critères environnementaux et de performances énergétiques, ...)</p> <p>Une politique de suppression des objets plastiques à usage unique est engagée depuis 2021.</p> <p>La durée d'amortissement des matériels informatiques a été allongée afin de rallonger leur cycle d'utilisation et limiter les renouvellements.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Renforcement du critère environnemental dans l'élaboration des procédures de marchés pilotés par l'établissement, pour atteindre, sur tous les segments d'achat pertinents, un seuil minimum de 30 % des critères d'analyse aux caractéristiques environnementales et sociétales des offres. ▶ Réflexion sur le cycle de vie des objets et généralisation du recours aux circuits de réutilisation et de revalorisation pour les matériels mis au rebut (mobillier, informatique, ...). ▶ Choix préférentiel des groupements d'achats nationaux (SAE, UGAP, ...) et locaux (groupements de commande inter-universitaires) présentant les critères environnementaux les plus performants. ▶ Approfondissement de la formation du service achat, des services financiers et sensibilisation des services prescripteurs à la commande publique responsable.

Activités de recherche et équipements de formation	
Actions réalisées ou en cours	Actions à court et moyen termes
<p>Les activités de recherche constituent un levier de réduction de la consommation d'énergie des opérateurs du MESR. Il n'est cependant pas possible d'imposer une règle générale pour atteindre les objectifs de sobriété énergétique visés, chaque laboratoire ayant des spécificités liées à sa discipline et à ses activités (équipements utilisés, pratiques de recherche...). Une analyse au cas par cas doit donc être engagée, pour déterminer les pistes d'économies tout en maintenant le niveau de la recherche.</p> <p>Si les équipes de SHS de Sciences Po Bordeaux ne disposent pas d'équipements techniques de recherche énergivores, l'UMR 5116 Centre Émile Durkheim s'est d'ores et déjà engagée dans une démarche « Labo 1 point 5 », permettant une première évaluation du bilan carbone du Centre.</p> <p>Ce socle de connaissance des postes d'émission de gaz à effet de serre, même s'il n'a pas été conçu pour répondre dans l'urgence à une nécessité d'économie d'énergie, constitue une base intéressante pour identifier les leviers d'action prioritaires contribuant à l'objectif de réduction de la consommation d'énergies fixé par l'État, sans dégrader significativement les activités de recherche.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Approfondissement et élargissement de la démarche Labo 1.5 aux deux UMR de l'établissement. ▶ Réflexion sur les mobilités dans le cadre des activités de recherche. ▶ Diffusion de guides de bonnes pratiques.

Formation et sensibilisation de tous aux enjeux de transition écologique	
<i>Actions réalisées ou en cours</i>	<i>Actions à court et moyen termes</i>
<p>Offre de formation</p> <p>Même si l'ensemble des primo-entrants bénéficie d'une sensibilisation aux enjeux de la transition écologique depuis 2020, à travers notamment la <i>Fresque du climat</i>, la maquette pédagogique actuellement proposée aux étudiants de Sciences Po Bordeaux ne permet pas d'assurer à l'ensemble des étudiants une formation aux enjeux écologiques, qu'il s'agisse des notions scientifiques élémentaires en la matière ou des enjeux propres aux métiers exercés à la sortie de l'IEP.</p> <p>Le premier cycle pâtit le plus de ce manque, en offrant seulement la possibilité de cours d'ouverture optionnels. Quant au second cycle, s'il offre plusieurs parcours abordant les enjeux écologiques, une majorité ne les intègre que sous la forme d'enseignements optionnels et/ou à travers des enseignements dont ce n'est pas la thématique principale.</p> <p>Insertion professionnelle</p> <p>Le pôle Carrières et Partenariats est aujourd'hui en mesure de renforcer sa connaissance des métiers de la transition écologique et d'organiser notamment dans le cadre des Rencontres Carrières des échanges.</p> <p>L'insertion des diplômés de l'IEP dans ces domaines est variée et constitue un réseau dont la structuration peut être encore améliorée, via notamment l'association des Alumni.</p> <p>Vie associative étudiante</p> <p>Les projets associatifs permettant l'acquisition de connaissances et de compétences en lien avec la transition écologique sont nombreux et attractifs. Ils font l'objet d'un soutien dans le cadre notamment de la Commission vie associative et doivent continuer d'être encouragés au sein de l'établissement.</p>	<p>Offre de formation</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Intégration des enjeux de la transition écologique dans les réflexions en cours sur la réforme de l'offre de formation à travers une offre d'enseignement de tronc commun pluridisciplinaire, progressive et articulée sur le 1^{er} et le 2^e cycle. ▶ Inventaire régulier et systématique dans les maquettes des enseignements dédiés aux enjeux de la transition écologique, ou abordant ces derniers comme cas d'étude, afin d'en améliorer la visibilité. ▶ Enrichissement du fonds documentaire de la bibliothèque sur les thématiques de la transition écologique, en lien avec les UMR. ▶ Poursuite des formations organisées dans le cadre des dispositifs de rentrée (<i>Fresque du climat, Atelier 2 tonnes, ...</i>), et de la sensibilisation aux écogestes (signalétique, messages, ...) <p>Insertion professionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Meilleure identification des trajectoires d'insertion professionnelle dans les métiers de la transition, à travers les enquêtes menées auprès des diplômés. ▶ Développement de la communication sur des profils de diplômés insérés dans les métiers de la transition sur les différents médias de l'établissement. ▶ Organisation d'ateliers spécifiques sur les métiers de la transition dans le cadre des <i>Rencontres Carrières</i>. <p>Vie associative étudiante</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Poursuite du soutien aux initiatives étudiantes, aux activités événementielles et aux démarches de sensibilisation menées par les associations sur les thématiques de la transition écologique. ▶ Intégration, dans l'offre de formation proposée aux bureaux des associations, de modules de formation aux enjeux sociaux et environnementaux des activités associatives.

<p>Un nombre croissant d'associations intègrent par ailleurs les préoccupations environnementales dans l'organisation de leurs activités et de leurs événements en se dotant de pôles dédiés, qui participent à la sensibilisation et à la dissémination de ces enjeux auprès de l'ensemble des étudiants.</p> <p>Formation des personnels</p> <p>La formation des personnels de l'établissement, enseignants et BIATSS, aux enjeux de la transition écologique constitue un enjeu majeur afin d'assurer une implication de l'ensemble des parties-prenantes dans le déploiement des dispositifs envisagés et dans la mise en œuvre effective de la transition écologique.</p> <p>Cette formation n'est pas suffisamment structurée à ce jour et, si des initiatives ponctuelles existent, comme la formation par exemple d'agents à l'animation de la Fresque du climat, elles demeurent dispersées et insuffisamment tracées.</p>	<p>Formation des personnels</p> <ul style="list-style-type: none">▶ Intégration des enjeux de la transition écologique dans le plan de formation RH de l'établissement.▶ Mise en œuvre d'actions de formations ciblées par métiers sur les enjeux de la transition écologique dans les pratiques professionnelles.▶ Poursuite de la sensibilisation des personnels aux écogestes, notamment dans le cadre de la prise de poste (insertion dans le livret d'accueil).▶ Réflexion à approfondir au niveau des activités de l'ensemble de services sur l'intégration des enjeux de transition écologique (fiches de postes, projets de services, ...).
---	--